



**JEUX VIDÉO**  
L'EXTRÊME DROITE  
S'INVITE DANS "ROBLOX"

**ÉCONOMIE — LE TRANSPORT MARITIME**  
EN PLEINE TEMPÊTE **FRANCE-ALGÉRIE —**  
RIEN NE VA PLUS



# Courrier international

N° 1615 du 14 au 20 octobre 2021  
[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)  
France : 4,50 €

Afrique CFA 3,400 F.CFA, Algérie  
530 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre  
5,00 €, Canada 7,75 \$CAN, DOM  
5,00 €, Espagne 5,20 €, Grande-  
Bretagne 4,60 €, Grèce 5,20 €, Italie  
5,20 €, Japon 850 Y, Maroc 41 DH,  
Pays-Bas 5,20 €, Portugal cont.  
5,20 €, Suisse 6,70 CHF, TOM  
850 XPF, Tunisie 7,20 DT.

## ÉNERGIE : UNE CRISE DURABLE

*Les prix de l'électricité  
flambent en Europe, les coupures  
se multiplient en Chine.  
Qui est responsable ?  
Les analyses de la presse étrangère.*

M 03183 - 1615 - F: 4,50 €



**iV**

# RECHARGE LIFE\*

# NOUVEAU ŠKODA ENYAQ iV

## LE SUV 100% ÉLECTRIQUE

**ŠKODA**

À PARTIR DE

**299€** / MOIS<sup>(1)</sup>

LLD SUR 37 MOIS

AVEC APPORT

**Bonus écologique et remise ŠKODA déduits****AUTONOMIE (WLTP) :**  
534 KM**ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub> :**  
0 G/KM

Offre valable du 01/10/2021 au 31/12/2021.

**Modèle présenté : ENYAQ iV Version 60, avec options, 1<sup>er</sup> loyer de 9 500€ ramené à 3 500€ après déduction du bonus écologique de 6 000€ et 36 loyers de 386€, remise ŠKODA de 2 300€ déduite.**

(1) Ex pour ENYAQ iV Version 60 180 ch en Location Longue Durée sur 37 mois / 30 000 km max, 1<sup>er</sup> loyer de 9 500€ ramené à 3 500€ après déduction du bonus écologique de 6 000€ et 36 loyers de 299€, hors assurances facultatives, remise ŠKODA de 2 300€ déduite. Offre réservée aux particuliers, chez tous les Distributeurs présentant ce financement sous réserve d'acceptation du dossier par VOLKSWAGEN BANK GMBH - SARL de droit allemand - Capital social : 318 279 200 € - Siège social : Braunschweig (Allemagne) - RC/HRB Braunschweig : 1819 - Intermédiaire d'assurance européen : D-HNQM-UQ9MO-22 (www.orias.fr) - Succursale France : Bâtiment Ellipse, 15 avenue de la Demi-Lune - 95700 Roissy-en-France - RCS Pontoise : 451 618 904 - Administration et adresse postale : 11, avenue de Boursonne - B.P. 61 - 02601 Villers-Cotterêts Cedex. Sous réserve de bénéficier du bonus écologique (conditions sur economie.gouv.fr). **Modèle de borne différent pour le marché français.**

**Gamme ENYAQ iV : consommation en cycle mixte (kWh/km) min - max : WLTP : 14,6 - 21,6. Rejets de CO<sub>2</sub> (g/km) : WLTP : 0 (en phase de roulement). Jusqu'à 534 kilomètres d'autonomie (norme WLTP), selon version et équipements.**Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO<sub>2</sub>, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée.

Volkswagen Group France - S.A. - Capital : 198 502 510€ - 11, av. de Boursonne - 02600 Villers-Cotterêts - R.C.S. Soissons 832 277 370.

\*Recharge Life = Rechargez votre vie



**LES CHOIX  
DE "COURRIER"**

VIRGINIE LEPETIT

**Énergie :  
une crise durable**

p.26

Les prix de l'électricité flambent en Europe, les coupures se multiplient en Chine et, à l'approche de l'hiver, les stocks de gaz naturel et de charbon sont au plus bas dans plusieurs pays : le monde traverse aujourd'hui une crise énergétique majeure. Qui est responsable ? La Russie, dont le principal opérateur, Gazprom, joue de sa position dominante sur le gaz naturel ? L'Asie, dont la reprise après la crise sanitaire a été spectaculaire et bien plus rapide que prévu ? L'Europe, qui a libéralisé le marché ? Les aléas climatiques, qui dopent la demande ? Selon que vous posez la question à la presse russe, espagnole, chinoise

ou anglo-saxonne, vous obtiendrez l'une ou l'autre de ces réponses. C'est ce que nous avons constaté au sein de la rédaction de *Courrier international* quand, alertés par la flambée du prix de l'électricité en France, mais surtout en Espagne, où il a été multiplié par quatre en un an, nous avons voulu monter ce dossier. Chaque pays, à travers sa presse, accusait les autres d'être responsables de cette inflation. À raison. Car cette crise énergétique, c'est un peu tout cela à la fois. Dans un monde interconnecté, sur un marché mondialisé, chaque incident sur la chaîne d'approvisionnement, chaque jour qui passe hors des conditions normales de saison exerce une pression supplémentaire sur un système déjà très tendu. La transition énergétique ne se fait pas sans heurts. L'article du site américain **Quartz** qui ouvre ce dossier l'explique très bien : "La première partie de l'équation progresse

rapidement, car le coût des technologies solaire et éolienne est en chute libre. En revanche, pour des raisons réglementaires et technologiques, les lignes à haute tension surpuissantes et les batteries n'en sont encore qu'à leurs débuts. Tant que ces technologies ne seront pas en mesure de rivaliser avec la facilité de transport et de stockage des énergies fossiles – et cela pourrait demander plusieurs dizaines d'années –, les énergies renouvelables ne pourront pas remplacer complètement les énergies fossiles." Et, même sur la réponse à apporter, les pays se déchirent. Si la France et l'Espagne proposent de réguler le prix de l'électricité à l'échelle européenne, pour rendre la transition plus douce pour le consommateur, les pays du Nord, eux, préfèrent laisser le marché s'autoréguler. Tout cela au nom de la transition énergétique ! En effet, "les deux blocs justifient leur position par le Green Deal

[le pacte vert pour l'Europe, qui prévoit de réduire d'au moins 50 % les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030], rappelle **Il Foglio**, à Milan. La position franco-espagnole est que, si l'on ne fait pas baisser le coût de l'énergie, l'opinion voudra arrêter la transition écologique, tandis que, pour les pays du Nord, suivre la voie tracée par Paris et Madrid signifierait arrêter cette transition avant même de l'avoir commencée." C'est là que la crise prend un ton plus politique. Quand Paris – via le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire – vante les qualités du nucléaire, disponible, fiable et peu émetteur de CO<sub>2</sub>, le journal russe **Novy Izvestia**, lui, cherche à convaincre de l'intérêt de signer des contrats de long terme avec les grands fournisseurs de gaz, en tête desquels Gazprom, bien sûr. C'est le choix pour lequel a opté la Hongrie : le 27 septembre, Budapest annonçait en effet la signature d'un contrat gazier de

quinze ans avec le géant russe Gazprom, qui prévoit la livraison de 3,5 milliards de mètres cubes par an par le biais du gazoduc TurkStream, qui relie la Russie et la Turquie par la mer Noire, ainsi que 1 milliard transitant via l'Autriche. Le tarif sera le même pendant toute la durée du contrat, ce qui "garantit à la Hongrie l'accès à une quantité suffisante d'énergie, même en cas de pénurie comme aujourd'hui, à des prix plus prévisibles que celui du marché", explique un politologue au quotidien de droite **Magyar Hirlap**. En toile de fond de cet accord, il y a l'Ukraine, désormais contournée par les gazoducs russes et actrice impuissante de cette crise. Bonne lecture.

**En couverture:**

Dessin de **Brian Stauffer** paru dans **The Washington Post**, États-Unis. Jeux vidéo: dessin de **Toma Vagner** paru dans **Wired**, San Francisco/Conde Nast.



**Sommaire**



DILEM, ALGERIE

**ALGÉRIE-FRANCE** p.18

**Petites querelles  
et grands intérêts**

Rien ne va plus entre les deux pays. L'animosité est clairement affichée, sur fond d'enjeux mémoriels et de questions bien actuelles, souligne cet éditorialiste du **Soir d'Algérie**.

**RUSSIE** p.10

**Comment repeupler la Sibérie ?**

Le ministre de la Défense russe a lancé l'idée folle de construire cinq grandes villes nouvelles en Sibérie. Une urgence face à la dépopulation de vastes contrées à proximité de la frontière chinoise.

**ÉCONOMIE** p.34

**Le transport maritime en pleine tempête**

Partout dans le monde, les ports sont engorgés et les conteneurs de plus en plus chers. La crise des échanges par cargo sonne-t-elle le glas d'une certaine mondialisation ?

**360°** p.40

**"Roblox", terrain de jeu de l'extrême droite**

Ce jeu vidéo permet aux joueurs de construire les univers dont ils rêvent. Même des utopies fascistes ou des reconstitutions de l'Allemagne nazie. N'est-ce bien qu'un jeu ? s'est demandé **Wired**.

**LES SOURCES**



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Ha'Aretz** Tel-Aviv, quotidien.
- Cubonet** (cubonet.org) Coral Gables (États-Unis), en ligne.
- Domani** Rome, quotidien.
- The Economist** Londres, hebdomadaire.
- Gazeta.ru** (gazeta.ru) Moscou, en ligne.
- The Globe and Mail** Toronto, quotidien.
- The New York Times** New York, quotidien.
- El País América** (elpais.com/america/) Mexico, en ligne.
- Pengpai Xinwen (The Paper)** (thepaper.cn) Shanghai, en ligne.
- Quartz** (qz.com) New York, en ligne.
- Le Soir d'Algérie** Alger, quotidien.
- Sunday Times** Johannesburg, hebdomadaire.
- Tempo** Jakarta, hebdomadaire.
- Le Temps** Genève, quotidien.
- The Times** Londres, quotidien.
- La Vanguardia** Barcelone, quotidien.
- Wired** San Francisco, mensuel.



## SOMMAIRE

## 7 jours dans le monde

6. **Burkina Faso.** Sankara : le procès de tous les espoirs

## D'un continent à l'autre

10. **Russie.** Comment repeupler la Sibirie ?

13. **Pologne.** Sortie de l'UE : le débat est relancé

14. **France.** Le rapport Sauvé, un exemple à suivre

16. **Vu d'autrefois.** La mise au rancart de la guillotine

18. **Algérie-France.** Petites querelles et grands intérêts

20. **Israël.** Le regard porté sur Jérusalem-Est a changé

22. **Asie.** Une pêche très disputée en mer de Chine méridionale

24. **États-Unis.** Les fraternités étudiantes sur la sellette

25. **Cuba.** Ces Noirs que l'on cache

## À la une

26. **Énergie :** une crise durable

## Transversales

34. **Économie.** La tempête du siècle pour le transport maritime

36. **Croissance.** Au Chili, une économie fragile

38. **Environnement.** Il faut sauver l'arbre dragon

39. **Signaux.** La peine capitale recule lentement

## 360°

40. **Enquête.** Roblox, terrain de jeu de l'extrême droite

46. **Culture.** Les chansons oubliées de Reuben T. Caluza

48. **Voyage.** Le serment de Haïda Gwaaï

50. **Histoire.** L'African Theater, pari risqué au cœur de New York



## SUR NOTRE SITE

## Accès libre. Le 14 octobre, rendez-vous sur notre site pour une journée portes ouvertes

Pour découvrir *Courrier international*, profitez d'un accès entièrement gratuit sur notre site jeudi 14 octobre et accédez aux meilleurs articles traduits de la presse étrangère. Découvrez aussi nos chroniques, nos rubriques hebdomadaires et nos newsletters. Vingt-quatre heures pour profiter d'un regard décalé sur l'actualité internationale et française.

## Découvrez nos podcasts : "Six pieds sur Terre" et "Les mots des autres"

Chaque mardi, *Courrier international* et *ID4D*, le média du développement durable, vous donnent rendez-vous pour un nouveau podcast sur les défis de l'écologie. Pour le cinquième épisode de notre série "Comment vivre avec le vivant ?", nous donnons la parole à Marc Namblard, chasseur de sons. Et chaque mois, les équipes de *Courrier international* vous proposent d'écouter l'actualité racontée par les langues étrangères. En ce mois d'octobre, nous explorons les mots de la diaspora, de l'exil et de l'expatriation.

**L'horoscope de Rob Brezsný** Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



**NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE**

**Ressources, technologies, alliances...  
La rivalité entre les États-Unis et la Chine  
dessine un nouvel ordre mondial.  
Les décryptages de la presse étrangère.**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX




**Courrier international**

Édité par *Courrier international* SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €  
**Actionnaire :** La Société éditrice du Monde  
**Président du directoire, directeur de la publication :** Arnaud Aubron  
**Directrice de la rédaction, membre du directoire :** Claire Carrard  
**Conseil de surveillance :** Louis Dreyfus, président  
**Dépôt légal** Octobre 2021. Commission paritaire n° 0722c82101.  
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

**Rédaction** 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. **Accueil** 33 (0) 1 46 46 16 00 **Fax général** 33 (0) 1 46 46 16 01 **Fax rédaction** 33 (0) 1 46 46 16 02 **Site web** www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com  
**Directrice de la rédaction** Claire Carrard (16 58) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (16 77), Virginie Lepetit (16 12), Claire Pomarès (web)  
**Responsable du numérique** Jeffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31), **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

**ÉDITION** Anouk Delport (16 98), Fatima Rizki (17 30), **7 JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Antoine Moutreau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Carole Lohrenz (chef de rubrique, France, 16 93), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Romain Su (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotellevts (Ukraine) **AMÉRIQUES** Béranngère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezuquel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chameau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inndiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) **MOYEN-ORIENT** Julien Abirama, Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Béloëil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) **HISTOIRE** Mélanie Liffschitz (16 96)

**SITE INTERNET** Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (rédacteur éditeur web), Gabriel Hassan (rédacteur éditeur web, 16 32), Carole Lyon (rédactrice éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (rédactrice éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo édition, 16 65), Nora Houdart-Ouahel (développement web) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

**TRADUCTION** Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcol (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurore Delvigne, Françoise Hérot, Julie Martin

**PÔLE VISUEL** Sophie-Anne Delhomme (responsable), **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONOGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (16 70) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (16 66) **INFORMATIQUE** Denis Scudeller

**AGENCE COURRIER** Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08) Diatia Konate (17 38)

**DIRECTRICE DE LA FABRICATION** Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE :** Maury, 45 330 Malesherbes

**ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO** Jean-Baptiste Bor, Isabelle Bouchery, Marie-Ange Costantini, Marie Daoudal, Guillemette Echalié, Philippe Godfrey, Sophie Laurent-Lefevre, Julien Lecot, Valentine Morizot, Nina Schreier, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Léo Thomas, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita

**PUBLICITÉ** MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75017 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Présidente** Laurence Bonicalzi **Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque** Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

**RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE** Carine de Castellán (16 06) **Lucie Madalena** (gestion) **Droits Eleonora Pizzi** (16 52) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale internationale** Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **MARKETING** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49)

**Modifications de services ventes au numéro, réassorts** 08 05 01 47 **Service clients Abonnements** Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex **Tél. 03 21 13 04 31** **Fax** 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. **Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine :** 119 €. **Autres destinations :** https://boutique.courrierinternational.com **Nos conditions générales de vente et d'utilisation** sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgv

*Courrier international, USPS number 015-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in August/December), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.*



Origine du papier : Allemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. **Eutrophisations :** Ptot = 0,002 kg/tm de papier. **Couverture imprimée** à 100 % av ec encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.

Ce numéro comprend un encart France Abonnements Entreprise posé sur la totalité des abonnés France Métropolitaine.

## Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*  
 Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

## Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 119 € au lieu de 218,80 €\*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 149 € au lieu de 269,80 €\*

RCO21BO004

Monsieur  Madame

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CP ..... VILLE .....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :  
<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>  
 ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)


\* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnll.fr.


**Courrier international**

## Avantages abonnés :

Rendez-vous sur [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 

## Votre abonnement à l'étranger :

**Belgique :**

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

**USA-Canada :**

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

**Suisse :**

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

---

# POUR LES FRANÇAIS LE PLAISIR D'ÊTRE EN MOYENNE 27 MINUTES\*

---

\*Les lecteurs de magazines consacrent  
en moyenne 27 minutes par jour  
au plaisir de la **Presse Magazine.**

**INFORMER. DÉCOUVRIR. APPROFONDIR.**

PRIX RELAY DES MAGAZINES DE L'ANNÉE 2021



Découvrez chez RELAY à partir d'octobre,  
les magazines les plus talentueux et les plus audacieux de l'année.



# Burkina Faso. Sankara : le procès de tous les espoirs

Trente-quatre ans après l'assassinat de Thomas Sankara, un procès historique s'est ouvert à Ouagadougou. La presse burkinabée espère qu'il élucidera la mort du leader africain.

C'est sous l'égide symbolique de l'immense statue de Thomas Sankara, haute de 5 mètres et érigée en plein Ouagadougou, que s'est ouvert le 11 octobre le procès des assassins présumés de l'ancien président burkinabé et de douze de ses compagnons. Un procès censé "lever le voile sur trente-quatre ans d'incertitudes, de silence et de douleur", espère **Le Faso**. Quatorze prévenus ont été convoqués par le tribunal militaire, dont l'emblématique Blaise Compaoré, frère d'armes de Sankara avant de le renverser et d'accéder lui-même à la présidence. Aujourd'hui réfugié en Côte d'Ivoire, dont il a été fait citoyen, l'ancien président a refusé de répondre à cette convocation et sera jugé par contumace. Tout comme Hyacinthe Kafando, le chef du commando ayant assassiné Thomas Sankara le 15 octobre 1987.

Quelques heures après son ouverture, le procès a été renvoyé au 25 octobre à la demande des avocats qui exigeaient davantage de temps pour consulter le dossier. Malgré tout, il s'annonce historique, estime **Wakat Sera**. Car celui qui est resté quatre ans, de 1983 à 1987, à la tête de la Haute-Volta qu'il a rebaptisée en Burkina Faso, "est un mythe, une légende", écrit **Aujourd'hui au Faso**. "Il est devenu le modèle de la jeunesse africaine à travers tout le continent et même au-delà", abonde **Wakat Sera**. "Précurseur du combat pour la sauvegarde la planète comme de la libération de la femme en Afrique, et de bien d'autres, il rendait la fierté à tout un continent en dénonçant publiquement les agissements des puissances occidentales impérialistes, notamment la soumission des peuples par la dette créée artificiellement."

Qui alors a eu intérêt à éliminer le "père de la révolution burkinabée"? Faut-il chercher les coupables au Burkina Faso? Ailleurs en Afrique? Ou même au-delà du continent? Tel est un des principaux enjeux du procès. La presse burkinabée rappelle que Thomas

Sankara ne gênait pas que dans son pays. *Aujourd'hui au Faso* égrène ainsi différentes hypothèses : "Blaise jaloux de lui" comme le soutiennent certains ou le même Blaise téléguidé par [le président ivoirien d'alors] Houphouët-Boigny et la France? À moins que ce ne soit la CIA, qui voyait d'un mauvais œil la terminologie lexicale anti-impérialiste de Sankara et sa proximité avec la Libye et Cuba?"

*Wakat Sera* estime aussi que "cette affaire est tout aussi révélatrice des contradictions internationales de l'époque, des rivalités régionales que de la volonté des puissances occidentales et notamment la France, de

maintenir leur domination sur les anciennes colonies". Pour *Le Faso*, la rhétorique révolutionnaire de Sankara et ses

réformes tous azimuts avaient fini par irriter certaines chancelleries. "Ses interventions à travers des tribunes internationales, aux Nations unies, à l'Union africaine sembl[ai] ent devenir une menace pour des puissants du moment."

↓ *Le fantôme de Thomas Sankara à gauche et Blaise Compaoré à droite. Dessin de Glez, Burkina Faso.*

Beaucoup d'yeux sont ainsi "tournés vers Paris", écrit *Le Faso*. Avec l'espoir que des archives classées secret-défense révèlent une partie de la vérité. En mars 2016, un an après sa nomination pour prendre en main l'enquête, le juge militaire François Yaméogo avait demandé la levée du secret-défense à la France et "lancé une commission rogatoire afin que des auditions aient lieu en France", rappelle *Wakat Sera*. Lors d'un voyage à Ouagadougou, le président Emmanuel Macron avait promis "que tous les documents français concernant l'assassinat seraient déclassifiés", ajoute *Le Faso*. Le 17 avril dernier, le troisième et dernier lot d'archives Thomas Sankara a été transmis aux autorités judiciaires burkinabées.

Pour autant, ces documents apporteront-ils un nouvel éclairage sur le rôle de la France dans l'"affaire Sankara"? Plusieurs médias insistent sur le discours antifrançais du "Che Guevara africain". Il n'avait cessé de dénoncer l'influence de l'ancienne puissance coloniale dans son pays et en Afrique de l'Ouest. Sur son site Internet, la **BBC** note ainsi que sa politique étrangère "anti-impérialiste s'évertuait à remettre en cause la domination de la France, qui avait conservé une énorme influence dans nombre de ses anciennes colonies en Afrique, comme le Burkina Faso. Sa veuve Mariam a accusé la France d'avoir fomenté son assassinat."

**Le Pays** douche cependant l'espoir d'obtenir des éléments sur des implications étrangères. "On n'en saura pas davantage", clame le journal, rappelant que le juge d'instruction a décidé la disjonction du volet international du dossier, ces pays ayant refusé de coopérer. Quoi qu'il en soit, *Le Pays* veut croire que le procès permettra de connaître les commanditaires et "ceux qui ont tiré sur la gâchette pour abattre l'icône panafricaine". Et ainsi de poser "les jalons de la réconciliation nationale que tous les Burkinabés appellent de tous leurs vœux".

— **Courrier international**

## Grand gagnant

**IRAK** — Le courant de l'influent leader chiite Moqtada Al-Sadr, donné favori, a remporté une "grande victoire" en arrivant en tête des législatives anticipées du 10 octobre, selon des résultats encore provisoires, rapporte **Al-Alam Al-Jadid**. À l'inverse, l'alliance représentant la coalition des milices chiites pro-iraniennes du Hachd Al-Chaabi, très influentes dans le pays, a subi "un revers majeur". Le scrutin a été marqué par une abstention record, le taux de participation ne s'élevant qu'à 41 %.

## Une démission en trompe l'œil



**AUTRICHE**

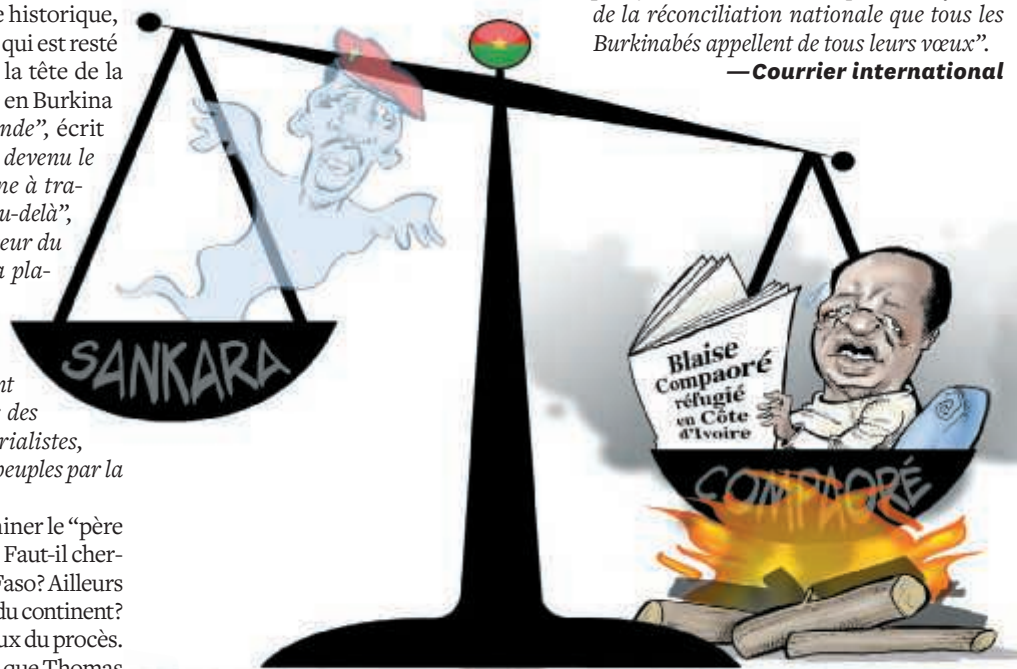
— "Vont-ils y arriver?" lance la **Kronen Zeitung** sur une photo du nouveau binôme à la tête du pays. Après la démission du chancelier conservateur Sebastian Kurz, visé par une enquête pour corruption, son ministre des Affaires étrangères, Alexander Schallenberg, lui a succédé le 11 octobre. Il devra composer avec Werner Kogler, le leader écologiste. "Une coalition turquoise-verte à l'avenir incertain", commente le journal. Et ce, même si Sebastian Kurz, dont on aperçoit l'ombre derrière les deux hommes, continuera sans nul doute, fidèle à sa réputation de "Mozart de la politique", à écrire la partition du gouvernement.

## Liberté retrouvée

**AUSTRALIE** — C'est un jour que Sydney attendait depuis quatre mois. Après cent six jours d'un confinement strict, les habitants de l'État de Nouvelle-Galles du Sud ont poussé le 11 octobre "un soupir de soulagement collectif", note **The Sydney Morning Herald**. Des restrictions resteront néanmoins en place tant que le taux de vaccination, avoisinant aujourd'hui 70 % chez les plus de 15 ans, n'aura pas atteint au moins 85 %.



**Revue  
de presse**



## La roue tourne pour Andrej Babis



**RÉPUBLIQUE TCHÈQUE** — “Babis vaincu, Fiala veut gouverner”, titre **Denik N** le 11 octobre, deux jours

après la tenue des élections législatives. Au-dessus d’une illustration montrant Petr Fiala, le probable futur chef de gouvernement, venant de renverser le buste du Premier ministre sortant Andrej Babis, le quotidien explique que le scrutin “a abouti à la victoire d’une courte tête de [la coalition] Ensemble, au détriment du parti ANO”. Composée de trois partis conservateurs avec un programme essentiellement “anti-Babis”, Ensemble a recueilli 27,7 % des suffrages, contre 27,1 % pour le mouvement populiste dirigé par un Andrej Babis, qui a fait les

frais de plusieurs scandales financiers. Plus loin, le journal explique que la prochaine coalition gouvernementale de centre-droit devrait être formée d’Ensemble et du parti libéral Stan (Maires et Indépendants) et du Parti des Pirates, qui eux aussi avaient uni leurs forces pour constituer une coalition “anti-Babis”. “De la Tchéquie provient enfin un espoir pour la démocratie et l’État de droit en Europe centrale”, se réjouit un commentateur slovaque. Toutefois, comme le souligne **Denik N**, la formation de ce nouveau cabinet pourrait être remise en cause par l’hospitalisation en urgence, dès le lendemain de la fermeture des bureaux de vote, du président de la République, Milos Zeman. Selon la Constitution, c’est en effet au chef de l’État qu’il appartient de nommer le Premier ministre après les élections. Mais beaucoup de médias doutent de la faculté de Milos Zeman, très malade depuis quelques années, à exercer désormais ses fonctions.

## Avancée antipaludique

**MÉDECINE** — “Le monde détient une nouvelle arme dans la guerre contre le paludisme”, écrit le **New York Times** après la recommandation par l’Organisation mondiale de la santé (OMS), le 6 octobre, du

vaccin RTS, S ou Mosquirix pour les enfants. “La malaria tue chaque année un demi-million de personnes, dont 260 000 enfants de moins de 5 ans, majoritairement en Afrique subsaharienne.” Ce vaccin réduirait de 30 % les cas les plus graves et pourrait ainsi sauver plusieurs dizaines de milliers de vies.

## Un rachat qui fait des vagues



**FOOTBALL** — C’est la fin d’un long feuilleton de dix-huit mois. Un consortium mené par le fonds

public d’investissement d’Arabie Saoudite a officiellement mis la main, le 7 octobre, sur le club anglais de Newcastle, avec l’autorisation de la Premier League. “Vendu”, s’enthousiasme le quotidien local **The Chronicle**. “Les supporters peuvent désormais rêver à nouveau de soirées européennes et de courses aux titres.” Mais cette euphorie n’est pas partagée par les grands titres de la presse britannique, qui mettent en avant le pedigree du régime saoudien en matière de droits de l’homme.

# 957

**MORTS DUES AU COVID-19 ONT ÉTÉ DÉPLORÉES LE 10 OCTOBRE EN RUSSIE.** Le même jour, près de 25 000 nouvelles contaminations étaient enregistrées.

Un record depuis la fin 2020, note le site **Gazeta.ru**. Le faible taux de vaccination (30,8 % de la population adulte) et la forte circulation du variant Delta expliqueraient ce rebond. La pandémie, selon des experts indépendants cités par **Nezavissimaïa Gazeta**, aurait causé la mort de 1 million de personnes en Russie.

SaNoSi Productions, Ayizan Production, Merveilles Production présentent

“Un film à fleur de peau qui nous a émus”  
LE MONDE

FESTIVAL DE CANNES  
UN CERTAIN REGARD  
SÉLECTION OFFICIELLE 2021

# FREDA

Un film de  
Gessica Génés

**ACTUELLEMENT AU CINÉMA**

COUP DE CŒUR  
CINÉMAS  
ART & ESSAI  
DE L'AFCAE

NÉHÉMIE BASTIEN  
DJANAÏNA FRANÇOIS FABIOLA RÉMY GAËLLE BIEN-AIMÉ JEAN JEAN  
ROLAPHTON MERCURE CANTAVE KERVEN

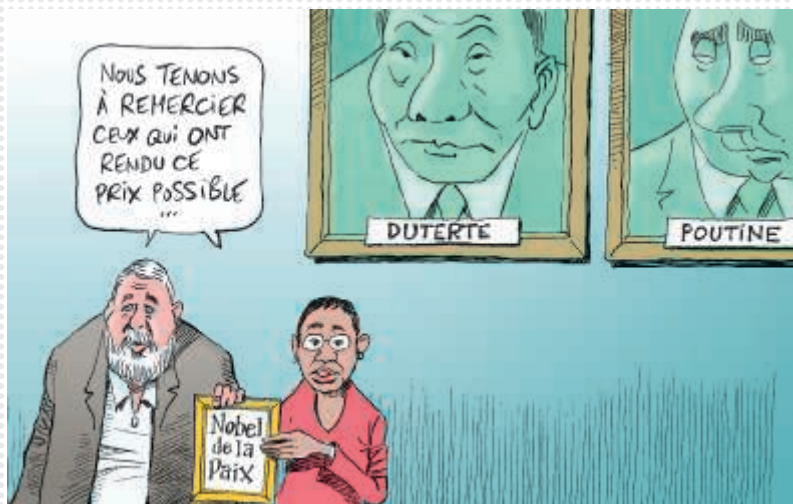
france.tv 1 sortait Outre-mer | LE FIGARO | Courrier international | LA CROIX | SINECARTOUCHE

↳ Dessin de Chappatte, paru dans **Le Temps**, Lausanne.

LE DESSIN  
DE LA SEMAINE



## Pas de paix sans liberté d'expression



**LE PRIX NOBEL DE LA PAIX** a récompensé, le 8 octobre, deux journalistes d'investigation, la Philippine Maria Ressa et le Russe Dmitri Mouratov, pour "leur combat courageux en faveur de la liberté d'expression". La fondatrice du site **Rappler** et le rédacteur en chef de **Novaïa Gazeta**, dont six journalistes ont payé ce combat de leur vie, enquêtent sans relâche sur les abus de pouvoir et autres exactions commis par les dirigeants de leurs pays, Rodrigo Duterte et Vladimir Poutine en tête. Ce que salue, à sa façon, le dessinateur suisse Chappatte. Tout comme le **Philippine Daily Inquirer**, qui voit dans ce prix "un puissant message appelant à la protection des journalistes, une espèce en danger croissant à l'âge des dirigeants autoritaires et populistes".

## Et à la fin, c'est la France qui gagne



**FOOTBALL —** "Une grande équipe a chuté en finale de la Ligue des nations, dans un match totalement conditionné

par une décision arbitrale difficile à expliquer et encore plus difficile à comprendre." Au lendemain de la victoire, le 10 octobre, de la France contre l'Espagne (2-1), le quotidien barcelonais **Sport** l'a mauvaise et parle d'"injustice". En cause, le but de la victoire inscrit par Mbappé. L'attaquant français semblait en effet hors jeu. Mais l'arbitre britannique, après avoir fait appel à la VAR, a estimé qu'un défenseur espagnol "a fait

un mouvement vers le ballon et l'a joué de manière délibérée", annulant ainsi le hors-jeu.

## Superman est bisexuel

**ÉDITION —** Dans le numéro de novembre du comic-book **Superman: Son of Kal-El**, Jon Kent, le fils de Clark, doté comme lui de superpouvoirs, embrassera un garçon, le hacker Jay Nakamura. "J'ai toujours dit que tout le monde a besoin de héros et tout le monde mérite de se reconnaître dans ses héros", a expliqué le 11 octobre l'auteur, Tom Taylor, à **IGN**. Jon Kent est "le dernier d'une lignée de personnages à avoir fait leur coming out comme membres de la communauté LGBTQ+ dans l'univers DC Comics ces dernières années", ajoute **Gizmodo**.

## ÉCONOMIE

# L'heure d'une "révolution fiscale" a sonné

Le 8 octobre, 136 États se sont engagés à harmoniser la taxation sur les bénéficiaires des multinationales à hauteur de 15 %. Un accord jugé "historique" par ses artisans, mais qui doit encore être ratifié par chacun des pays signataires.

**L**a révolution fiscale franchit une étape importante", claironne **Le Temps**. Après une décennie de discussions, un accord a finalement été conclu au prix de compromis, notamment sur le taux retenu de 15 %, qui "ne pourra pas être relevé à l'avenir" et qui ne sera appliqué qu'aux multinationales, précise **CNBC**. C'est ce dernier point qui a convaincu l'Irlande de franchir le pas et de rejoindre l'accord in extremis, tout comme l'Estonie et la Hongrie, elles aussi longtemps réfractaires.

"L'accord est un triomphe pour l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui cherche à freiner l'évasion fiscale des entreprises depuis de longues années", commente le **Financial Times**. Le secrétaire général de l'organisation, Mathias Cormann, a assuré qu'avec cet accord le système international de taxation des entreprises deviendrait "plus juste et plus efficace".

Selon l'OCDE, l'harmonisation de la taxation des multinationales devrait dégager 150 milliards de dollars de recettes fiscales supplémentaires, bienvenues en ces temps de convalescence économique post-Covid. Parmi les 140 pays qui avaient pris part aux négociations, seuls le Nigeria, le Kenya, le Sri Lanka et le Pakistan ont refusé de parapher l'accord. Les 136 États signataires, eux, représentent 90 % du PIB mondial.

**"L'accord est un triomphe pour l'OCDE, qui cherche à freiner l'évasion fiscale des entreprises depuis de longues années."**

**Financial Times**

L'accord, annoncé le 8 octobre à Paris, vise aussi à régler le problème posé par les sociétés – notamment les géants de la technologie – qui engrangent des bénéfices dans le monde entier mais ne paient des impôts que dans une poignée de pays. "En conséquence, beaucoup de ces entreprises installent leur siège dans des pays à faible taux d'imposition, comme l'Irlande,

pour payer moins d'impôts", explique le **Wall Street Journal**.

En vertu de la nouvelle réglementation, Amazon, Facebook, Google et consorts verront "un quart de leurs profits réaffectés aux pays où ils font des bénéfices et ils y paieront des taxes", précise la **BBC**. La disposition ne concernera cependant que les multinationales réalisant plus de 20 milliards d'euros de chiffre d'affaires et affichant une marge bénéficiaire de plus de 10 %.

L'ensemble de ces dispositions a fait grincer des dents, notamment au sein d'Oxfam International, relève

**El País**. L'ONG déplore la faiblesse du taux d'imposition retenu – loin des 25 ou 30 % recommandés par le panel des Nations unies sur la responsabilité financière – et estime que la répartition de l'imposition sur les bénéficiaires favorisera les pays riches, au détriment des pays en voie de développement. "Ce qui aurait pu constituer un accord historique pour en finir avec les paradis fiscaux est rapidement devenu une combine de pays riches", déplore Susana Ruiz, responsable de la politique fiscale au sein d'Oxfam, citée par le quotidien madrilène.

**The Irish Times** souligne, pour sa part, que la conclusion de l'accord n'est que le préalable à une nouvelle course d'obstacles: sa ratification par les pays signataires, notamment les États membres de l'Union européenne (UE), désormais parties prenantes de l'accord. "Tout ce qui a été décidé au niveau de l'OCDE doit encore être mis en œuvre dans toute l'UE par le biais d'une directive", écrit le quotidien irlandais, qui se demande si la Commission européenne ne sera pas tentée, "à la demande de membres puissants comme la France ou l'Allemagne", d'amender le texte et d'y ajouter des dispositions inacceptables pour l'Irlande.

**Politico** précise que "les ministres des Finances du G20 devraient approuver l'accord lors de leur sommet à Washington" le 13 octobre. Les dirigeants de ces pays auront ensuite "la lourde tâche de mettre en œuvre les nouvelles règles avant la fin de 2023", conformément au calendrier établi par l'OCDE.

— **Courrier international**



Revue de presse



# Forum expat

# NOMMADES

Deux journées de  
conférences en ligne pour  
vous accompagner dans  
votre aventure à l'étranger

# 2021

**20 & 21 OCTOBRE**

**EN DIRECT DEPUIS L'AUDITORIUM GROUPE LE MONDE**  
**Sur Facebook, YouTube et LinkedIn**

**Inscrivez-vous sur : [leforumexpat.com](http://leforumexpat.com)**

Un événement groupe Le Monde



Avec la collaboration de :



d'un  
continent  
à l'autre.

europa



France .....	14
Afrique .....	18
Moyen-Orient...	20
Asie .....	22
Amériques .....	24

↳ Promenade dominicale  
dans la forêt sibérienne,  
à Tomsk. Photo Nanna  
Heitmann/Magnum Photos

finale-  
ment été observés sur  
les lieux d'exil des bagnards.  
L'Union soviétique s'y est effor-  
cée elle aussi, mais cela n'a pas  
très bien fonctionné non plus,  
malgré quelques grandes avan-  
cées. L'ampleur, les délais et le  
degré de complexité du problème  
sont parfaitement illustrés par  
l'histoire de la construction du  
Transsibérien, le plus grand  
chemin de fer du monde, reliant  
Moscou à Vladivostok sur une  
distance de 9 290 kilomètres.  
L'idée avait germé dans les années  
1870, la construction débuté en

**L'Empire russe  
avait tenté de  
développer la Sibirie  
et l'Extrême-Orient,  
sans y parvenir.**

1891 et il n'a été entièrement  
électrifié qu'en 2002.

À l'évocation de la construction  
de grandes villes nouvelles en  
Sibirie ou dans toute autre "terre  
lointaine" de Russie, parmi les  
nombreuses questions qui émer-  
gent, quatre s'imposent d'emblée :  
qui va les construire? avec quel  
argent? qui y vivra? comment ces  
gens gagneront-ils leur vie?

La raison pour laquelle il faut  
construire de nouvelles villes en  
Sibirie est absolument claire :  
pour continuer à contrôler l'en-  
semble des territoires et y main-  
tenir une activité minimale. Les  
armes les plus sophistiquées ne  
serviront à rien si une partie  
significative de notre territoire  
n'est tout simplement pas habi-  
tée. Certes, on peut protéger  
des déserts, des collines, des  
falaises et des forêts impéné-  
trables avec des ogives nucléaires.  
Mais si la population continue à  
s'éteindre, ces territoires finiront  
par être repeuplés par quelqu'un  
d'autre (et on imagine très bien  
par qui, il suffit de regarder une  
carte, où il est difficile d'oblité-  
rer la Chine), ou ils deviendront  
vraiment des déserts.

Pour l'heure, la Russie est  
confrontée à une dispari-  
tion irréversible de ses com-  
munes. D'après le ministère du  
Développement régional, depuis  
1990, 23 000 agglomérations ont  
disparu, dont 20 000 villages.  
Cela signifie que les villes dis-  
parues se comptent par cen-  
taines. Et ce ne sont pas que les  
villes et villages qui meurent. Le

# Russie. Comment repeupler la Sibirie?

Le populaire ministre russe de la Défense a lancé l'idée folle de construire cinq grandes villes nouvelles en Sibirie. Une urgence face à la dépopulation de ces vastes contrées et à la montée en puissance du voisin chinois, explique ce chroniqueur russe.

—Gazeta.ru Moscou

Lors d'une récente rencontre avec des scientifiques de la branche sibérienne de l'Académie des sciences de Russie, le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, tête de liste de Russie unie aux récentes législatives, a déclaré qu'il faudrait déplacer la capitale en Sibirie et y construire cinq villes de 1 million d'habitants chacune. Sergueï Choïgou avait déjà évoqué l'établissement de la capitale russe en Sibirie en 2012. Depuis, le

problème qui avait fait naître cette idée n'a fait que s'accroître. Juste derrière la lutte contre la pauvreté, la question de la colonisation intérieure, à savoir le peuplement et la mise en valeur du gigantesque territoire de la Russie, est primordiale pour le développement et l'existence même du pays.

À la fin des années 1960, ma mère et quelques amies étaient venues du lointain Tachkent, en Ouzbékistan, pour faire un voyage organisé à travers la Sibirie et jusqu'en Extrême-Orient. Durant

ce périple, elles furent témoins d'une scène qui, plus d'un demi-siècle plus tard, reste évocatrice de la question de la colonisation intérieure en Russie. À l'approche de Komsomolsk-sur-l'Amour, le guide dit avec entrain aux touristes : "Nous approchons de cette ville construite dans les années 1930 par les volontaires du Komsomol [Jeunesses communistes]!" À cet instant, un autochtone un peu éméché qui voyageait dans la même voiture compléta le récit du guide en montrant le morne paysage qui se déployait derrière

la vitre : "Et voici les baraquements du goulag où vivaient ces bénévoles du Komsomol!" C'est ainsi que nos touristes découvrirent ce détail essentiel, à l'époque encore méconnu de la plupart des Soviétiques : ce n'étaient pas les volontaires du Komsomol, mais les prisonniers du goulag stalinien qui avaient constitué la principale force de travail dans la construction de la ville.

L'Empire russe avait tenté de développer la Sibirie et l'Extrême-Orient, sans vraiment y parvenir : les meilleurs résultats ont

déclin démographique, quand la mortalité dépasse la natalité, bat son plein. D'après Rosstat, l'agence fédérale des statistiques, entre janvier et juillet 2021, il a grimpé de 62 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre 512 500 décès, contre 316 300.

Selon les premières estimations de Rosstat, la population résidant en Russie s'élevait à 146,24 millions de personnes au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Pour comparaison, en 1990, à la veille de la chute de l'URSS, la république soviétique de Russie [à l'exclusion des quatorze autres républiques fédérées et sans la Crimée] comptabilisait 148 millions d'habitants. Ainsi, même l'afflux massif de migrants des anciennes républiques socialistes et depuis la Chine ne parvient pas à freiner la dépopulation. Pourtant, la Russie occupe actuellement la troisième place au niveau mondial derrière les États-Unis et l'Allemagne pour le nombre d'immigrés. Il n'y a pas de chiffre exact (l'immigration illégale ne peut être comptabilisée avec exactitude), mais on estime entre 11,5 et 12 millions le nombre de migrants qui y résident, soit 8 % des habitants.

**Colonisation.** Première par sa superficie, la Russie n'occupe pourtant que la neuvième place mondiale en nombre d'habitants. Au début des années 2000, les démographes estimaient à 500 millions la population souhaitable pour un développement normal de la Russie, compte tenu de sa superficie. Nous sommes trois fois et demie moins nombreux que cet indicateur idéal. Pire, tous les pronostics prédisent à moyen terme une balance démographique toujours négative, quel que soit le niveau d'immigration pris en compte, oscillant entre la version dramatique (de 80 à 90 millions d'habitants en 2050) et la version modérée (135 millions).

Si nous ne nous lançons pas à la conquête de notre propre territoire, la colonisation depuis l'extérieur pourrait passer totalement inaperçue. Voyez comment cela fonctionne : il y a treize ans, un pigiste de Khabarovsk a écrit, pour le quotidien où je travaillais alors, un article sur une coopérative chinoise, enregistrée en Chine, qui exploitait une mine d'or dans l'Extrême-Orient russe. Quant aux impôts, elle

s'était arrangée avec l'administration locale pour les payer en Chine (sans doute en versant des pots-de-vin à quelques fonctionnaires locaux). C'est un exemple parfait de colonisation discrète de notre territoire.

Si nous ne prenons pas possession de notre territoire nous-mêmes, d'autres le feront. Les autorités chinoises ont récemment officiellement levé l'interdiction du troisième enfant par famille, redoutant un vieillissement de la population avec le rallongement de l'espérance de vie et donc une pénurie d'actifs. Vu de Russie, cela fait tout drôle que 1,5 milliard de Chinois (dix fois la population russe) estiment manquer de Chinois. Mais l'Extrême-Orient et la Sibérie pourraient bientôt perdre le sourire.

Dans le fond, l'idée de construire de grandes villes nouvelles en Sibérie et en Extrême-Orient (une ville "satellite" de Vladivostok, baptisée Spoutnik, sera bientôt construite, elle fera la jonction avec la ville d'Artiom pour porter à 1 million le nombre d'habitants de la capitale de la région du Primorié, voir ci-contre) est dans la continuité des projets soviétiques pour lesquels les autorités de l'époque ont manqué d'argent, de capacités de gestion et de volonté politique.

La première des villes nouvelles sibériennes qui pourrait être construite sous l'impulsion du ministre de la Défense

### Si nous ne prenons pas possession de notre territoire nous-mêmes, d'autres le feront.

est Elektrograd, un autre projet soviétique interrompu. Cette ville devait être construite dans la dépression de Minoussinsk, entre la région de Krasnoïarsk et la Khakassie, il y a plus de cinquante ans. Dans les années 1970, on y avait entamé la création d'un cluster industriel de douze usines. Ces usines devaient elles-mêmes fabriquer des pièces pour le complexe énergétique de la région entre la rivière Angara et le fleuve Ienisseï. Elektrograd devait également accueillir des centres de formation et de recherche. Finalement, le projet a été gelé dès les années 1980, et les deux usines déjà en activité ont été progressivement arrêtées.

Certaines villes de Sibérie et d'Extrême-Orient sont étroitement liées à l'exploitation des ressources naturelles. Et compte tenu de la rudesse du climat, les gens n'y vivent que parce qu'ils sont relativement bien payés et qu'ils ont la garantie d'un emploi dans les entreprises de ces villes mono-industrielles. Mais à la première occasion, ils essaient de rejoindre le "continent" - la région de Moscou ou au moins la Russie centrale. La Russie va d'ailleurs bientôt être confrontée à la

question de savoir quoi faire de la ville de Norilsk [ville située au-delà du cercle polaire, comptant 180 000 habitants aujourd'hui et construite par les prisonniers du goulag dans les années 1950 pour y exploiter le nickel] quand celle-ci sera à court de nickel. D'après certaines estimations, cela pourrait arriver d'ici trente ans à peine.

**Liaisons aériennes.** C'est pourquoi, s'il faut construire des villes nouvelles, elles devront être confortables (compte tenu du climat hostile), attractives par le niveau de salaire et elles devront offrir la possibilité de voyager, même au-delà de la Chine et du Japon voisins. Cela fait trois décennies que la Russie n'arrive pas à résoudre une équation autrement plus simple que la création de villes nouvelles : assurer des prix abordables sur les liaisons aériennes entre l'Extrême-Orient et la Russie continentale.

Il faudra évaluer qui sera susceptible de peupler ces villes et ce qui pourra y attirer ces populations, l'idée n'étant vraisemblablement pas de construire en Sibérie cinq villes nouvelles peuplées de Chinois. Or l'Extrême-Orient et la Sibérie n'ont cessé de voir leur population baisser depuis la chute de l'URSS, un phénomène qui a débuté à l'époque soviétique. Difficile par ailleurs de compter sur les prisonniers des camps pour faire vivre ces régions. → 12

### Zoom

## Vladivostok, une capitale à l'Est

●●● Construire cinq villes nouvelles pouvant accueillir de 300 000 à 500 000 habitants en Sibérie et en Extrême-Orient, tel est le projet porté par le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou. Le premier chantier sera certainement celui de Spoutnik, dans la région du Primorié, une agglomération censée accueillir 300 000 habitants, qui fera la jonction entre Vladivostok (600 000 habitants) et Artiom (102 000 habitants) afin de constituer une conurbation de 1 million d'habitants. Une ambition visant à doter la Russie asiatique d'une véritable capitale fédérale, tournée vers l'Asie-Pacifique. Au-delà, avec ce projet, on espère attirer d'ici quinze ans 2 millions de nouveaux habitants dans l'Extrême-Orient russe. "L'agglomération urbaine de Vladivostok peut atteindre le million d'habitants d'ici dix ans", a annoncé le ministre du Développement de la Russie orientale, Alexeï Tchekoukov, le 2 septembre, lors du Forum économique oriental, qui se tient chaque année dans la capitale de l'Extrême-Orient russe pour attirer les investisseurs de l'Asie de l'Est. "Vladivostok doit devenir la troisième ville de Russie, après Moscou et Saint-Petersbourg, pour son attractivité", a-t-il ajouté. Le maire de Vladivostok, Konstantin Chestakov, a déclaré que la demande côté investisseurs et promoteurs immobiliers était déjà élevée.



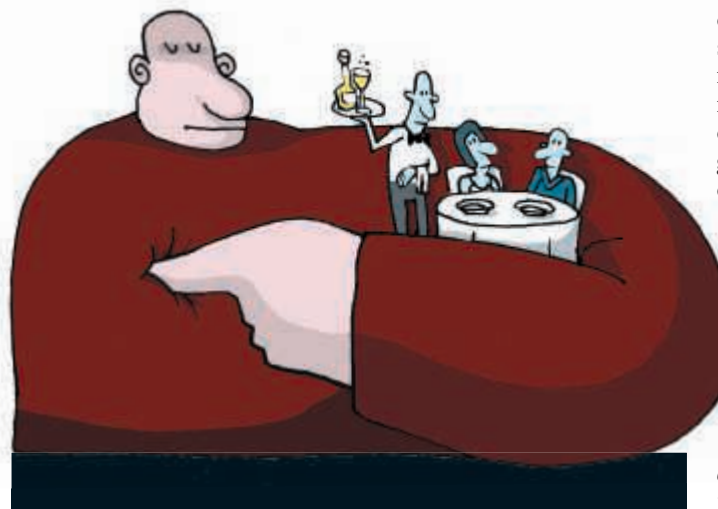
COURRIER INTERNATIONAL

↳ Dessin de Martirena, Cuba.

## ITALIE

## Le prosecco, cet imposteur

Ce vin pétillant n'est pas une tradition de Vénétie, c'est un produit industriel qui ne mérite pas sa renommée, s'insurge un journaliste vénitien.



—Domani Rome

J'ai découvert que le prosecco était devenu un vin à la mode le jour où un ami m'a invité dans un "bar à prosecco" sur les quais des canaux de Milan. C'était en 2013. Je suis né et j'ai grandi à Vérone et pour moi, ce breuvage a toujours été un simple ingrédient du spritz. On en trouvait dans tous les bars, mais si on voulait un vin avant de dîner, il y avait presque toujours un choix plus séduisant et surtout plus cool.

Dans notre famille bourgeoise, à Noël et au nouvel an, nous trinquons au mousseux Ferrari et je ne me souviens pas d'avoir vu l'oncle grand amateur de vins arriver aux réveillons avec des bouteilles de prosecco millésimé. Dans ma région de Vérone, ce vin n'était pas de ceux qui égayent les fêtes de la province et, en dehors des bars, on le trouvait généralement en supermarché, où on l'achetait à 3 euros la bouteille pour le noyer dans l'Aperol et l'eau gazeuse.

Tout cela était appelé à changer lorsque j'ai pénétré dans le petit bar milanais décoré de briques creuses, où les serveurs en bretelles et longue barbe ne demandaient qu'à raconter la vie et l'œuvre de bouteilles de ce vin pétillant. Ce jour-là, j'ai appris que le prosecco était devenu branché.

Près de dix ans et 3 milliards de bouteilles plus tard, le prosecco n'est plus seulement un vin à la mode. C'est l'un des produits italiens qui rencontrent le plus de succès à l'international, dégagant un chiffre d'affaires annuel qui se compte en milliards d'euros. Les acteurs d'Hollywood en boivent, tout comme les influenceurs qui se photographient sur Instagram. Plus de la moitié des bouteilles de prosecco sont exportées. Chaque année, un quart de l'ensemble de la production part ainsi au Royaume-Uni et finit dans les bars londoniens très sélects.

**Feu et fureur.** L'industrie est si prospère et importante qu'il y a quelques jours, le président de la région Vénétie en personne, Luca Zaia, appuyé par tout le gouvernement, est monté au créneau. Il a menacé de déchaîner le feu et sa fureur contre la Croatie, coupable d'avoir demandé à l'Europe de protéger le label de son Prošek, un vin doux dont le nom même constitue une intolérable menace de concurrence pour le puissant consortium du prosecco.

En 2013, j'ignorais que les ventes de prosecco enregistraient une croissance vertigineuse depuis déjà cinq ans. La production est passée d'un peu plus de 100 millions de bouteilles en 2008 à 700 millions aujourd'hui. Or si la production

d'une quelconque boisson est multipliée aussi facilement par cinq en une décennie, il ne s'agit plus d'un produit de tradition artisanale ou de qualité particulière, mais plutôt d'une gigantesque opération industrielle et de marketing. En réalité, le prosecco n'a strictement rien de cool.

Le glera, le cépage blanc qui compose le vin à 85 %, est un simple raisin de cuve, peu durable mais qui présente un formidable rendement à l'hectare. La méthode de vinification est industrielle : les grappes sont mises à fermenter dans d'immenses autoclaves pouvant contenir plusieurs tonnes de vin. Le processus ne dure pas plus de vingt jours.

Le résultat, s'exalte la BBC dans son guide actualisé des meilleurs proseccos, "est une boisson bien meilleure que le champagne pour des événements comme les mariages", "moins chère et plus légère", moins "acide", plus "douce" et, partant, "se boit plus facilement". Une description qui pourrait tout aussi bien s'appliquer au Bacardi Breezer adoré des adolescents italiens, et qui est donc tout aussi flatteuse.

Tout au long de ces années de succès spectaculaire, la polémique contre le prosecco est pratique-

**La méthode de vinification est industrielle et ne dure pas plus de vingt jours.**

ment devenue un genre littéraire dans lequel se sont mesurés œnologues et commentateurs. Mais en tant qu'auteur de cette polémique, moi, habitant de la région, je ne peux pas être accusé de "préjugé antivénète". En réalité, il est grand temps de tordre le cou au lien fallacieux établi entre un vin en grande partie industriel et médiocre et une supposée mythique "tradition" de la Vénétie. La "tradition" du prosecco est plutôt un cas d'école de "l'invention d'une tradition".

Ce que nous pourrions reconnaître comme un prosecco moderne commence à se propager dans les années 1990. Avec le soutien du puissant Luca Zaia, le prosecco et sa zone de production sont devenus le nouveau mythe, un symbole branché et international d'une région jadis florissante, mais dont la grandeur industrielle

est désormais un souvenir. Ce processus a atteint son apogée avec le classement des coteaux de Valdobbiadene sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. C'est sans doute le plus grand coup de génie depuis l'époque où, il y a quatre-vingt-dix ans, certains de mes concitoyens de Vérone ont eu l'idée de s'inventer une maison de Juliette, avec son incontournable balcon, appliqué sur la façade d'une maison restaurée avec des pièces récupérées dans une vieille décharge.

**Mégacorporation.** Pas plus que la maison de Juliette n'est le palais d'une ancienne dynastie médiévale, les collines vertes de Valdobbiadene ne sont un paradis de vignobles onduleux et de villages pittoresques. C'est un paysage de monoculture industrielle où chaque lopin de terre est couvert à perte de vue de rangs de vigne parfaitement identiques, comme l'arrière-plan infini d'un jeu vidéo. Une région qu'un panneau publicitaire déconseille de visiter juste avant la saison des vendanges, à cause des nuages de produits phytosanitaires et de désherbants disséminés dans les champs des fermiers, et dont les effets sur la population soulèvent régulièrement des débats.

Les 700 millions de bouteilles de prosecco n'ont strictement rien à voir avec l'esprit ou la tradition de la Vénétie, pas plus que Coca-Cola ne fait partie du bagage culturel des habitants d'Atlanta, où se trouve le siège de l'entreprise. Le prosecco et son consortium ne sont rien de moins qu'une mégacorporation, avec tous les problèmes sociaux, industriels et éthiques que cela comporte, à commencer par les liens qu'elle entretient depuis vingt-cinq ans avec la politique et la classe dirigeante vénète, qui l'a protégée et soutenue.

Si, donc, les Croates veulent utiliser le label Prošek pour leur vin, grand bien leur fasse. Et pas seulement parce que leur vin est un vin doux qui n'a rien de commun avec le pétillant italien. S'ils le souhaitent, ils devraient également pouvoir prendre la dénomination de "prosecco". Le moment est venu de partager l'honneur et la charge qu'il peut y avoir à produire ce vin industriel plus vanté qu'il ne le mérite.

—Davide Maria De Luca  
Publié le 26 septembre

11 ← Malgré le talent légendaire de la Russie pour emprisonner en masse ses citoyens, ils ne suffiront jamais à peupler d'aussi grands territoires.

L'idée de construire des grandes villes nouvelles, ne serait-ce que de 300 000 à 500 000 habitants, en Sibérie, est importante et mérite d'être étudiée avec le plus grand sérieux. Nous devons revitaliser nos grands espaces, utiliser leur potentiel écologique tout en y implantant notre savoir-faire humain, scientifique et technologique. La création de la branche sibérienne de l'Académie des

**Nous devons revitaliser nos grands espaces en y implantant notre savoir-faire humain.**

sciences de Russie, l'un des principaux accomplissements du "plan pour la Sibérie" mis en place à l'ère soviétique, a joué un rôle déterminant dans le développement général de la région. C'est un fait à prendre en compte : le capital humain et le savoir peuvent être plus importants encore que les ressources financières dans le succès d'un projet de développement territorial.

C'est grandiose d'être le plus grand pays du monde en superficie. Mais nous ne pourrions véritablement être fiers que le jour où le plus grand pays du monde sera accessoirement vivable au-delà d'une dizaine de grandes villes et de leur proche environnement.

—Semion Novoproudski

Publié le 10 septembre

## SOURCE



## GAZETA.RU

Moscou, Russie

gazeta.ru

Fondé en 1999, ce site plutôt libéral est devenu l'un des principaux médias électroniques généralistes russes. Il figurait en 2014 dans le top 5 des sites d'information les plus visités de l'Internet russe. Gazeta.ru couvre quotidiennement l'actualité russe et internationale. Son équipe de chroniqueurs, parmi les plus lus, a beaucoup fait pour sa réputation.

POLOGNE

# Sortie de l'UE: le débat est relancé

À la suite de la décision de juges polonais de rejeter le principe de la primauté du droit de l'UE sur la Constitution nationale, les médias du pays s'interrogent. Se dirige-t-on vers le "Polexit" ?

La Pologne s'apprête-t-elle à faire son "Polexit" et à quitter l'Union européenne? C'est de cette manière que certains juristes et partis d'opposition au gouvernement national-conservateur de Droit et Justice (PiS) interprètent une décision rendue le jeudi 7 octobre par une Cour constitutionnelle à la légitimité contestée.

Saisie en avril par le Premier ministre Mateusz Morawiecki d'une question sur la compatibilité de certaines dispositions des traités européens avec la Constitution polonaise, la Cour a répondu en accusant "les organes de l'UE d'agir en dehors de leurs compétences" et en remettant en cause la primauté du droit de l'UE, pourtant au fondement

de la construction européenne depuis les années 1960. Selon la Cour, placer le droit de l'UE au-dessus de la Constitution empêcherait la Pologne de "fonctionner comme un État souverain et démocratique".

"Cet arrêt était le seul possible face aux ingérences dans notre système judiciaire qui sont illégales, brutales et non conformes aux traités, a commenté dans la foulée le portail progouvernement **wPolityce**. La décision de la Cour constitutionnelle n'attaque pas l'appartenance de la Pologne à l'UE, elle la protège."

Résolument favorable au maintien de la Pologne dans l'Union, le quotidien des affaires **Rzeczpospolita** "espère que le courant euroréaliste de la coalition au pouvoir percevra que nous sommes à la croisée des chemins, et que l'une de ces routes peut mener hors de l'UE. Il est néanmoins possible d'en choisir une autre et de chercher des solutions de compromis partout où c'est possible."

**"Pour le PiS, l'UE est un oppresseur semblable à l'URSS et à l'Allemagne hitlérienne."**

**Gazeta Wyborcza**

Pour sa part, le quotidien **Gazeta Wyborcza**, hostile au gouvernement national-conservateur, n'a pas confiance dans la capacité du PiS à faire marche arrière. "Je suis prêt à croire que le PiS n'a pas prévu et ne veut pas d'un Polexit, écrit-il, mais de façon involontaire, la Pologne a mis le cap hors de l'UE et, par sa décision, la Cour constitutionnelle a donné un signal 'en avant toute'." Puisque l'UE ne peut pas non plus céder sans perdre la face, "après cette décision de la Cour, il est certain que les flux d'argent européen à destination de la Pologne vont s'assécher". De fait, la Commission européenne n'a toujours pas débloqué le premier versement prévu pour la Pologne dans le cadre du plan de relance

NextGenerationEU, adopté à l'été 2020 par les Vingt-Sept en réponse à la crise sanitaire.

*Gazeta Wyborcza* redoute que la direction du PiS, après n'avoir cessé depuis des années de critiquer l'UE, ait nourri en son sein un "monstre antieuropéen qu'elle ne maîtrise plus. Dans l'idéologie du PiS, l'UE est devenue un oppresseur comparable à l'Allemagne hitlérienne et à l'URSS. Selon le parti, le Polexit est une raison d'État."

Rappelant que la Pologne peut déclencher la procédure de sortie de l'UE sans référendum, par le simple vote d'une loi, "ce qui nécessiterait moins de quarante jours", *Gazeta Wyborcza* prévoit que "le PiS ne s'arrêtera que lorsqu'il aura peur de la colère des citoyens". C'est aussi la position du chef de l'opposition et ancien président du Conseil européen Donald Tusk, qui avait appelé "tous ceux qui veulent défendre une Pologne européenne" à se réunir dimanche 10 octobre à Varsovie.

— **Courrier international**



Revue de presse

**Vos dons agissent pour la solidarité dans le monde**

**À CHAQUE DON SON ACTION**  
 Découvrez comment agir sur [www.vosdonsagissent.fr](http://www.vosdonsagissent.fr)



france

# Société. Le rapport Sauvé, un exemple à suivre

Aussi accablant que soit le constat dressé par la commission Sauvé, il faut saluer ce travail et espérer que des Églises d'autres pays s'en inspirent, note ce quotidien catalan dans un éditorial.



—La Vanguardia Barcelone

La France est aujourd'hui sous le choc, après la publication d'un rapport indépendant sur la pédocriminalité dans l'Église catholique: ce sont 2 [à 3] % du clergé – soit entre 2900 et 3200 prêtres français – qui, entre 1950 et 2020, s'est rendu coupable d'agressions dans des écoles et institutions catholiques. Cet état des lieux exhaustif recense 216000 victimes, essentiellement des enfants âgés de 10 à 13 ans [au moment des faits], et jusqu'à 330000 en tout si l'on ajoute aux abus des religieux ceux commis par des laïcs liés à l'Église.

La pédocriminalité chez les prêtres est un phénomène connu de longue date. Mais l'ampleur des données recueillies par la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (Ciase), à la demande, il faut le souligner, de l'institution elle-même, qui a ouvert ses archives aux enquêteurs, fait l'effet d'un coup de massue sur la société française. Les responsables de la Conférence des évêques

de France comme ceux de la Conférence des religieux et religieuses de France ont immédiatement réagi au rapport Sauvé [du nom du président de la Ciase]. "Nous avons honte et sommes indignés, ont-ils déclaré. [C'est] une réalité effroyable [dont] nous ne pouvions imaginer le nombre de victimes,

## Appel à la démission des évêques

●●● Après le choc des révélations, ce serait un signal fort pour la volonté de renouvellement de l'Église catholique en France: lundi 11 octobre, trois personnalités ont appelé les évêques français à présenter leur démission au pape François. François Devaux, cofondateur de l'association de victimes La Parole libérée, la théologienne Anne Soupa et Christine Pedotti, la directrice de la rédaction de **Témoignage chrétien**, ont estimé que, "face à la faillite", la démission des presque 120 évêques

↳ Dessin de Horsch paru dans Handelsblatt, Düsseldorf.

de prêtres et religieux auteurs de ces crimes, de défaillances qui ont rendu possible [le fait] que certains parviennent à sévir durant des décennies."

Le rapport rendu par la commission Sauvé est véritablement accablant. Mais il a ceci de positif qu'il vient jeter une lumière crue sur une pédocriminalité systémique. Il ne s'agit pas, en effet, d'une plainte portée contre un homme, ni même contre une communauté, mais d'un examen systématique qui, s'il ne peut être complet, dresse un état des lieux plus que suffisant pour ne laisser aucun doute sur l'ampleur du phénomène.

Une étape indispensable pour qu'un jour, peut-être, ces crimes disparaissent complètement, car cela exige que les faits soient reconnus dans toutes leurs dimensions. La seconde étape, maintenant que l'état des lieux est dressé, exige d'identi-

## Ce rapport vient jeter une lumière crue sur une pédocriminalité systémique.

fier les mécanismes à l'œuvre afin d'empêcher que ces agressions ne se répètent. La transparence est une première condition, qui doit s'assortir de contrôles internes bien plus rigoureux et d'une politique bien moins tolérante envers les agresseurs, des outils indispensables pour mettre un terme à ce fléau qui ternit tant l'œuvre de l'Église.

Nul doute qu'il existe encore d'autres moyens de lutter contre cette pédocriminalité systémique, à commencer par une remise en question du célibat des prêtres. Pour l'heure, il faut applaudir l'ambition et la pertinence du rapport Sauvé pour la France, et espérer qu'il fasse des émules dans d'autres Églises, en Espagne et en Italie, par exemple. Pour les victimes, ce n'est que justice. De la part de l'institution, ce serait une preuve d'intelligence.—

Publié le 6 octobre



Vu du Royaume-Uni

## Une Église à part

● Comme cela a été le cas aux États-Unis, au Chili, en Allemagne ou en Irlande, une enquête approfondie, dont les conclusions ont été rendues publiques le mardi 5 octobre, a permis de révéler l'ampleur des violences sexuelles perpétrées au sein de l'Église catholique française. Le paysage hexagonal est cependant bien différent des autres, analyse **The Economist**.

"La France entretient une relation particulière avec le catholicisme, du fait principalement de règles strictes rassemblées sous le terme 'laïcité' qui ont été fixées par la loi en 1905 pour garantir la neutralité de l'État dans les affaires religieuses." Par exemple, les écoles catholiques étant systématiquement privées, "le pays ne possède pas le réseau d'internats et de puissantes institutions publiques liés à l'Église qui a permis de dissimuler la pédophilie dans certains pays", explique l'hebdomadaire. Aujourd'hui, l'Église catholique française a perdu une grande partie de l'influence qu'elle a pu avoir.

Le pays ne compte plus que 12000 prêtres, soit moitié moins qu'il y a vingt ans. Même si 48 % des Français déclarent avoir la foi catholique, ils ne pratiquent que très peu, et 56 % disent avoir une mauvaise image de l'Église. Des tendances que le rapport Sauvé va sans doute accentuer, poursuit **The Economist**.

Cependant, "l'Église catholique n'est pas le seul secteur de la société française où mensonge et déni en matière d'atteintes sexuelles sont apparus au grand jour ces dernières années". Il y a aussi la politique – où l'omerta sur les violences à l'égard des femmes régnait jusqu'à #MeToo – et les cercles de la gauche intellectuelle, où la libération sexuelle a longtemps contribué à masquer incestes et pédocriminalité. Espérons qu'en révélant "la manipulation et la cruauté des prédateurs" grâce à "ceux qui ont été assez courageux pour parler" le rapport Sauvé permettra de faire en sorte que ces violences ne soient plus jamais passées sous silence.—



« CEUX QUI CROIENT  
À LA VALEUR DISSUASIVE  
DE LA PEINE DE MORT  
MÉCONNAISSENT  
LA VÉRITÉ HUMAINE. »

**Robert BADINTER**  
Président d'honneur d'ECPM

## LES VISAGES DE L' ABOLITION

Du 8 au 31 octobre, ECPM et la Ville de Paris rendent hommage aux femmes et aux hommes qui ont combattu la peine de mort en France et dans le monde.

Exposition sur les grilles de l'Hôtel de ville de Paris et sur [www.portraits.ecpm.org](http://www.portraits.ecpm.org)

Travailler ensemble, au service de l'humain pour l'abolition universelle : telle est la mission d'ECPM depuis 2000, l'association mondiale de référence du combat contre la peine de mort.

[www.ecpm.org](http://www.ecpm.org).



↓ Dessin de Boligan paru dans **El Universal**, Mexico.

# Il y a quarante ans, la mise au rancart de la guillotine

**Vu d'autrefois.** Le 19 septembre 1981, l'Assemblée nationale adoptait le projet de loi sur l'abolition de la peine de mort. L'occasion pour ce correspondant britannique de revenir sur l'histoire de la guillotine.

—The Times Londres

Paris. L'Assemblée nationale vient de voter l'abolition de la peine capitale, et c'est la guillotine qui se trouve condamnée. La guillotine, cette lourde lame en biseau qui glissait dans des rainures entre deux montants parallèles pour s'en aller décoller des têtes.

Elle est entrée dans l'histoire en tant que symbole de la Révolution française, pour ainsi dire dès qu'elle a été créée en 1792, servant à trancher les têtes non seulement du roi Louis XVI et de la reine Marie-Antoinette, mais aussi des chefs mêmes de la Révolution, de Danton à Robespierre. Le ministère français de la Justice affirme qu'il est impossible d'estimer avec précision le nombre de vies que le couperet a raccourcies en cent quatre-vingt-dix ans de service.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, après la libération de la France, bien des collaborateurs de l'occupant allemand ont été décapités, même si, les concernant, le peloton d'exécution restait la méthode de prédilection. Ce n'est qu'aujourd'hui que le gouvernement français donne le total - 222 - des personnes exécutées pendant la guerre d'Algérie, de 1954 à 1961. Durant la première partie de la guerre, des Algériens condamnés sont passés sous la lame de l'instrument que l'on surnommait la "Veuve", en argot.

Neuf hommes ont été exécutés en France depuis 1965. Le dernier était un Tunisien unioniste, Hamida Djandoubi, âgé de 28 ans, guillotiné en février 1977 pour avoir torturé et étranglé une jeune femme.

L'abolition de la peine de mort représente un triomphe personnel pour Robert Badinter, le nouveau garde des Sceaux de 53 ans. Il est l'avocat pénaliste contemporain le plus réputé de France, et depuis dix ans le chef de file de la cause abolitionniste. M. Badinter a sauvé une longue série d'accusés de la lame, mais en 1972 il n'est pas parvenu à éviter ce sort

à Roger Bontems, complice d'un enlèvement qui s'est conclu par un meurtre auquel il n'a pas pris part. Badinter a fait de cette expérience un livre intitulé *L'Exécution*, émouvant

plaidoyer en faveur de l'abolition : "On ne plaide pas pour une mort. L'avocat d'un mort, c'est un homme qui se souvient", écrit-il. Dans le discours poignant qu'il a tenu au début des débats à l'Assemblée nationale jeudi, on a retrouvé bien des échos de ses plaidoiries précédentes.

L'histoire de la guillotine est pleine de ce type d'ironies du sort. Ce serait Louis XVI, bricoleur passionné de mécanique, qui aurait suggéré la forme en biseau du "mouton", nom donné au dispositif lesté contenant la lame, d'un poids total d'une trentaine de kilos. Un prototype doté d'une lame en demi-lune n'avait

pu trancher le cou d'un des trois cadavres fournis pour l'expérience. Quoi qu'il en soit, Louis signa la loi établissant l'utilisation de la guillotine, sans se douter, semble-t-il, qu'il finirait par en être victime.

Maximilien de Robespierre, qui condamna plus de gens à mort que quiconque pendant la Révolution avant d'être guillotiné à son tour, était de ceux qui, en 1791, avaient voté en faveur d'une abolition totale de la peine de mort. La mesure avait été repoussée, par une seule voix d'écart.

Joseph-Ignace Guillotin, médecin révolutionnaire, n'avait proposé que ce qu'il appelait "le simple mécanisme" de la guillotine, mais il ne l'avait pas inventé, et estimait qu'en donnant son nom au dispositif on avait en fait cherché à lui nuire politiquement. Membre modéré de la Convention, il n'échappa de justesse à la guillotine qu'en se portant volontaire pour servir dans un hôpital militaire. Sa plus grande réussite fut probablement non l'adoption de l'instrument qui porte son nom, mais la réforme en profondeur de l'organisation et de l'enseignement de la médecine en France.

**Mort indolore.** Le paradoxe ultime de la guillotine, qui occupe désormais une place de choix dans la chambre des horreurs, c'est qu'elle a été conçue par les révolutionnaires comme un moyen humain d'administrer une mort sans douleur, pour remplacer les tortures infligées par le bourreau du roi. Jusqu'à son adoption, les condamnés issus du peuple étaient roués vifs puis écartelés. Quant aux nobles, ils étaient décapités à l'épée.

Pour nombre de victoriens, dont, semble-t-il, des gens comme Lewis Carroll - "Qu'on lui coupe la tête!" -, la guillotine est devenue le symbole de la barbarie du continent. Après la Révolution française, le musée de cire Madame Tussauds s'est ouvert à Londres, principalement

pour y exhiber les atrocités de la Révolution. Outre les masques mortuaires de Louis XVI, Marie-Antoinette et Robespierre, la collection a encore aujourd'hui pour pièce maîtresse la lame de la guillotine d'origine, qui était dressée sur la place de la Concorde. Les livres de comptes de Tussauds montrent que l'objet a été acquis en 1854, ainsi que les dessins utilisés pour reconstituer une maquette exacte de l'échafaud, pour la somme de 220 livres versées au petit-fils de Charles-Henri

Sanson, le bourreau du temps de la Révolution.

La dernière exécution publique eut lieu en France en 1939, et il est désormais officiellement interdit de prendre des photos de la guillotine, laquelle est installée dans la prison de Fresnes, à l'extérieur de Paris. Beaucoup de photos sont donc en réalité celles de la maquette à taille réelle de Madame Tussauds, reconstruite dans les années 1960. Une deuxième guillotine, démontée, est gardée en réserve à Fresnes. Un

bourreau a récemment expliqué qu'il faut environ trente minutes pour l'assembler. Quand elle était régulièrement utilisée, il était courant qu'elle soit démontée et remontée dans différentes régions de France.

Des dispositifs comparables étaient connus ailleurs depuis le Moyen Âge, en Allemagne, dans le sud de la France, en Italie, ainsi que dans l'Écosse du xv<sup>e</sup> siècle, où elle était surnommée la "Vierge".

En France, le mouvement abolitionniste s'est focalisé sur la



peine elle-même plutôt que sur la méthode d'exécution. Au début de l'année, pendant la campagne électorale, un sondage a montré que près de 60 % des Français étaient favorables au maintien de la peine de mort. Or lors d'une intervention télévisée qui a fait grand bruit, juste après ce sondage, François Mitterrand a déclaré : "L'opinion majoritaire est pour la peine de mort. Eh bien moi [...] je ne suis pas favorable à la peine de mort."

**Détails sanglants.** Et un de ses premiers gestes en tant que président a été de commuer une condamnation à la peine capitale. Dans les prisons françaises, six personnes sont actuellement condamnées à mort, mais depuis l'élection de M. Mitterrand il est généralement admis qu'elles devraient échapper à l'exécution. Si, en privé, il avait à maintes reprises exprimé son opposition à la peine de mort, l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing a refusé par trois fois de gracier des condamnés durant son septennat. L'un des cas les plus célèbres est celui de Christian Ranucci, exécuté en 1976, dont l'innocence est aujourd'hui reconnue par tous. L'affaire a fait l'objet d'un livre, *Le Pull-over rouge*, devenu un best-seller, et un film en a été tiré. D'aucuns appellent les autorités à le déclarer innocent du meurtre pour lequel il a été guillotiné.

Sentant sans aucun doute que la fin est proche pour la guillotine, Georges Perruchot, un des bourreaux à la retraite, a accepté il y a peu d'être interviewé. Jamais encore, semble-t-il, un bourreau n'avait ainsi rompu le silence. Il a rapporté une profusion de détails sanglants, comme le fait que la mort était si rapide que beaucoup de têtes tenaient encore au coin des lèvres leur dernière cigarette. Il se souvient d'avoir un jour participé à l'exécution de trois personnes en quatre minutes. Ce qui, précise-t-il, explique la pratique qui consiste à placer la tête tranchée entre les jambes de la

dépouille dans le panier d'osier qui sert à la transporter jusqu'au lieu d'inhumation. Sinon, poursuit Perrichot, on risque de mélanger les têtes. Toutefois, le fossoyeur en chef du Champ-des-Navets, surnom du carré des suppliciés au cimetière d'Ivry, affirme, lui, que si la tête est posée entre les jambes, c'est pour éviter qu'elle ne roule dans le panier ou le cerceau. Quoi qu'il en soit, les deux hommes considèrent que rien ne justifie que l'on épargne la vie d'hommes qui en ont assassiné d'autres, et se disent hostiles à la disparition de la guillotine.

— Ronald Koven  
19 septembre 1981

### Partenariat

Le 10 octobre 1981, la France est devenue le 35<sup>e</sup> État à abolir officiellement la peine capitale. Cette loi a marqué l'aboutissement de deux siècles de lutte abolitionniste. En partenariat avec l'ONG Ensemble contre la peine de mort (ECPM), *Courrier international* revient sur cet événement historique à travers le regard de la presse étrangère. Fondée en 2000, ECPM est présente dans une dizaine de pays. Elle effectue un travail de sensibilisation auprès des instances nationales et internationales. Pour commémorer cette date historique, ECPM propose une programmation unique portée par des experts et grands témoins, autour d'enjeux d'actualité et d'événements commémoratifs. Objectif : aboutir à l'abolition universelle de la peine de mort dans le monde.



Vu des États-Unis

## La fin d'une tradition sanguinaire

● En stoppant la machine qui "symbolisait la sévérité et les traditions révolutionnaires de la justice française", la France a mis un terme à près de deux cents ans d'histoire, racontait le *Washington Post* le 18 septembre 1981. Ce projet de loi couronne alors le long combat du ministre de la Justice, Robert Badinter. "C'est par un matin froid de novembre 1972 qu'a débuté sa croisade, quand [...] il a assisté à l'exécution de son client, un moment qui l'a tellement traumatisé qu'il a écrit par la suite : 'Le crime avait, physiquement, changé de camp' quand le couperet était tombé." En 1981, "il se trouve cependant encore des Français pour affirmer que la peine de mort reste nécessaire en tant qu'instrument de dissuasion", note le quotidien américain. Le gouvernement prend au sérieux ce sentiment très répandu au sein des classes populaires, il argumente et s'appuie sur des statistiques pour montrer que les pays où la peine de mort n'est plus appliquée (toute l'Europe de l'Ouest à l'exception de la Grèce) ne connaissent pas un surcroît de violences. En France, la guillotine n'était alors que très peu utilisée, rappelle le *Washington Post* : la dernière exécution a eu lieu en 1977, et entre 1965 et 1981, 25 condamnations à mort ont été commuées en prison à vie. "Aurolé

de mystère, riche d'une longue tradition", l'usage de la guillotine suivait un rituel bien précis, entre le lever à l'aube, le verre de rhum, la dernière cigarette et le panier d'osier, rapporte le journal, énumérant les détails sanglants donnés par Georges Perruchot, aide bourreau. "J'ai de l'indulgence pour les crimes passionnels, dit-il. Quant aux autres, ils méritent la tombe. Si on coupait la tête de tous les types qui brandissent des pistolets, ils y réfléchiraient à deux fois avant de s'en servir."



Vu d'Italie

## L'ambiguïté des Français

● "Le Premier ministre Pierre Mauroy ne pourra plus affirmer que la politique de son gouvernement n'est responsable d'aucun nouveau cas de chômage en France", ironise le *Corriere della Sera* en novembre 1981. De fait, "la France a un chômeur de plus : il s'appelle Chevalier et il était bourreau", titre le journal italien. À 369 voix contre 113, l'usage de la guillotine vient d'être aboli en France. C'est "au nom du peuple français, mais contre sa volonté" que Robert Badinter a obtenu cela, explique le quotidien. Pourtant, souligne pour sa part *La Stampa* en septembre 1981, c'est la même majorité qui a élu François Mitterrand. "Cette ambiguïté montre que lorsqu'on l'interroge sur la peine de mort, l'opinion publique perd sa sérénité et s'exprime contre

la criminalité, avec l'illusion que le sang lave le sang et que la décapitation est une médecine efficace contre la violence." Cette institution est d'autant plus "insensée" que la grâce présidentielle renvoie la décision suprême au chef de l'État, "poussant celui-ci à tenir compte [...] de l'atmosphère politique et des humeurs du pays". De facto, la peine de mort est morte le 10 mai 1981, avec la victoire de Mitterrand. Un président qui a permis l'adoption de la loi "qui enlèvera à la France une triste particularité dans l'Europe occidentale : la guillotine".

### Dernière minute

#### MACRON PRÔNE L'ABOLITION UNIVERSELLE

●●● "Pour Macron, la présidence française de l'Union européenne sera l'occasion de défendre l'abolition de la peine de mort dans le monde", rapporte *Politico*, le 9 octobre. Pour ce 40<sup>e</sup> anniversaire de l'abolition de la peine capitale en France, le président de la République a dit vouloir organiser en 2022 une rencontre "au plus haut niveau" avec les sociétés civiles des États "appliquant encore la peine de mort ou un moratoire". Mais il compte également faire pression au niveau de l'Organisation des Nations unies (ONU), écrit le quotidien. La France vise notamment à présenter, avec ses partenaires européens, un projet de résolution "pour que, chaque année, les États n'ayant pas aboli la peine de mort communiquent à l'ONU le nombre de condamnations à mort prononcées et le nombre d'exécutions effectuées" [lire aussi p.39].



# SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ **ID4D** **Courrier international**

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



afrrique

# Algérie-France. Petites querelles et grands intérêts

Rien ne va plus entre les deux pays. L'animosité est clairement affichée, sur fond d'enjeux mémoriels et de questions stratégiques bien actuelles.



— Le Soir d'Algérie  
(extraits) Alger

La campagne présidentielle française de 2022 commence à s'inscrire dans un contexte sombre où s'expriment, déjà, les sentiments les moins louables. Jeudi 30 septembre, au palais de l'Élysée, le maître des lieux pose une singulière question en présence de jeunes concernés par l'enjeu mémoriel : « Est-ce qu'il y avait une nation algérienne avant la colonisation française ? » Poser ainsi la question, c'est y répondre.

De son côté, le polémiste et presque candidat Éric Zemmour ne cesse de dire que l'Algérie est une création française. Et voilà que le candidat à sa propre succession fait la course derrière un plus que probable candidat.



ÉDITO

Faut-il rappeler que le candidat Macron, en février 2017, devant des caméras algériennes, avait déclaré que la colonisation est un crime contre l'humanité? Que s'est-il passé depuis? Beaucoup de choses. Un originaire d'Algérie est crédité de 15 % d'intentions de vote.

Éric Zemmour place sa marotte, le négationnisme [dans le contexte algérien, le refus de considérer le colonialisme comme un crime], dans le débat politique. Le président de la République lui emboîte le pas.

L'extrême gauche n'est pas oubliée non plus, puisqu'il évoque un système militaro-politique, une expression en vogue chez les trotskistes durant la décennie noire et qui renvoie dos à dos le pouvoir et les islamistes. Stupeur? Non, il nous avait avertis : « Je ne suis ni de gauche ni de droite. » Il fallait bien

décrypter. Aussi, durant les mêmes échanges, Emmanuel Macron précise que les cercles dirigeants seront touchés par la suppression des visas. De quels cercles dirigeants parle-t-il? Ceux qui avaient invité le candidat Macron à déjeuner à l'hôtel El-Aurassi en février 2017? Une bonne partie de ses voisins de table, ce jour-là, sont actuellement jugés et emprisonnés.

Depuis, le défenseur du « monde nouveau » semble ignorer qu'une Algérie nouvelle a émergé. Les cercles dirigeants des affaires ne sont plus les mêmes et n'ont jamais figuré parmi les fréquentations de Macron. Quant aux ministres, hauts responsables politiques et diplomates, ils détiennent un passeport diplomatique exonéré de visa depuis l'accord signé, à Alger, le 15 juillet 2007. Autant d'imprécisions, voire d'oublis, mais qui éclairent une stratégie politicienne.

Au nom de la question mémorielle, le président français demande pardon aux harkis, dont les représentants sont reçus à l'Élysée. Éric Zemmour applaudit. Le sujet est essentiellement franco-français. Il faut souligner que, sans la colonisation et une féroce guerre contre les Algériens, il n'y aurait pas eu de supplétifs indigènes de l'armée française. Peu après, le porte-parole du gouvernement annonce la réduction du nombre de visas de moitié. Pendant presque deux années, à cause de la pandémie, aucun visa n'a été délivré aux ressortissants maghrébins. Alors, calculons: zéro divisé par deux. Plus sérieusement, avant l'apparition du coronavirus, le nombre de visas octroyés aux Algériens ne dépassait pas 70000.

En ce qui concerne la cause officielle de la colère des autorités françaises, c'est le refus de rapatriement des expulsés algériens par les autorités d'Alger qui doivent délivrer des laissez-passer par le biais du dispositif consulaire. La fermeture de l'espace aérien de notre pays est la principale raison de ce retard d'admission des expulsés sur notre territoire.

L'an dernier, le ministre de l'Intérieur français s'est rendu à

**Macron, le défenseur du « monde nouveau », semble ignorer qu'une Algérie nouvelle a émergé.**

Alger porteur d'une liste prioritaire d'expulsés, elle a été prise en considération, mais le deuxième confinement a stoppé net la procédure. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre, le nombre de vols reliant la France à l'Algérie ne dépassait pas la demi-douzaine. La France avait mis les pays du Maghreb en zone rouge. Il en a résulté un moratoire. Soudain, les autorités françaises font l'annonce de la réduction des visas. Il est clair qu'il s'agit d'un prétexte.

Alors pourquoi cette escalade voulue par l'Élysée? La réponse se

**Le péché originel de cette crise est le mélange entre la politique et l'histoire.**

situe dans un des propos du président Macron, qui semble outré par la colonisation ottomane, antérieure à la française. Son animosité à l'égard du président turc est connue mais l'interprétation de cette saillie mérite d'être contextualisée dans un environnement géopolitique régional. L'ennemi est Recep Tayyip Erdogan. Son allié tunisien, le parti islamiste majoritaire Ennahda, est neutralisé par le gel des activités du Parlement tunisien jusqu'à nouvel ordre par une décision du président tunisien. Est-ce un hasard? S'agit-il de la seule décision du locataire du palais de Carthage?

Se pose aussi la question de savoir si la France ne souhaite pas une rupture diplomatique avec l'Algérie. Le but serait d'isoler Alger à la suite de la rupture avec Rabat, la forte connivence entre Paris et le makhzen [le gouvernement central marocain] est trop connue pour être détaillée.

S'ajoute la situation au Mali. Le Premier ministre malien, du haut de la tribune de l'ONU, déclare que la France a abandonné son pays en plein vol, en plus il envisage de se tourner vers Moscou. Trop c'est trop, déjà que la Russie est présente en Centrafrique, ancien pré carré français. La France perd pied en Afrique en général et au Sahel en particulier, région qui constitue la profondeur géopolitique de l'Algérie.

La mort du président tchadien Idriss Déby est un revers pour la France, dont le président a accouru à N'Djamena pour adouber le fils du défunt, Mahamat Idriss Déby,

↳ Dessins de Dilem  
paru dans Liberté, Alger.

L'auteur

**Naoufel Brahimi El Mili** est journaliste, éditorialiste au *Soir d'Algérie*. Il est également politologue, spécialiste des relations franco-algériennes.

Contexte

L'escalade

●●● Alors que le pays se prépare à fêter, en 2022, le 60<sup>e</sup> anniversaire de son indépendance, la colère algérienne envers la France a atteint des sommets inédits.

Fin septembre, elle s'est exprimée une première fois avec la convocation de l'ambassadeur français à Alger après que la France a décidé de réduire le nombre de visas délivrés aux ressortissants algériens. Début octobre, Alger a rappelé son ambassadeur en France pour « consultation » et fermé son espace aérien aux avions militaires français. Des décisions prises en réaction aux propos très critiques d'Emmanuel Macron. Le président français avait estimé le 2 octobre que le pouvoir algérien reposait sur « une rente mémorielle » et aurait questionné l'existence d'une nation algérienne avant la colonisation française. Le 11 octobre, le président algérien Abdelmadjid Tebboune, lui, a exigé un « respect total de l'État algérien ».

autoproclamé successeur de son père. Aujourd'hui, ce dernier est contesté par des éléments de son état-major, mais peu importe, il dispose du soutien de Paris. Ne vient-il pas de désigner « démocratiquement » un Parlement?

Dans ce contexte régional tumultueux et une présidentielle française atypique, une question se pose: jusqu'où peut aller l'escalade de la crise entre Paris et Alger?

Dans la capitale algérienne, des repréailles commerciales sont sur la table. L'Algérie dispose d'un grand nombre de fournisseurs alors que les marchés français sont plus limités. Le revers subi par Paris avec le contrat des sous-marins pour l'Australie est masqué par un nouveau contrat de moindre envergure avec la marine grecque, pour trois sous-marins. La France a combien de Grèce sous la main?

Le péché originel de cette crise est le mélange entre la politique et l'histoire. Quand Macron s'attaque à la rente mémorielle du pouvoir algérien, il vise surtout la légitimité révolutionnaire, socle des tenants de l'Algérie depuis plus de cinquante ans. Du coup, il rejette d'un revers de main l'émergence d'une Algérie nouvelle apparue avec le Hirak béni. Et le président Macron parle évidemment du Hirak qui a "fatigué le système". A-t-il oublié qu'il avait soutenu un quatrième mandat bis, quand feu Bouteflika avait reporté les élections? En effet, sachant bien que le report des élections était une décision anticonstitutionnelle, le président français s'était limité à souhaiter que la durée de la période de transition soit "raisonnable". Le départ de Bouteflika augure d'un nouveau monde où Emmanuel Macron perd pied. Comme en Afrique.

Oui, le Macron nouveau est arrivé et il veut faire trinquer les Algériens en malmenant leur propre histoire, non seulement pour renouveler son mandat présidentiel mais pour tenter d'affaiblir une grande puissance régionale. Il peut réussir son premier pari, selon les sondages du moment, alors que le second est plus périlleux.

—Naoufel Brahimi El Mili  
Publié le 6 octobre

**SOURCE**



**LE SOIR D'ALGÉRIE**

Alger, Algérie

Quotidien, 50 000 exemplaires  
lesoirdalgerie.com

Le quotidien du soir a une prédilection pour les gros titres et les faits divers. Fondé en 1990 par d'ex-journalistes de la presse unique, il a tout de suite séduit un public populaire mais a perdu beaucoup de lecteurs depuis.

## “La France n'est plus une puissance globale”

**Vu de Turquie.** Pour la presse proche du pouvoir, les critiques de plus en plus fréquentes envers la Turquie de la part du président Macron sont le signe d'un déclin de la France sur la scène internationale.

Les propos d'Emmanuel Macron critiquant un "système politico-militaire" à la tête du régime algérien, qui se maintiendrait notamment grâce à une "rente mémorielle" sur la guerre d'Algérie, ont déclenché une crise diplomatique entre les deux pays, l'Algérie décidant notamment d'interdire son espace aérien aux avions français.

Mais les réactions sont également vives en Turquie, après une autre phrase du président français: "Moi, je suis fasciné de voir la capacité qu'a la Turquie à faire totalement oublier le rôle qu'elle a joué en Algérie et la domination qu'elle a exercée", référence à l'occupation ottomane du xvi<sup>e</sup> siècle au xix<sup>e</sup> siècle. "Il n'y a pourtant eu aucun conflit armé majeur entre Istanbul et Alger au cours de cette période. Et les Turcs et les Algériens partagent même des héros nationaux datant de cette période, comme Barberousse, le grand amiral ottoman", estime la chaîne publique TRT World dans un article publié sur son site Internet. "En réalité Macron s'inquiète des virages de l'Algérie en matière de politique étrangère et pointe du doigt les Ottomans, précurseurs des Turcs", considère le politologue Idam Atoui, cité par TRT, en référence au rapprochement entre Alger et Ankara dans différents domaines, de l'économie à la culture et à la logistique.

Même son de cloche dans le quotidien islamico-nationaliste **Yeni Safak**: "Depuis l'arrivée au pouvoir de Macron, et en dépit de son agressivité sur la scène internationale, la France a perdu sur tous les fronts. En Méditerranée orientale, elle a essayé sans succès de monter une coalition contre la Turquie, dans le Haut-Karabakh, elle a soutenu l'Arménie (face

à l'Azerbaïdjan, soutenu et armé par Ankara) et elle a perdu. Mais sa plus grosse défaite a eu lieu sur le terrain libyen (où le maréchal Haftar, soutenu notamment par Paris, a dû battre en retraite suite à l'intervention militaire turque en soutien au gouvernement de Tripoli). Partout, elle a dû reculer face à la Turquie. Mais les pertes de la France ne font que commencer; en Afrique du Nord comme en Afrique Centrale, les bastions de la France, issus de ses anciennes colonies, tombent les uns après les autres. La Turquie éclipe la France dans toute la région, d'où la colère de Paris."

Pour la presse turque, les tensions diplomatiques actuelles entre Paris, Alger et Ankara sont le symptôme d'une diplomatie française qui aurait perdu son rang sur la scène internationale: "La France n'est plus une puissance globale", titre ainsi le quotidien **Daily Sabah**. "Macron, qui a annoncé (suite à une crise avec la Turquie) que l'Otan se trouvait en état de mort cérébrale appelle les autres pays Européens à former une nouvelle alliance défensive. Mais il n'a pas le leadership nécessaire pour conduire d'autres pays à créer une nouvelle alliance de ce type", estime le quotidien, qui poursuit: "Paris est récemment devenu une puissance moyenne. Après avoir perdu de son poids dans les rapports de force globaux, la France a commencé à diriger ce qui restait de ses forces en direction de petits États ou à une échelle régionale. Désormais, la France se réjouit de son statut de géant en Afrique de l'Ouest car c'est une des rares régions où elle peut encore agir seule. Plutôt que de défier des acteurs globaux, la France choisit la compétition avec la Turquie en Méditerranée comme en Afrique du Nord."

—Courrier international



## COMMANDEZ DÈS MAINTENANT



19,90 €  
Frais de port offerts

### Grand Atlas 2022

Toutes les questions d'actualité et les enjeux qui vont faire 2022, avec des cartes, des infographies et des synthèses efficaces. Edition Autrement en partenariat avec Courrier international et France Info.

Collection dirigée par Franck Tétart  
Format : 20 X 29,5 cm - 144 pages

### Atlas du réchauffement climatique

Des pôles à l'équateur, la planète brûle. Des cartes, des infographies et les analyses de la presse étrangère pour décrypter la crise.

• Format : 230 mm x 297 mm  
• 76 pages



8,50 €  
Frais de port offerts

## BON DE COMMANDE

À retourner accompagné de votre règlement à :

Courrier international - Service VPC - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

N° Titre	Prix	Quantité	Total
1 - Grand Atlas 2022	19,90 €	x .....	= ..... €
2 - Atlas du réchauffement climatique	8,50 €	x .....	= ..... €
Frais de port offerts			0€
Total =			€

Mes coordonnées :

VCO21BA1615

Monsieur       Madame

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CP [ ] [ ] [ ] [ ] VILLE .....

Je règle par chèque à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, téléphonez au service Clients  
https://abo.courrierinternational.com/vpc  
au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h)

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/03/2022  
\*Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.  
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :  
boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante :  
DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnll.fr.



moyen-  
orient

Israël.

## Le regard porté sur Jérusalem-Est a changé

Depuis 2014, les autorités ont pris conscience de la nécessité d'investir dans la partie palestinienne de la Ville sainte. Les problèmes restent nombreux, le cycle de violence de mai dernier en atteste.

—Ha'Aretz (extraits) Tel-Aviv

Un changement serait-il en train de survenir dans les relations entre les 360 000 Palestiniens de Jérusalem-Est et les autorités israéliennes? Certains n'hésitent pas à parler de *"lune de miel"*. Un nouveau périphérique, surnommé la *"route américaine"*, a été construit. Dans le nord, un schéma directeur a été approuvé pour moderniser Issawiya [un quartier arabe paupérisé voisin de l'Université hébraïque, sur le mont Scopus]. Ailleurs, ce sont des écoles qui sont en train de sortir de terre. L'Université hébraïque de Jérusalem n'a jamais inscrit autant d'étudiants palestiniens et la situation sanitaire s'est améliorée. Bref, l'ordre établi et les visions du monde des Juifs israéliens et des Palestiniens seraient en train de vivre une petite révolution à Jérusalem.

Une étude récente permet d'identifier les causes surprenantes de ce changement. Intitulée *"À la découverte de Jérusalem-Est"*, cette étude uniquement disponible en hébreu sous le titre *"Megalim et Mizrah Yerushalaïm"* a été rédigée par le Dr Amnon Ramon, historien au Jerusalem Institute for Policy Research. Selon lui, les premiers signes de changement datent de 2014, lorsqu'une équipe est mise sur pied sous la direction d'Avichai Mendelblit (aujourd'hui procureur général), alors secrétaire de cabinet du Premier ministre [israélien] Benjamin Nétanyahou. Mais, aberration tout israélienne,

l'objectif de cette équipe n'est au départ que de trouver des solutions pour améliorer la sécurité des colons juifs nationalistes religieux implantés dans les quartiers arabes de Jérusalem-Est.

Un plan d'investissement public de 300 millions de shekels [80 millions d'euros] est approuvé en conseil des ministres fin juin 2014. Un de ses principaux objectifs est d'*"entraîner une baisse significative de la violence [arabe] en comblant*

**"Du point de vue de la droite nationaliste, l'État d'Israël doit être présent sur le terrain."**

Amnon Ramon,  
HISTORIEN

*financièrement les insuffisances les plus criantes en matière d'infrastructures, d'emploi, d'éducation et de protection sociale"* dans les quartiers arabes et en rompant avec une politique qui, jusqu'alors, ne consiste qu'à investir toujours plus dans la police, l'armée et les gardes-frontières. À l'origine de ce plan, on trouve une petite cellule informelle constituée au sein de la municipalité de Jérusalem et de plusieurs ministères, cellule rejointe par d'anciens responsables militaires, des représentants d'organisations de colons et des hommes politiques issus de la droite nationaliste.

Les deux figures de proue de cette cellule informelle sont Ofer Or, ancien chef du Shabak [Shin Bet, renseignements généraux]

pour Jérusalem, et Dvir Kahana, alors directeur général d'Elad, une organisation de droite ultranationaliste qui s'est donné pour objectif de judaïser Silwan, un quartier palestinien qui jouxte la Vieille Ville. En 2013, lorsque Naftali Bennett [l'actuel Premier ministre] a hérité du ministère de Jérusalem, Dvir Kahana en a été nommé directeur général. *"C'était un gouvernement de droite disposant d'une base parlementaire suffisamment large pour avoir les coudées franches et innover, se souvient un haut fonctionnaire. La réflexion était devenue plus mature: si l'État d'Israël voulait être cohérent quant à ses exigences de souveraineté sur l'entièreté de Jérusalem, il devait donner à tous ses habitants, juifs comme arabes, des droits socio-économiques complets et égaux."*

**Initiatives concrètes.** Dvir Kahana et Naftali Bennett chargent Ofer Or de créer l'Unité pour le développement et l'entrepreneuriat à Jérusalem-Est, une structure qui va devenir un acteur clé dans la révision de l'approche israélienne officielle. Dans un document interne, Ofer Or souligne alors le lien entre la situation sociale et économique catastrophique des Palestiniens et les flambées de violence à Jérusalem-Est. *"Les autorités israéliennes doivent lancer des initiatives concrètes qui changent la réalité sur le terrain, œuvrer à l'intégration de cette communauté [les Palestiniens] dans le marché du travail et le système scolaire du pays, et l'impliquer dans la résolution des problèmes de planification et de construction dans la partie orientale de la ville."* Interrogé récemment, Ofer Or assume toujours cette inflexion. *"On aurait pu continuer d'affirmer qu'il n'était pas nécessaire de développer Jérusalem-Est et s'enfermer dans l'illusion que les Palestiniens finiraient par partir d'eux-mêmes. Mais, une fois que l'on comprend qu'ils ne partiront pas, il faut être cohérent."*

Le document d'Ofer Or est la première étape dans la création, en 2014, de la cellule informelle de fonctionnaires. Outre lui-même et Dvir Kahana, on y trouve des poids lourds comme David Koren, alors conseiller du maire Nir Barkat pour les affaires arabes, et Sarit Goldstein, directrice générale adjointe du ministère de Jérusalem. Mais pour obtenir gain de cause, ces fonctionnaires ont besoin

de convaincre le ministère des Finances. À cette époque, le département budgétaire de ce ministère est dirigé par Amir Levi. Bien que situé à droite de l'échiquier politique israélien, Levi est depuis toujours convaincu que l'investissement dans la population arabe d'Israël est un facteur de croissance essentiel pour l'ensemble de l'économie israélienne. En 2015, Levi élabore d'ailleurs le Plan 922, un plan quinquennal d'investissement dans les villes et villages arabes israéliens d'un montant de 15 milliards de shekels [4 milliards d'euros]. Mais Jérusalem et les autres villes mixtes judéo-arabes [Haïfa, Tel-Aviv, Acre, Lod, etc.] ne sont pas concernées par ce plan. Les responsables de la cellule informelle plaident en faveur de

leurs objectifs relatifs à la situation des Palestiniens de Jérusalem-Est, et Amir Levi promet de se montrer attentif à l'avenir.

En 2015, Zeev Elkin [aujourd'hui un dissident du Likoud à la tête du petit parti de droite Tikva Hadasha] est nommé ministre de Jérusalem en remplacement de Naftali Bennett. Ce qui apporte un soutien de poids aux initiatives de la cellule. En effet, Elkin a déjà évoqué publiquement, et à plusieurs reprises, la nécessité pour Israël de consolider sa souveraineté sur Jérusalem-Est en améliorant les conditions de vie de ses habitants arabes. *"Je considérais et considère toujours que cela n'avait pas de sens que notre capitale ressemble à ce qu'elle était"*, souligne aujourd'hui non sans fierté le ministre Elkin,



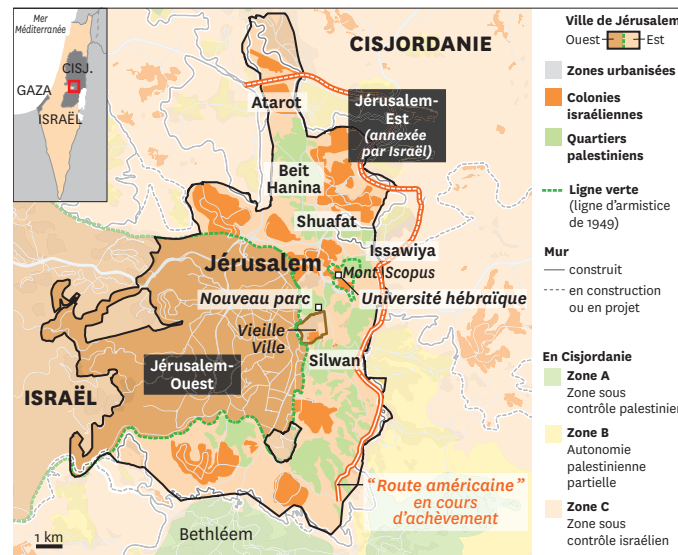
↓ Dessin de **Cristina Sampaio** paru dans **Público**, Lisbonne.

lequel a récupéré en juin dernier le portefeuille de Jérusalem dans le gouvernement du désormais Premier ministre Naftali Bennett. "Pendant des décennies, à gauche, le discours implicite fut: 'Vu que nous rendrons un jour ou l'autre Jérusalem-Est, pourquoi y investir?' Et, à droite, le discours implicite était: 'Ce sont des Arabes, pourquoi investir chez eux?' J'ai brisé ce double paradigme. C'est précisément parce que je n'imagine pas une seconde Jérusalem être à nouveau divisée qu'Israël se doit d'investir dans la partie orientale de la ville, sinon notre capitale ne pourra jamais fonctionner comme une ville à part entière." Pour l'historien Amnon Ramon, auteur de l'étude "À la découverte de Jérusalem-Est", "en 2015, la vision économique du ministère des Finances a parfaitement cadré avec le discours nationaliste de souveraineté israélienne promu par Zeev Elkin. Et cela a amorcé un changement chez certains responsables de la droite. De leur point de vue nationaliste, l'État d'Israël doit être présent sur le terrain, en

investissant non seulement dans la sécurité des quartiers juifs de la partie orientale de la capitale, mais aussi dans l'amélioration des conditions de vie des Arabes de Jérusalem-Est."

**Investissements.** En 2018, le Plan 3790, un nouveau plan quinquennal portant officiellement sur "la réduction des écarts socio-économiques à Jérusalem-Est" est adopté par le gouvernement Nétanyahou. Ce plan, qui prévoit des investissements à hauteur de 2,1 milliards de shekels [560 millions d'euros] pour la période 2019-2024, est un tournant majeur dans les relations entre la partie orientale de la ville et les gouvernements israéliens qui se sont succédé depuis 1967. Son importance réside non seulement dans les sommes sans précédent investies dans toutes les infrastructures de Jérusalem-Est, mais aussi dans le fait que, contrairement au plan de 2014, il n'invoque plus la sécurité des Juifs. Bien sûr, ce serait une erreur de croire que le Plan 3790 est parvenu à résorber les énormes disparités entre Jérusalem-Est et Jérusalem-Ouest ou qu'il a résolu la question éminemment politique du statut international de Jérusalem-Est. Ainsi, Amnon Ramon et d'autres experts soulignent la faiblesse intrinsèque du Plan 3790. "Comment pourrait-il être possible, souligne Ramon dans son rapport, d'impliquer une population [palestinienne] privée de représentation démocratique ou tout simplement politique, qui plus est une population dont le sentiment d'appartenance et d'identification à l'État d'Israël est évidemment quasi inexistant?"

Pourtant, des changements sont perceptibles. Officiellement mise en service en janvier 2019, la nouvelle route 4370, surnommée la "route américaine", relie les quartiers du sud-est de la ville à ceux du nord-est grâce à une infrastructure qui était jusqu'alors l'apanage de la partie occidentale de Jérusalem. [Cette route est controversée car elle consiste en un double périphérique "ségrégué" entre deux tracés parallèles étanches: son tracé oriental est réservé aux véhicules immatriculés en Israël et son tracé occidental aux véhicules palestiniens immatriculés en Cisjordanie et nécessitant un permis d'entrée à Jérusalem.] Dans le quartier [arabe septentrional]



de Beit Hanina, un lycée vient d'être inauguré et doté d'installations informatiques et de laboratoires flambant neufs. Derrière le musée Rockefeller, face à la porte d'Hérode, un nouveau parc a été aménagé, tandis que, dans de nombreux quartiers arabes, les dépôts sauvages d'immondices ont disparu. Le changement transparaît parfois dans de tout petits détails. Ainsi, les Palestiniens peuvent désormais utiliser la carte à puce Rav Kav dans les transports en commun de Jérusalem-Est, des panneaux avec le nom des rues en arabe et en hébreu se multiplient et le nombre de terrains de jeux est en nette hausse.

Mais, comme l'ont démontré les événements de mai 2021, les problèmes de Jérusalem-Est sont trop aigus et vitaux pour être résolus par de simples plans quinquennaux de facture uniquement israélienne.

### Les Arabes de la partie est, soit 40 % des habitants de la capitale, ne sont pas citoyens israéliens.

Premièrement, toutes les autorités israéliennes n'ont pas intériorisé les changements nécessaires. Pour ne prendre qu'un exemple, les forces de l'ordre israéliennes continuent de traiter les habitants arabes de Jérusalem-Est comme des citoyens d'un État hostile et d'utiliser contre eux la violence armée et d'autres méthodes qu'elle n'envisagerait jamais une seule seconde d'utiliser dans la partie occidentale de la ville. De même, le Plan 3790 n'aborde

pas les problèmes les plus graves de la communauté palestinienne de Jérusalem, à commencer par la question du statut juridique des Palestiniens de Jérusalem-Est: ces derniers, qui constituent plus de 40 % des habitants de la capitale d'Israël, ne sont pas citoyens israéliens; leur statut juridique hybride les laisse sans horizon politique et sans droits fondamentaux (comme celui d'élire un Parlement responsable de leur sort), tandis qu'il rend leur intégration économique extrêmement difficile. Deuxièmement, le Plan 3790 ne s'attaque pas au principal problème rencontré par les Palestiniens de Jérusalem-Est: la pénurie criante de logements et la sensation d'étouffement qui en découle. Troisièmement, le projet ne traite pas de la bombe à retardement que représentent les nombreux quartiers palestiniens qui, comme celui de Shuafat, sont coincés entre la Ligne verte [délimitant les territoires annexés à Jérusalem après 1967] et la clôture de séparation à l'ouest, laquelle ne suit pas les limites administratives de la ville. Or un tiers des Palestiniens de Jérusalem-Est (soit 120 000 âmes) s'entassent dans ces quartiers, marqués par l'anarchie, les constructions illégales de logements, le non-droit et la criminalité.

"Une révolution est-elle en marche? La question mérite d'être posée. Il y a certes des évolutions intéressantes au sein de l'establishment israélien, estime Amnon Ramon. Mais, dans la conscience collective juive israélienne, aucun changement significatif n'est survenu. Je pense aux questions de citoyenneté, de droit au logement, de destruction d'immeubles,

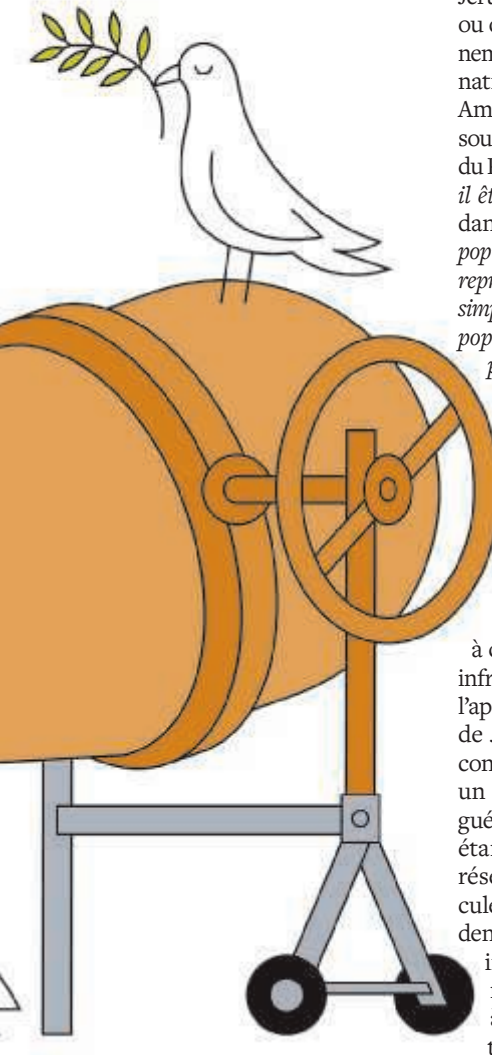
d'activisme des colons ultranationalistes, de comportement de la police, de revendications culturelles et nationales palestiniennes, etc. En Israël, il règne comme un dédoublement de personnalité. Si l'on ne se met pas sérieusement dans la peau des Arabes de Jérusalem-Est, le danger est réel que les aspects les plus notoirement rigides de la politique israélienne finissent par ruiner les efforts déployés par le Plan 3790."

**Pénurie de logements.** On s'en doute, chez les Palestiniens, la perception du Plan 3790 est sensiblement différente. La plupart admettent qu'il y a eu une évolution positive dans un certain nombre de domaines, sauf dans ceux, vitaux, liés au droit au logement et à l'état civil. "Il faudrait être aveugle pour ne pas voir les progrès apportés par le Plan 3790 en termes d'infrastructures. Ces progrès sont effectivement sans précédent en un demi-siècle d'occupation israélienne et, le comble, c'est qu'ils sont le fait de la droite israélienne, pas de la gauche", reconnaît Fouad Abou Hamed, activiste social et directeur d'une agence de la Kupat Holim [caisse de santé israélienne] à Jérusalem-Est. "Mais il n'y a rien à faire: ce qui préoccupe et fragilise le plus les Palestiniens de Jérusalem-Est, c'est la pénurie de logements, le fait que les autorités continuent d'ordonner des destructions de maisons et le cauchemar administratif que reste la demande de renouvellement de la carte de résident de Jérusalem."

Urbaniste et chercheur à l'International Peace and Cooperation Center, une ONG palestinienne, le Dr Rami Nasrallah se montre plus critique encore: "Je ne vois rien de vraiment tangible dans la vie de tous les jours. Le Plan 3790 renforce la domination israélienne et n'a été conçu que d'un point de vue strictement israélien. Les Palestiniens de Jérusalem-Est n'ont pas été consultés et tout leur a été imposé d'en haut. Si, en lieu et place d'un nouveau quartier haredi [juif ultraorthodoxe] à Atarot [dans le nord de Jérusalem-Est], un nouveau quartier palestinien devait être planifié et ensuite édifié, alors nous pourrions parler de changement. Mais le fait est que, depuis 1967, pas un seul nouveau quartier palestinien n'a été construit. Nous vivons toujours sur les mêmes 900 hectares."

—Nir Hasson

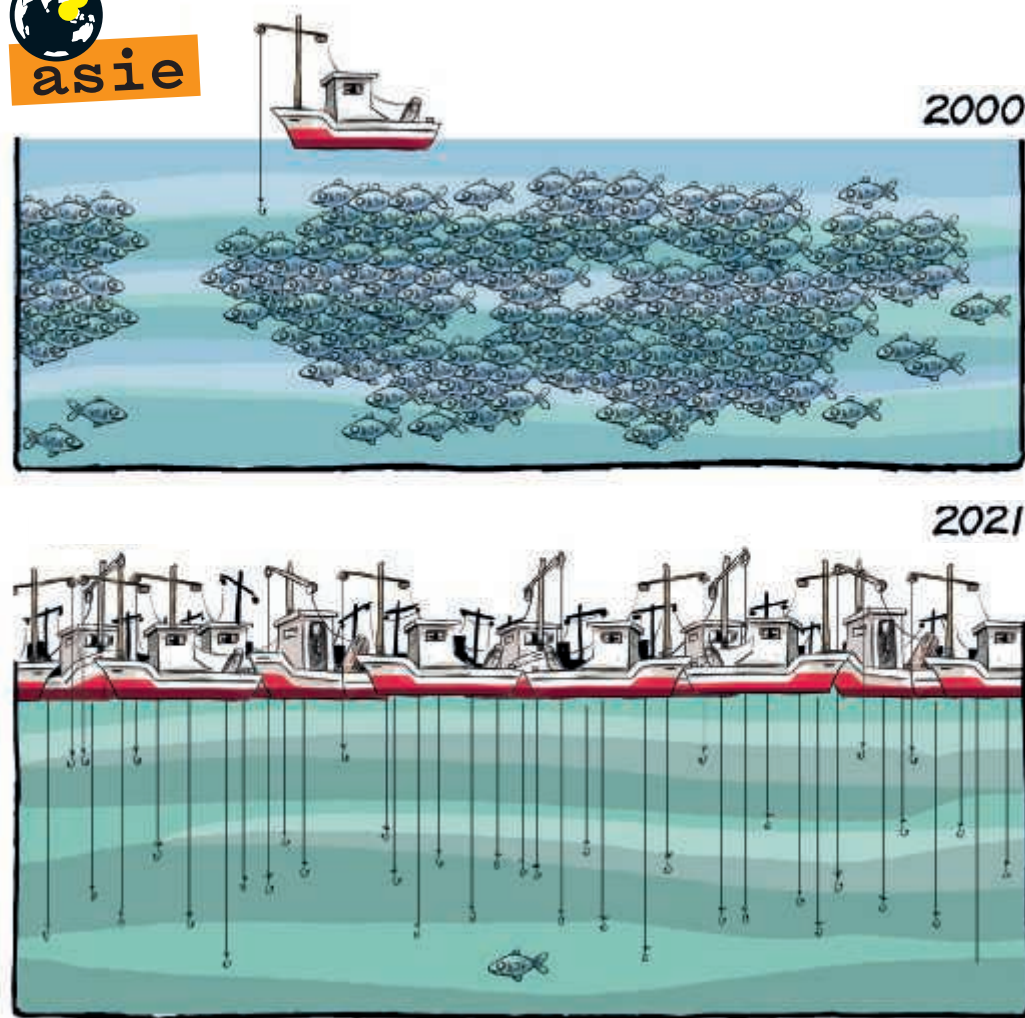
Publié le 1<sup>er</sup> septembre



COURRIER INTERNATIONAL - SOURCE: IPEACE NOW



asie



↳ Dessin de Côté paru dans *Le Soleil*, Québec.

clairement sa souveraineté territoriale que le pays a nommé les eaux de la mer de Chine méridionale autour de l'archipel de Natuna "mer de Natuna du Nord" [en 2017, conformément au droit international de la mer]. Ces eaux dans lesquelles onze pays partagent des frontières maritimes sont une "zone sexy", si bien qu'elles sont devenues une cible de choix. "Leur potentiel ne se limite pas seulement au poisson. Il y a aussi beaucoup de pétrole", a-t-il déclaré le 25 août.

Les bateaux de pêche vietnamiens qui entrent en Indonésie ainsi qu'en Malaisie viennent du port de Tac Cau, situé dans la province de Kien Giang, dans le sud-ouest du Vietnam. Tinh, 34 ans, est membre d'équipage d'un navire de 200 tonnes originaire de ce port. Comme d'autres pêcheurs vietnamiens, il travaille sur un navire pratiquant le chalutage en couple. Tinh et l'équipage des deux bateaux sillonnent la mer pendant trois mois. Une fois que les sardines, les thons obèses (ou patudos, *Thunnus obesus*) et les vivaneaux rouges ont rempli la moitié de l'espace de stockage, l'armateur envoie un navire logistique qui fournit du carburant, de la glace et de la nourriture, puis retourne au port avec le poisson pêché.

**Arrestations.** Prétextant un trop grand éloignement, les bateaux de pêche vietnamiens vont rarement dans les eaux bordant le territoire maritime de la Chine. Et privilégient une zone plus proche des frontières maritimes indonésiennes et malaisiennes.

Tinh explique que c'est parce qu'ils étaient totalement absorbés par la poursuite du poisson que leurs bateaux se sont aventurés à plusieurs reprises dans les eaux territoriales de ces deux pays voisins. "Le capitaine savait qu'il enfreignait la loi, mais il l'a fait quand même parce qu'il y avait plus de poisson là-bas", raconte Tinh, dont le navire a été appréhendé en 2020 dans les eaux indonésiennes. Selon lui, de nombreux bateaux vietnamiens sont interpellés injustement : "Ils pêchent dans des eaux revendiquées par plusieurs pays. Les Vietnamiens pensent que c'est leur territoire. Les Malaisiens et les Indonésiens assurent que c'est le leur et arrêtent les pêcheurs vietnamiens."

## L'enquête

●●● Ce reportage a été réalisé conjointement par des journalistes indonésiens, malaisiens, vietnamiens et philippins, soutenus par Environmental Reporting Collective, un réseau de journalistes et de rédactions de plus d'une douzaine de pays dont l'objectif est d'enquêter de manière collective sur les crimes environnementaux. [www.investigative.earth](http://www.investigative.earth)

Duy, 40 ans, pêcheur du port de Sa Ky, dans la province vietnamienne de Quang Ngai, a été arrêté en Malaisie. Ce capitaine a choisi d'aller dans les eaux malaisiennes, et non pas dans celles des îles Paracel et Spratly comme ses aînés. "Pourtant, ces eaux appartiennent à notre pays, mais les navires des garde-côtes chinois appréhendent les bateaux vietnamiens et tirent même sur les pêcheurs", relate-t-il. Selon Duy, le gouvernement vietnamien déploie souvent des pêcheurs dans les îles Paracel et Spratly pour pêcher et garantir la souveraineté du pays. Le problème, c'est que si un bateau de pêche est endommagé par la Chine, l'État vietnamien n'octroie aucune aide pour le réparer. "En plus, les captures dans les Spratly et les Paracel ne sont plus intéressantes. Les bateaux de pêche chinois ont épuisé la ressource", affirme Duy.

C'est ce que confirme Nguyen Thi Phuong, chercheur à l'Université nationale des sciences du Vietnam : dans les eaux situées près des côtes, le poisson se raréfie en raison du grand nombre de bateaux en activité et parce que les filets utilisés ne sont pas respectueux de l'environnement. Les pêcheurs de son pays n'osent plus se rendre dans les îles Paracel et Spratly, car les bateaux de pêche chinois sont en fer, de grande taille, et équipés de moteurs modernes puissants. "C'est pourquoi ils doivent aller aussi loin que possible, dans d'autres eaux", souligne le chercheur vietnamien.

Il n'y a pas que les pêcheurs vietnamiens à être chassés de facto par la Chine en mer de Chine méridionale. Les Philippines de l'île Pag-asa (Thitu), à 932 kilomètres

# Asie. Une pêche très disputée en mer de Chine méridionale

Les pêcheurs asiatiques s'affrontent pour des ressources halieutiques de plus en plus réduites. La rivalité se développe avec, en toile de fond, l'accaparement par la Chine des eaux territoriales de la zone.

—Tempo (extraits) Jakarta

**H**endri, 50 ans, se souvient de l'âge d'or des pêcheurs de l'île indonésienne de Natuna. C'était avant 2010. À cette époque, les poissons étaient abondants, et leur prix de vente excellent. La demande était forte dans les ports indonésiens de Tanjungpinang, Batam [archipel de Riau] et Pontianak [Bornéo], et jusqu'à Singapour et en Malaisie. Selon ce président de l'Alliance des pêcheurs de Natuna, tout a lentement changé avec l'arrivée des bateaux venant du Vietnam

et pratiquant la pêche au chalut boeuf [traîné par deux bateaux].

Une diminution des prises également soulignée par les pêcheurs vivant sur la côte est de la Malaisie. Le chalutage en couple balaie l'océan jusqu'au fond. Les filets, classés comme non respectueux de l'environnement, attrapent indifféremment les tout petits poissons et, en outre, saccagent les récifs coralliens, foyer et lieux de reproduction de la faune océanique.

La pêche dans la mer de Chine méridionale était estimée en 2015 à 10 millions de tonnes, soit environ

12 % des captures mondiales. Un chiffre qui n'a cessé de baisser. Une étude menée par Rashid Sumaila et William Cheung, de l'université de Colombie-Britannique, au Canada, a révélé que les pratiques de pêche destructrices et illégales ont vidé de 70 % à 90 % des ressources halieutiques dans ces eaux depuis les années 1950.

Selon Pung Nugroho Saksono, directeur des opérations de la flotte à la Direction générale de la surveillance des ressources marines du ministère indonésien des Affaires maritimes et de la Pêche, c'est pour marquer

au sud-ouest de Manille, subissent le même sort. Larry Hugo raconte que dans le passé il lui suffisait de ramer à quelques centaines de mètres du rivage pour attraper beaucoup de poissons. Chaque pêche journalière lui rapportait trois ou quatre fois le salaire d'un ouvrier. Tout a changé en 2014, lorsque la Chine a commencé à construire des installations militaires sur une île artificielle à Karang Subi. "Quand ils ont finalement envahi la zone, nous n'avons plus pu y aller", se souvient Hugo. Le récif de corail occupé par les Chinois, situé à 26 kilomètres au sud-ouest de Pag-asa, était autrefois une riche zone de pêche.

La multiplication des bateaux de pêche vietnamiens volant du poisson dans les eaux malaisiennes se reflète dans le nombre d'arrestations. Selon le directeur général du Département malaisien des pêches, Ahmad Tarmizi Ramly, jusqu'à 80 % des quelque 300 pêcheurs étrangers capturés dans les eaux malaisiennes depuis 2019 viennent du Vietnam.

Même tableau du côté indonésien : au cours des cinq dernières années, 489 bateaux de pêche étrangers ont été appréhendés dans la mer de Natuna du Nord, dont 286 Vietnamiens. "En fait, beaucoup ont échappé aux arrestations", a déclaré Pung Nugroho.

En plus d'augmenter les patrouilles dans les eaux de Natuna, début 2020 le gouvernement a fait venir des pêcheurs de Tegal [ville portuaire sur la côte nord de Java, à sept jours de navigation de Natuna]. Plus de 30 navires d'une capacité de plus de 100 tonneaux de jauge brute ont participé à cette mission de "maintien de la souveraineté". L'un d'eux est le *Triana 2*, avec pour

capitaine Giono Bakri. Mais quelle n'a pas été la déception de Giono lorsqu'au bout de dix jours de mer il n'a capturé que deux quintaux de poissons. Avec ses collègues, il a en plus dû prendre quatre jours de congés forcés en mer sur l'île de Laut. "La météo prédisait des vagues de 4 mètres de haut", raconte le capitaine.

**Compensation.** Le chef de l'Association des pêcheurs de Tegal, Riswanto, explique que les bateaux de pêche javanais ne sont restés qu'un mois à Natuna, au lieu des trois mois prévus. Les eaux de Natuna sont différentes de la mer de Java. Le courant est plus rapide, et la mer plus profonde. Les filets utilisés, dits *cantrang*, sont inefficaces, car ils flottent à la surface de la mer, contrairement au chalutage, qui racle les fonds. Les coûts d'exploitation sont également élevés, alors que le gouvernement ne subventionne que le prix du carburant. "Nous sommes prêts à défendre notre pays, mais pas sans compensation. À la maison, nous avons une femme et des enfants à nourrir", dit Riswanto.

Hendri estime qu'au lieu de mobiliser les pêcheurs javanais pour protéger les eaux de Natuna, le gouvernement ferait mieux d'augmenter la capacité de la flotte locale et de la moderniser. "Si nos pêcheurs sont plus nombreux et plus forts, les Vietnamiens nous craindront", assure-t-il.

— **Abdul Manan, Yogi Eka Saputra, Aseanty Pahlevy, Jamal. A. Nashr, David Priyasidahrta (Indonésie), Aliza Shah (Malaisie), Vo Kieu Bao Uyen (Vietnam), Keith Anthony Fabro (Philippines)**

Publié le 28 août

CHINE-TAÏWAN

# La tension monte

À l'occasion des fêtes officielles, la Chine accentue la pression pour amener Taïwan à la réunification. Mais malgré les menaces, Taipei persiste à vouloir garder un régime démocratique distinct.



Les hostilités ont commencé dès le début du mois, alors que Pékin célébrait sa fête nationale, le 1<sup>er</sup> octobre. "Cent cinquante survols en cinq jours : face aux escadrilles d'avions militaires du continent, Taïwan et les États-Unis demandent l'arrêt des manœuvres d'intimidation", écrivait le quotidien de Singapour, **Lianhe Zaobao**, le 6 octobre. Les autorités taïwanaises affirment toutefois qu'elles ne céderont pas à la pression et se prépareront plutôt à la guerre.

Cette période de l'année est chargée en dates symboliques : après la fête nationale à Pékin, Taipei célébrait la sienne le 10 octobre. Des circonstances mises en exergue par le **Huanqiu Shibao**, quotidien nationaliste chinois, en égrenant la succession des sorties d'avions des deux premiers jours du mois. Il les qualifie de "forme aérienne de la parade militaire du 1<sup>er</sup> octobre, qui s'est transportée de la place Tian'anmen au détroit de Taïwan et démontre avec clarté la souveraineté chinoise sur l'île". En effet, Pékin considère Taïwan comme une province renégate, et Xi Jinping a juré de la ramener dans le giron de la Chine, par des moyens militaires si nécessaire. "La situation est la pire que Taïwan ait connue en quarante ans",

a déclaré quant à lui le ministre taïwanais de la Défense, Chiu Kuo-cheng, devant le Parlement, où un budget exceptionnel était à l'étude, le 6 octobre, pour l'acquisition d'armement supplémentaire produit à Taïwan. Des propos repris par le quotidien taïwanais **Lienhepao**. "Ni en 1976 ni en 2007 [années dites respectivement de la première et de la deuxième crise du détroit de Taïwan], cela n'avait été aussi grave. On ne voyait pas ces avions de chasse en formation nous tourner autour, avec le sentiment de pression que cela peut provoquer", a-t-il précisé. Quant à la Maison-Blanche, "elle dit intervenir par des moyens diplomatiques pour obtenir de Pékin un arrêt de ces manœuvres". Washington est lié à Taïwan par un traité d'assistance pour maintenir sa capacité de défense, qui n'implique toutefois pas une aide militaire directe en cas d'intervention chinoise.

Mais les survols d'avions une fois suspendus, une autre séquence s'est ouverte, avec un événement que Pékin célèbre tous les dix ans : l'anniversaire de la fin de l'empire des Qing et de la fondation de la république de Chine, en 1911. Sur les sites

chinois, le portrait du premier président chinois, Sun Yat-sen (1866-1925), entouré de drapeaux rouges ornés des dates 1911-2021 en chiffres d'or, surplombait trois rangées de cadres chinois debout et silencieux.

Lors de cette assemblée de commémoration à Pékin, le président Xi Jinping a prononcé un discours dans lequel il a réitéré la position chinoise vis-à-vis de Taïwan, "dans le cadre d'un pays, deux systèmes". "La réalisation par des moyens pacifiques de l'unité de la patrie est dans les intérêts de la nation chinoise tout entière, y compris les compatriotes taïwanais", a-t-il martelé selon le **Lienhepao**.

"De cette manière, il a répondu aux nombreux faucons chinois et a satisfait les nationalistes au sein du Parti communiste chinois", commente Chiu Chih-wei, député du Parti démocrate progressiste, au pouvoir à Taïwan, sur le site du quotidien taïwanais **Tzuyou Shihpao**. "Mais nous observons également qu'après que les États-Unis ont plusieurs fois émis des avertissements en direction de la Chine [...] Xi Jinping n'a plus utilisé le langage de la force militaire, ce qui est remarquable dans ce discours anniversaire."

À Taipei, la fête nationale du 10 octobre a cependant été l'occasion pour la présidente Tsai Ying-wen de répliquer à Xi Jinping par un discours publié in extenso par le **Tzuyou Shihpao**, et dans lequel elle insiste sur

"quatre points selon elle intangibles : un système constitutionnel

garantissant la liberté et la démocratie, qu'entre la république de Chine et la république populaire de Chine aucune des deux parties ne soit subordonnée à l'autre, que la souveraineté de Taïwan ne soit pas anéantie par une annexion, et enfin que l'avenir de Taïwan soit défini selon la volonté du peuple taïwanais tout entier".

Des propos aussitôt qualifiés d'"indépendantistes" par le Bureau des affaires taïwanaises à Pékin, souligne le site hongkongais **Zhongxinwen**. C'est-à-dire tout ce qu'a rejeté Xi Jinping dans son discours, en indiquant qu'"indépendantisme et séparatisme seront jugés par l'histoire".

— **Courrier international**



Revue de presse



COURRIER INTERNATIONAL - SOURCE : UNCLIS



amériques

# États-Unis. Les fraternités étudiantes sur la sellette

Viols, agressions sexuelles et violences... Sur les campus américains, les manifestations se multiplient pour dénoncer les confréries étudiantes et leur culture machiste.



IKON IMAGE

—The New York Times  
(extraits) New York

En août, à l'université du Nebraska à Lincoln, ils étaient des centaines d'étudiants rassemblés devant la résidence d'une fraternité, une de ces confréries de garçons typiques des campus américains, après une plainte pour agression sexuelle déposée par une étudiante contre un de ses membres.

À l'université Northwestern, à Evanston, dans l'Illinois, des manifestations ont éclaté fin septembre après que plusieurs étudiantes ont dit avoir été droguées dans deux fraternités.

À l'université du Massachusetts, à Amherst, des rumeurs d'agression sexuelle ont poussé des centaines d'étudiants à venir scander des jurons, doigts d'honneur brandis, devant la fraternité Theta Chi. Une voiture a même été renversée par des manifestants et deux étudiants ont été arrêtés.

Ce ne sont que trois exemples parmi beaucoup d'autres. Les manifestations se multiplient cet automne contre les fraternités universitaires, et pas dans de petites facultés de sciences humaines de second ordre, mais dans de prestigieuses universités où ces confréries sont puissantes, à l'image de l'université

privée de Syracuse (dans l'État de New York) ou des universités publiques du Kansas, de l'Iowa et du Mississippi.

Certaines manifestations surviennent après des plaintes pour agression sexuelle. Quelques-unes sont motivées par des dénonciations anonymes sur les réseaux sociaux, que les fraternités jugent peu crédibles, mais que les universités veulent voir prises au sérieux tant on sait les difficultés qu'ont certaines victimes à dénoncer leur agresseur.

Quoi qu'il en soit, la plupart des étudiants qui manifestent ne sont pas là seulement pour dénoncer telle ou telle affaire de viol ou de violence. Et rares sont ceux qui se satisfont des mesures disciplinaires prises au cas par cas. Ce que veulent nombre d'étudiants, encouragés par le mouvement #MeToo et les manifestations Black Lives Matter, c'est une réforme totale de la vie sur les campus. "Beaucoup demandent l'abolition pure et simple des fraternités", précise Rebecca Evans, étudiante en deuxième année à l'université de l'Iowa et membre de l'association d'aide aux victimes d'agression sexuelle U for Us.

**Reproches.** Du côté des fraternités, on dit mesurer la colère estudiantine, mais on estime que les manifestants regardent le problème par le petit bout de la loupe. "Nous ne sommes pas exempts de reproches, pas plus que les politiques, les gens qui travaillent dans les médias, les sportifs, le show-business", souligne Judson Horras, président de la North American Interfraternity Conference, la plus grande fédération de fraternités. "Mais on se fait clouer au pilori pour un problème qui est très loin de ne concerner que les fraternités."

Même lorsque les enquêtes de police et celles menées par les universités sont toujours en cours, les chapitres des fraternités [leurs antennes dans chaque établissement] réagissent rapidement et fermement. À l'université du Nebraska, l'étudiant mis

**"Beaucoup demandent l'abolition pure et simple des fraternités."**

Rebecca Evans,  
ÉTUDIANTE À L'UNIVERSITÉ  
DE L'IOWA

en cause a quitté les amphis et ne fait plus partie de la confrérie.

"Dans les fraternités, les jeunes hommes sont horrifiés par ce genre de comportements", assure Judson Horras, qui estime que les membres des fraternités qui se sont prononcés pour l'exclusion de leurs semblables méritent d'être soutenus et encouragés, et non

**"Ma génération tolère beaucoup moins ces comportements trop longtemps banalisés."**

Katie Robertson,  
ÉTUDIANTE À L'UNIVERSITÉ  
DU MASSACHUSETTS

conspués par des manifestants. "Ceux-là ont fait ce qu'il fallait faire, insiste le président de la fédération. Les manifestations devraient dénoncer les comportements [et non les confréries]."

La North American Interfraternity Conference a pris des mesures ciblées contre les agressions de nature sexuelle. Les membres des fraternités doivent suivre une formation de sensibilisation et, depuis l'automne 2019, la consommation d'alcool fort lors des fêtes et dans les résidences des fraternités est interdite.

Mais ces confréries étudiantes non mixtes ont de farouches détracteurs. Les manifestations actuelles s'inscrivent d'ailleurs dans le droit fil d'un mouvement apparu au cours de l'année écoulée sur plusieurs campus (celui d'Emory en Géorgie, de l'université de Caroline du Nord ou encore de l'American University à Washington) sous la bannière "Abolish Greek Life" ["En finir avec le système grec", en référence au nom des fraternités, généralement composé de deux ou trois lettres grecques]. Et le nouveau contingent d'étudiants arrivé cette année semble particulièrement remonté et encore plus intransigeant que les précédents.

Choquées par le récit d'une amie leur rapportant l'agression sexuelle d'une femme qui avait été droguée, Sohaila Ammar et Katie Robertson, fraîchement inscrites à l'université du Massachusetts (UMass), ont appelé à manifester sur leur campus par l'intermédiaire d'Instagram. Pour elles, ces mobilisations sont portées par l'énergie que les jeunes ont dû réprimer durant la pandémie.

Illustration de Nick Lowndes,  
Royaume-Uni.

"Les gens sont conditionnés, ils minimisent en mode 'C'est comme ça, c'est la culture étudiante', déplore Katie Robertson. Ma génération en revanche tolère beaucoup moins ces comportements qu'on a trop longtemps banalisés." "J'ai le sentiment que nous sommes bien plus radicaux, plus courageux, plus culottés", renchérit Sohaila Ammar.

Depuis le début de la pandémie, le sujet des agressions sexuelles a été abondamment discuté sur les réseaux sociaux, en particulier sur TikTok, constate Shivali Mashar, 21 ans, étudiante à l'UMass. Et le soupçon qui pèse sur des institutions traditionnellement très masculines et blanches, comme la police, s'applique assez naturellement aux fraternités, ces clubs de garçons très majoritairement blancs.

**Abus d'alcool.** "Qu'il s'agisse de jeunes filles agressées à la fête d'une fraternité ou d'Africains-Américains face à la police, ce sont des catégories de population qui font l'objet de nombreuses violences", juge la jeune fille. Les phénomènes sont différents, reconnaît-elle, mais "ils ont été trop longtemps mis sous le tapis".

Dans les fraternités, on rappelle que les confréries participent au dynamisme et à la convivialité de la vie des campus par le sentiment d'appartenance qu'elles donnent aux étudiants parfois perdus dans des universités tentaculaires, par les collectes de dons qu'elles font, par l'aide qu'elles apportent dans la construction d'une carrière.

Alors que les agressions sexuelles à l'université seraient largement sous-estimées, les travaux sur les violences sexuelles dans les fraternités restent rares. Selon les données du Rape, Abuse and Incest National Network ["Réseau national contre le viol, la maltraitance et l'inceste"], plus d'un quart des étudiantes en premier cycle (et près de 7% de leurs camarades de sexe masculin) "vivent un viol ou une agression sexuelle assortie de recours à la force, de violences ou d'abus de faiblesse". Selon d'autres travaux, ces comportements prédateurs auraient plus à voir avec l'abus d'alcool et l'effet d'entraînement de groupe qu'avec tout autre trait caractéristique des fraternités.

—Anemona Hartocollis  
et Giulia Heyward  
Publié le 1<sup>er</sup> octobre

CUBA

# Où l'on préfère cacher les Noirs

Alors que plus d'un tiers des Cubains sont noirs ou métis, ils sont absents des campagnes de publicité qui promeuvent le tourisme dans l'île. Preuve que le racisme est loin d'y être éradiqué, malgré les discours officiels.

—Cubamet (extraits)  
Coral Gables (États-Unis)

O n a plus de chances d'être pris si on présente un projet avec des mannequins blancs et blonds qu'avec des mannequins noirs", affirme Karina. Cette graphiste a eu l'occasion de travailler pour différentes entreprises du ministère du Tourisme (Mintur) de Cuba, et en particulier avec des entreprises appartenant à Gaesa, la holding des forces armées, comme Gaviota, sa branche tourisme. À en croire Karina, le racisme y est presque "gravé dans le marbre".

"De temps en temps, on vous demande d'inclure une personne noire dans le visuel, mais c'est très rare, raconte la graphiste. C'est presque pour la forme, pour se dédouaner. Quand on ne vous le demande pas, il vaut mieux éviter de le faire, parce que sinon le travail va toujours vous être refusé. [...] Ils ne vous avoueront jamais que c'est pour ça, ils diront que ça n'a pas plu, mais on sait bien de quoi il s'agit."

Rafael, lui aussi graphiste, a vécu des expériences analogues : non seulement on lui a refusé des travaux où apparaissaient des Noirs, mais lui-même s'est senti victime de discrimination en tant que Noir, même s'il n'apparaissait dans aucune des images des documents de promotion. En 2014, il



a décroché son diplôme de graphisme avec de bonnes notes, mais il n'a jamais été embauché par les deux agences de tourisme (Palmars et Turarte) où il a travaillé durant sa période de service social obligatoire, ni après celle-ci.

"Image de marque". Rafael ne doute pas qu'"une telle malchance" soit liée au racisme, car parmi les jeunes graphistes qui espéraient, comme lui, des postes dans ces agences, seuls des Blancs ont eu "plus de chance". Aussi bien lui que Danilo, un autre jeune Noir, ont été rejetés. Sans doute ne cadraient-ils pas avec l'"image de marque" de Gaviota. "Parfois, ils m'appelaient pour des entretiens, mais je savais que c'était couru d'avance", confie Rafael. "En 2016, le groupe hôtelier Gran Caribe m'a confié un travail. On me l'a attribué parce que je ne me suis pas présenté en personne. J'ai envoyé ma proposition, je savais que ça allait leur plaire, et ils m'ont appelé immédiatement. Mais une fois de plus, pas

question de mettre des Noirs, il ne fallait que des Blancs. Pas de Noirs : à la limite des mulâtres, mais très clairs. Et puis le refrain habituel. La petite mulâtresse qui apparaît à côté du blond dans son rôle de petite jinetera [prostituée]. De la couleur locale, mais bien décolorée. Pas de contrastes trop forts. C'est pareil partout, peu importe pour qui on travaille", constate-t-il.

"Et chez Gaviota, c'est pire, ajoute-t-il. Là, ils n'aiment carrément pas les Noirs. Il suffit de regarder leurs réseaux sociaux. On se croirait en Norvège. La seule fois où j'ai travaillé pour eux, j'ai fait la campagne avec des mannequins noirs, ça a été un scandale. Je l'ai fait exprès. Il y a même un crétin de chez Gaviota qui y est allé de sa petite blague. Il m'a dit : 'Où tu as vu qu'il y avait des mouettes noires?' [Gaviota signifie 'mouette']. J'ai eu envie de lui en coller une direct."

Pour pouvoir s'assurer un travail stable et avoir plus de chances d'être accepté, il a décidé de s'unir avec un groupe d'amis graphistes et de travailler en indépendant. "Le racisme dans le tourisme cubain

comme un animal en cage dans un zoo, comme une bête dans un safari. Je sens toujours cette même honte ici, une honte qui vient des décideurs. Nous autres graphistes portons une part de responsabilité : nous ne sommes pas capables de résoudre le problème du racisme institutionnel de manière intelligente, de vaincre les clichés, les préjugés. Mais je crois que c'est quelque chose de bien plus profond, qui est ancré dans le système. Un système qui a honte du métis, du Noir, ce qu'on retrouve dans tous les comportements racistes."

**Populisme.** Même si le régime cubain assure avoir éradiqué la discrimination raciale dès les premières années de la révolution, une chose est sûre : aujourd'hui, à Cuba, presque rien n'a changé en ce qui concerne le racisme, notamment dans le secteur touristique. Les "solutions magiques" se réduisent à des dispositions légales de pure façade, davantage liées au discours populiste de la dictature qu'à une volonté réelle de s'attaquer au problème.

↳ Dans les visuels de l'agence touristique étatique Gaviota, les Noirs sont très rares. Captures d'écran Gaviota

ne est pas un mythe. Il existe. Il est réel, il est palpable. Tout le graphisme, tous les visuels sont contaminés par ce discours où l'on associe luxe, confort, lieu paradisiaque à une peau blanche", témoigne Ismaël, un graphiste très présent dans le secteur touristique cubain, mais qui a également travaillé pour des agences étrangères, au Mexique, en République dominicaine, au Panama, en Espagne.

"Ce n'est pas le cas, par exemple, en République dominicaine, où la communication met l'accent sur la race, poursuit-il. Là-bas, ils ne tournent pas le dos au côté autochtone, ça relève de la fierté nationale. Ici, les mannequins sont toujours des jeunes blancs et blonds. Les filles sont toujours vêtues de blanc, avec des jeux de transparence qui font ressortir la blancheur de leur peau [...]. Ceux qui ont la peau foncée, ce sont les vendeurs de rue, les musiciens, les cuisiniers, les chauffeurs. Ce n'est jamais le client. L'exotisme s'exhibe

Pour avoir une idée de l'ampleur du phénomène, nous pourrions passer en revue les réseaux sociaux des entreprises cubaines de tourisme, à commencer par Gaviota, l'une des plus connues pour ses pratiques racistes, alors même qu'elle est gérée par les Forces armées révolutionnaires [FAR, nom officiel de l'armée cubaine]. Depuis le début de l'année, sur les comptes Facebook de Gaviota et de Gaviota Tours, des Noirs ont été utilisés à trois reprises dans des messages promotionnels, tandis que des hommes et des femmes à la peau blanche apparaissaient dans plus d'une centaine de publications.

Le cas le plus curieux s'est produit le 5 septembre, quand une publication a été retirée quelques heures seulement après avoir été mise en ligne sur Facebook, au prétexte que le mannequin ne répondait pas aux critères esthétiques de l'entreprise. Il s'agissait d'une femme noire aux cheveux

**"C'est pareil partout : de la couleur locale, mais bien décolorée; pas de contrastes."**

Rafael,  
GRAPHISTE CUBAIN

noués en tresse. L'image devait faire partie de la campagne "En toute sécurité avec Gaviota", qui a pour but d'attirer les touristes malgré la crise sanitaire que traverse le pays. "La photo a dû être retirée immédiatement, assure une source au sein de l'entreprise. La présidence de Gaviota nous appelé pour nous dire qu'elle était très laide, que nous devions la supprimer sans attendre." L'image n'est plus disponible sur le fil Facebook de Gaviota Tours, mais Cubamet a pu faire une capture d'écran avant qu'elle soit dépubliée. La campagne "En toute sécurité avec Gaviota" n'a finalement jamais fait appel à des Noirs pour ses affiches.

Certains pourraient dire qu'il s'agit de faits "non conscients", de hasards, mais ceux qui ont vécu la discrimination dans leur chair – dont bon nombre de ceux qui sont chargés de promouvoir l'image de l'entreprise militaire – peuvent en témoigner : l'absence de Noirs dans ces publicités n'est certainement pas le fait du hasard.—

Publié le 10 septembre

**à la une**

# ÉNERGIE

## *Une crise durable*

Les prix de l'électricité flambent en Europe, les coupures se multiplient en Chine : le monde traverse une crise énergétique majeure. Qui est responsable ? La Russie, qui joue de sa position dominante sur le gaz naturel ? L'Asie, dont la reprise a été spectaculaire ? L'Europe, qui a libéralisé le marché ? Un peu tout cela à la fois. La solution n'est pas évidente, ni immédiate : tant que la transition énergétique ne sera pas arrivée à son terme, le marché de l'électricité restera instable. Raison de plus pour délaissé le gaz et le pétrole, tout en accordant des subventions aux consommateurs les plus modestes.



—Quartz New York

La crise de l'énergie qui a débuté en Europe est en train de devenir mondiale – et tandis que l'économie se détache progressivement des énergies fossiles, le pire reste peut-être à venir, avertissent les experts. Au Royaume-Uni, en septembre, les prix de l'électricité étaient trois fois plus élevés qu'ils ne l'ont jamais été depuis dix ans. Au Brésil et aux États-Unis, les tarifs du gaz et de l'électricité s'envolent également, tandis qu'en Chine les entreprises ralentissent leur production de smartphones et d'autres produits stratégiques destinés à l'export car l'électricité coûte trop cher. Le 28 septembre, le cours du Brent, référence mondiale de prix du pétrole, a atteint son plus haut niveau depuis trois ans.

Après une année marquée par des températures extrêmes, qui ont épuisé les réserves de gaz naturel, l'activité économique mondiale – et donc, la demande en énergie – est en pleine reprise post-pandémie. Dans les États américains du golfe du Mexique, l'ouragan Ida et les tempêtes hivernales de février ont perturbé la production de gaz et de pétrole. La Russie, premier fournisseur de gaz de l'Europe, refuse pour l'instant d'augmenter ses exportations, et les pays asiatiques, qui cherchent à sortir de leur dépendance au charbon, sont en concurrence avec les Européens pour importer du gaz naturel liquéfié (GNL), dont les stocks sont limités.

La lutte contre le dérèglement climatique cause également des problèmes. Les parcs éoliens européens manquent de vent depuis des mois et la production des barrages hydro-électriques en Chine et en Amérique du Sud diminue, à cause de la sécheresse. En parallèle, les énergies fossiles sont de plus en plus chères en Europe en raison de la hausse des prix des crédits carbone, et les exploitants du réseau chinois subissent une pression croissante de la part du gouvernement, qui souhaite respecter ses objectifs d'émissions de gaz carbonique en brûlant moins de charbon.

**Phase de transition.** La crise énergétique pourrait mettre en péril le soutien politique aux mesures de protection du climat, qui seront au cœur de la COP26, à Glasgow en novembre. Les gouvernements peuvent néanmoins faire quelque chose pour éviter que les perturbations du marché de l'énergie n'entraînent une hausse astronomique des factures d'électricité et des ruptures d'approvisionnement à l'échelle mondiale. *“Nous sommes face à un malheureux concours de circonstances dans une phase de transition où nous n'avons pas encore totalement basculé d'un système à un autre”,* explique James Henderson, qui dirige le groupe de recherche sur la transition énergétique de l'université d'Oxford [au Royaume-Uni]. *“Durant cette période, les risques de marché sont accrus. Il est impossible d'imaginer un scénario où la volatilité des prix n'augmente pas.”*

Un réseau électrique neutre en carbone nécessite deux choses. Premièrement, une source de production : les parcs éoliens et le photovoltaïque.

Mais comme ils fonctionnent par intermittence et ne peuvent être mis en route sur commande, il faut aussi un réseau de transport et de distribution puissant, capable de mettre les électrons en mouvement quasi instantanément entre les sites de production et de consommation, ainsi qu'une grande quantité de batteries.

La première partie de l'équation progresse rapidement, car le coût des technologies solaire et éolienne est en chute libre. En revanche, pour des raisons réglementaires et technologiques, les lignes à haute tension surpuissantes et les batteries n'en sont encore qu'à leurs débuts. Tant que ces technologies ne seront pas en mesure de rivaliser avec la facilité de transport et de stockage des énergies fossiles – et cela pourrait demander plusieurs dizaines d'années – les énergies renouvelables ne pourront pas remplacer complètement les énergies fossiles.

**“Il est impossible d'imaginer un scénario où la volatilité des prix n'augmente pas.”**

**James Henderson,**  
SPÉCIALISTE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE  
À L'UNIVERSITÉ D'OXFORD (ROYAUME-UNI)

Autrement dit, même si l'on opte pour une transition énergétique radicale, les combustibles fossiles continueront à tenir une place importante au sein du mix énergétique pendant plusieurs décennies. Or les entreprises qui produisent ces combustibles subissent une pression de plus en plus forte des investisseurs et des gouvernements, qui leur imposent de réduire leur empreinte carbone et leurs investissements. Si l'investissement dans la production pétrolière et gazière diminue plus rapidement que la demande mondiale, on ne pourra pas échapper à une flambée des prix, affirme James Henderson. La pandémie, durant laquelle la production de pétrole et de gaz a été mise à l'arrêt, nous a offert un avant-goût de cette situation.

*“Le problème, c'est qu'on aimerait bien voir disparaître le système fondé sur les hydrocarbures et qu'il demeure malgré tout indispensable par moments, poursuit le chercheur. Comment s'assurer que la production d'hydrocarbures est suffisante durant la phase de transition, alors que les producteurs craignent de voir leurs actifs totalement dépréciés à long terme ?”*

**Pics occasionnels.** Et même une économie postcarbone resterait sujette à la volatilité des prix, affirme Nikos Tsafos, spécialiste de l'énergie au Center for Strategic and International Studies, un think tank de Washington. Les marchés de l'électricité devront trouver un compromis entre une hausse générale des prix (pour garantir un approvisionnement suffisant, même pendant les pics de la demande) et des tarifs plus bas, accompagnés de pics occasionnels. *“C'est inévitable”,* conclut le chercheur.

Les systèmes énergétiques “propres” seront aussi soumis à l'oscillation des cours du lithium, du cuivre et d'autres métaux indispensables → 28

← Dessin  
de Rob Goebel,  
États-Unis.

**SOURCE**



**QUARTZ**

New York, États-Unis  
qz.com

Ce site d'information économique a été lancé en 2012 par le groupe de l'hebdomadaire *The Atlantic*. Destiné aux décideurs du monde des affaires, il a été conçu avant tout pour être consulté sur une tablette ou un smartphone. En 2014, *Quartz India* a vu le jour, suivi l'année suivante de *Quartz Africa*. La rédaction compte environ 70 journalistes, dont des anciens du *Wall Street Journal*, de *The Economist* et du *New York Times*.

27 ← (en grande partie extraits en Chine). Cette transition se déroulera sur fond d'ouragans et de vagues de chaleur qui mettront à rude épreuve ou endommageront le réseau, alors que la demande d'électricité augmentera pour alimenter les véhicules électriques.

Même si cette situation est douloureuse à court terme pour les consommateurs, les crises énergétiques justifient encore plus l'accélération de la transition énergétique et non pas son ralentissement, assure James Henderson. Face à une facture de gaz aussi élevée, le coût de l'énergie verte semble tout à coup plus acceptable – ce qui, après tout, est précisément l'objectif des taxes carbone.

De même, le renchérissement du gaz incite au développement de nouvelles infrastructures dédiées au GNL qui pourraient permettre d'enrayer les futures pénuries. La baisse des cours du pétrole vers 2014-2015 a aussi contribué à la pénurie actuelle, car il faut environ cinq ans pour qu'un site d'exploitation du GNL soit opérationnel, détaille Nikos Tsafos.

## “Il faut agir de façon très ciblée et aider les consommateurs qui en ont vraiment besoin.”

Nikos Tsafos,

SPECIALISTE DE L'ÉNERGIE  
POUR UN THINK TANK DE WASHINGTON

Les gouvernements disposent de plusieurs options pour atténuer les effets de la crise. Plusieurs pays européens ont diminué les taxes sur l'énergie et plafonné les prix, bien que cela ait entraîné la faillite de certains [petits] fournisseurs d'énergie, notamment au Royaume-Uni. Ils pourraient également réformer les marchés de l'électricité pour rémunérer davantage les meilleurs fournisseurs, et soutenir le développement d'infrastructures de transport et de stockage, de compteurs “intelligents” et d'autres technologies permettant de maîtriser la demande. Et comme l'a suggéré Kadri Simson, la commissaire européenne à l'Énergie, le 28 septembre, les recettes des taxes carbone pourraient être redistribuées aux ménages les plus modestes sous forme de subventions.

“Mais peut-on faire cela sans altérer l'important signal prix qui est nécessaire à la transition énergétique ? s'interroge Nikos Tsafos. Le prix élevé du CO<sub>2</sub> est une caractéristique du système, et non pas un bug. Donc on ne peut pas compenser la hausse des prix à tous les niveaux. Il faut agir de façon très ciblée et aider les consommateurs qui en ont vraiment besoin.”

Quelle que soit l'évolution des prix de l'énergie, il est indispensable de les placer dans le contexte, plus large, des répercussions du changement climatique, ajoute James Henderson. Si l'on renonçait à la transition énergétique, le coût serait bien plus élevé pour l'économie mondiale. “La valeur nette de tout cela est très probablement positive”, conclut-il.

—Tim McDonnell

Publié le 29 septembre

### Réaction

#### “VIVE LE NUCLÉAIRE !”

Une tribune du ministre de l'Économie français, Bruno Le Maire, titrée “Nous, Européens, avons besoin du nucléaire” et cosignée par ses homologues roumain, tchèque, finlandais, slovaque, slovène, bulgare, polonais et hongrois, est parue le 10 octobre dans des médias européens, dont *Die Zeit*. Le nucléaire y est dépeint comme une énergie “propre, sûre, indépendante et compétitive, à faible teneur en carbone”, qui protège les consommateurs “de la volatilité des prix”, permet de “réduire le plus vite possible notre dépendance” vis-à-vis des pays étrangers. Les signataires enjoignent l'UE de l'inclure dans la liste des énergies durables – une façon d'orienter les financements vers la filière.

→ Dessin d'Otto, paru dans *Der Freitag*, Berlin.

# LA FRACTURE NORD-SUD DIVISE LES VINGT-SEPT

La France et l'Espagne proposent une régulation des prix de l'électricité par l'Union européenne. Les pays du Nord ne sont pas d'accord.

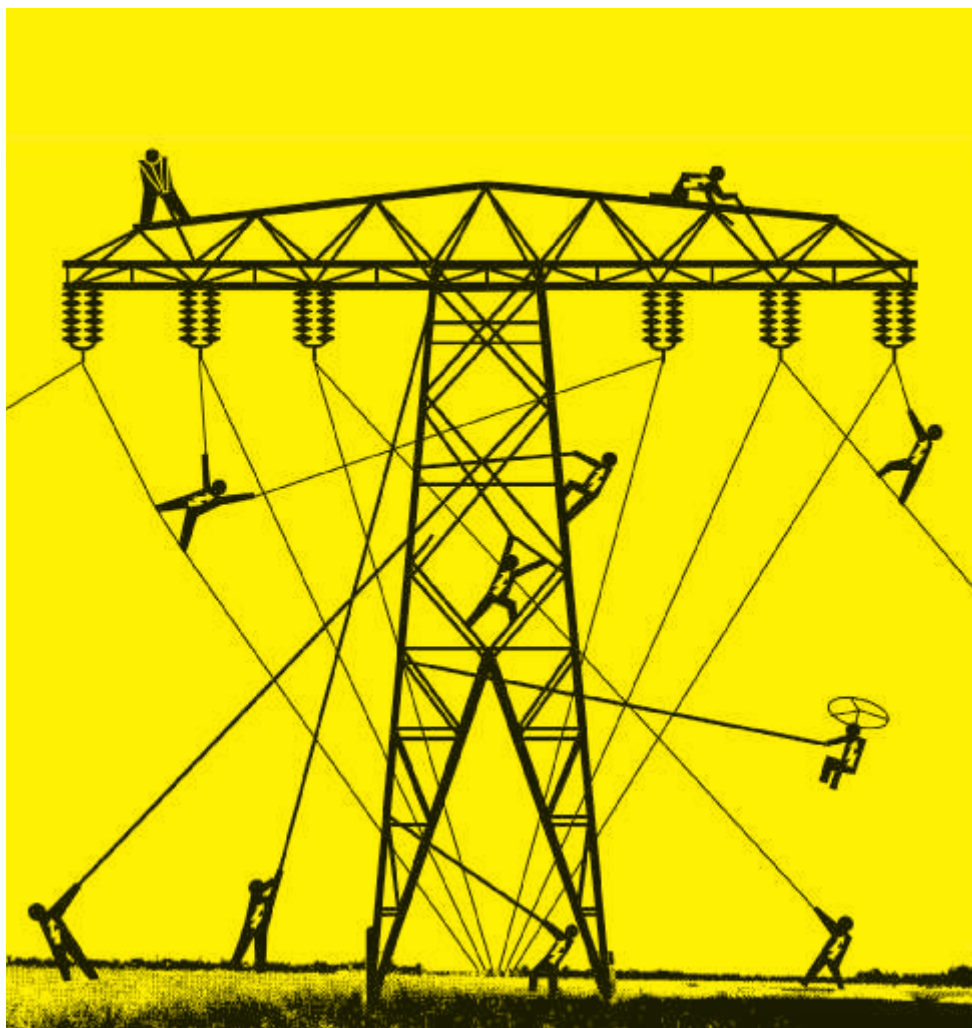
L'augmentation du coût de l'électricité a monopolisé tous les débats” le 4 octobre, lors de l'Eurogroupe, la réunion des ministres de l'Économie et des Finances de l'Union européenne, rapporte *El Español*. La France et l'Espagne, représentées respectivement par le ministre des Finances, Bruno Le Maire et par la vice-présidente du gouvernement et ministre de l'Économie Nadia Calviño ont fait “front commun”. Leur objectif : réformer le système européen de fixation

des prix de l'électricité, dans lequel, actuellement, “la technologie la plus chère (le gaz) détermine le prix de gros de l'électricité”, explique le média conservateur espagnol.

“Nous ne pouvons pas avoir des prix de l'électricité totalement dépendants du prix du gaz, a déclaré Bruno Le Maire en arrivant à la réunion. C'est une impasse.” Paris et Madrid ont donc proposé une “réforme du système de tarification de l'électricité et la création d'une réserve de gaz de l'Union européenne”. La France a insisté sur la nécessité d'une régulation



Revue de presse



à l'échelle européenne, qui permettrait de rapprocher "le coût moyen de production de l'électricité dans chaque pays et le prix payé par le consommateur". L'Espagne a, de son côté, plaidé pour "une réponse urgente et forte des institutions européennes" à la crise.

Dès le lendemain, la Grèce, la République tchèque et la Roumanie signaient avec la France et l'Espagne un appel commun adressé à l'UE. Les dirigeants de ces pays "reprochent à la Commission européenne de ne pas réagir assez rapidement", constate le **Financial Times**. Car l'envolée des prix de l'énergie "pourrait mettre en péril la reprise économique du continent et provoquer des troubles sociaux".

Mais la région reste divisée sur la gestion de la crise. "De nombreux pays, à l'instar de l'Allemagne et des Pays-Bas, estiment que cette hausse des prix est temporaire et qu'il n'y a rien à faire au niveau de l'UE : c'est le marché qui va faire baisser les prix", rapporte *El Español*. En somme, les "lignes de fracture traditionnelles entre le sud et le nord de l'Europe existent aussi sur ce dossier", explique **Le Soir**. Les pays méridionaux interventionnistes s'opposent aux "pays du Nord, qui préfèrent que le marché se règle lui-même", résume le quotidien belge.

Paradoxalement, "les deux blocs justifient leur position par le Green Deal [le Pacte vert pour l'Europe, qui prévoit de réduire d'au moins 50 % les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030], indique de son côté **Il Foglio**, à Milan. La position franco-espagnole est que si l'on ne fait pas baisser le coût de l'énergie, l'opinion voudra arrêter la transition écologique, tandis que, pour les pays du Nord, suivre la voie tracée par Paris et Madrid signifierait arrêter cette transition avant même de l'avoir commencée." Du côté français, par ailleurs, cette crise (comme ce sommet) a été l'occasion de relancer une vieille bataille visant à ce que le nucléaire soit considéré comme une énergie propre. "Bruno Le Maire a rappelé que ce serait la solution clé pour avoir de l'électricité sans CO<sub>2</sub>", rappelle **Le Soir**.

Prise en étau entre ces deux positions, la Commission a opté pour la médiation, reportant d'une semaine la présentation de sa "boîte à outils" des "instruments que les États membres peuvent utiliser pour réduire la facture, tout en respectant les règles de l'UE". Aucune réforme structurelle du marché de l'électricité n'est pour autant en vue. "Je ne crois pas que nous allons proposer une révolution de notre système", a déclaré Paolo Gentiloni, le commissaire de l'UE aux Affaires économiques, interrogé sur les propositions de Paris et de Madrid.

Une seule porte semble ouverte, le commissaire se disant disposé "à étudier la possibilité de créer une réserve stratégique de gaz à l'échelle de l'UE", souligne *El Español*. "Nous devons réagir, mais sans en faire trop", prévient l'ex-président du Conseil italien, inquiet que les États membres reculent face aux mesures nécessaires pour décarboner l'économie. Le sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne des 21 et 22 octobre devrait permettre d'y voir plus clair.

— **Courrier international**

À la une



**"RAZZIA SUR L'ÉNERGIE"** lance **The Spectator**, le 9 octobre. Avec trois compagnies d'État, la Chine de Xi Jinping part avec un avantage certain, prévient l'hebdomadaire britannique. "Pékin autorise officiellement les entreprises à surenchérir face aux autres importateurs de gaz et de charbon." PetroChina, Sinopec et Cnooc "peuvent donc offrir un meilleur prix que leurs concurrents occidentaux privés qui sont pieds et poings liés par les contraintes de leurs marchés". Seule chose à faire pour le Royaume-Uni, dépendant du gaz pour son électricité et son chauffage : "Prier pour que l'hiver soit doux en Chine."

Économie

Atténuer la hausse des prix : les stratégies pays par pays

**Allemagne** — Les ménages paient ici "l'électricité la plus chère d'Europe", 30 centimes par kilowattheure en moyenne, dont une moitié de taxes et prélèvements, note la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**. Le gouvernement plafonne la redevance EEG sur l'énergie renouvelable à 6,50 centimes par kilowattheure (elle devait passer à 9,70 centimes). Pour le reste, il "devra d'abord trouver une nouvelle coalition".

**Espagne** — En un an, les prix de l'électricité ont presque quadruplé. Le gouvernement de gauche a réduit le taux de la TVA de 21 % à 10 % jusqu'à la fin de l'année 2021, la taxe sur l'énergie est passée de 5,1 % à 0,5 % en septembre, et la taxe sur la production (7 %) est suspendue. Quant au prix du gaz, réglementé, il "ne peut augmenter que de 4 %", précise le quotidien allemand.

**Italie** — Le gouvernement accorde "3 milliards d'euros de subventions", dont 450 millions pour les familles aux revenus les plus faibles et 2,5 milliards pour couvrir la partie non tarifaire du coût de l'énergie. Le prix de référence de l'électricité aurait dû augmenter de 45 % et celui du gaz de 30 % au quatrième trimestre.

**Pays-Bas** — Alors que 7 % des ménages sont en situation de "pauvreté énergétique", le gouvernement vient d'annoncer "qu'il allait progressivement augmenter la taxe sur le gaz naturel et réduire celle sur l'électricité".

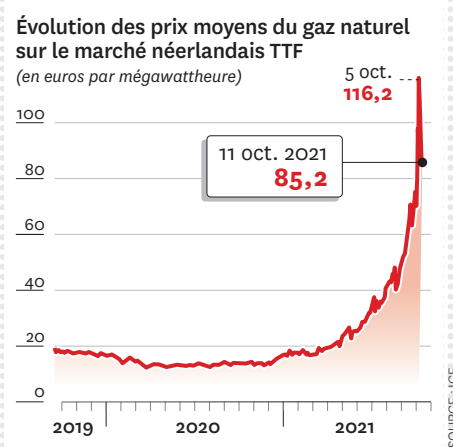
**Autriche** — L'introduction de la taxe carbone (30 euros par tonne de CO<sub>2</sub>), une promesse de la coalition conservateurs-écologistes, est reportée à juillet 2022.

**France** — Le gouvernement a plafonné les tarifs réglementés pour le gaz et l'électricité et a annoncé un chèque Énergie pour les foyers les plus pauvres.

**Royaume-Uni** — Le plafond du prix de l'électricité a été relevé de 12 %, seule concession faite aux fournisseurs d'électricité soumis à la flambée des coûts sans pouvoir la répercuter et dont "un grand nombre sont au bord de la faillite".

**Belgique** — Les partis rivalisent de propositions dans "l'un des pays de l'UE où les prix de l'électricité sont les plus élevés". "Elles vont d'une baisse de la TVA à 6 % et de paiements compensatoires aux clients à l'expansion des tarifs sociaux", indique le journal, qui ajoute : "Rien n'a été décidé."

Flambée



C'est la faute de l'Europe !

● L'Europe est responsable de la hausse des prix de l'électricité, estime le média espagnol de gauche **Público**. Certes, la flambée actuelle du prix de l'énergie s'explique par des facteurs "conjuncturels, comme la hausse du prix du gaz [...] ou celle du prix des certificats de CO<sub>2</sub> que les entreprises polluantes doivent acheter [la taxe carbone]". Mais, selon l'analyse de l'économiste Juan Torres López, dès 1987, l'Acte unique européen a imposé des conditions structurelles qui favorisent aujourd'hui l'escalade des prix. Suivant une logique néolibérale, il a étendu la libre concurrence au marché de l'électricité, qui est ainsi devenu "un oligopole" animé par "un groupe de trois, quatre ou cinq grandes entreprises qui se le partagent et le contrôlent", déplore Juan Torres López. Une situation d'autant plus regrettable que "l'électricité est un bien de première nécessité pour les entreprises et les ménages". Principale conséquence de ce fonctionnement : l'accroissement de la dépendance à des sources extérieures d'énergie, comme le gaz russe, "ce qui est particulièrement pénible lorsque l'une d'elles devient très chère". Ainsi, l'Union européenne a tout intérêt à mener "des réformes en profondeur", argumente **Público**. La principale serait d'établir des plafonds de prix sur le marché de gros de l'électricité. Et l'UE devrait réfléchir à un plan plus soutenu de développement des énergies renouvelables.

# Le Royaume-Uni paie des années de libéralisation

Le pays gère mal sa dépendance au gaz, déplore ce magazine britannique. Entre aléas liés aux importations, capacité de stockage insuffisante et multiplication de fournisseurs privés fragiles, Londres paie aujourd'hui le prix fort.

—The Economist Londres

**T**he history book on the shelf / Is always repeating itself” [“Le livre d'histoire sur l'étagère / se répète encore et toujours”] chantait ABBA dans *Waterloo*, le titre qui a permis au groupe suédois de gagner le concours Eurovision en 1974 et l'a propulsé au sommet de la gloire internationale. Un demi-siècle plus tard, l'affirmation semble se vérifier : le groupe s'est reformé et sort un nouvel album en novembre. Ses membres vont effectuer une tournée virtuelle sous la forme d'hologrammes à leur effigie rajeunie. Et, au Royaume-Uni, où ABBA a caracolé en tête du hit-parade plus de dix années durant après sa victoire à l'Eurovision, l'actualité fait de plus en plus écho aux années 1970.

À l'époque, le Royaume-Uni est en proie à des pénuries énergétiques qui handicapent son industrie. En 1974, l'État impose la semaine de trois jours à bon nombre d'usines. Aujourd'hui, le pays renoue avec les ruptures d'approvisionnement énergétique, les rayons vides dans les grandes surfaces et les plans de sauvetage du gouvernement [lire notre numéro 1614 du 7 octobre].

La toile de fond est une flambée des prix de l'énergie à l'échelle planétaire, en particulier du gaz naturel. Si beaucoup de pays le vivent mal, c'est encore plus le cas du Royaume-Uni. Depuis qu'on a découvert du gaz et du pétrole au large des côtes du Nord-Est, voilà un demi-siècle, la ressource sert à produire l'essentiel de l'électricité du pays et à chauffer la plupart des logements. Or les gisements gaziers de la mer du Nord s'épuisent. Et comme le Royaume-Uni a remplacé ses centrales à charbon par des éoliennes, dans le but de réduire ses émissions de gaz à effet de serre, il est devenu cruellement dépendant des importations de gaz naturel, surtout par temps calme.

Pour couronner le tout, ces dix dernières années, le gouvernement a autorisé des nouveaux venus à s'emparer d'une part notable du marché de détail de l'énergie, alors que leur modèle économique les prémunit mal contre les turbulences du marché. Aujourd'hui, à l'approche de la COP26 qui se tiendra en novembre

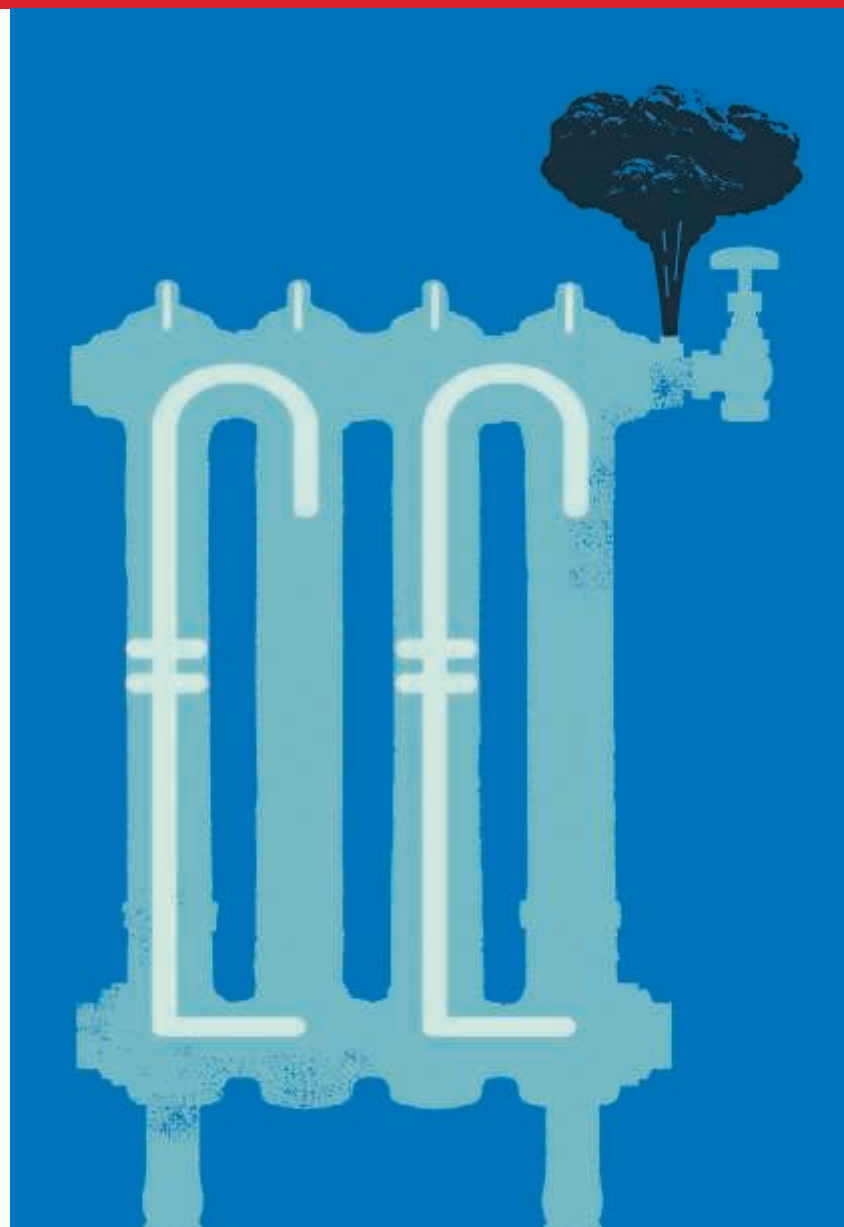
à Glasgow, le pays doit choisir entre laisser son marché de l'énergie s'effondrer et subventionner massivement les combustibles fossiles.

Le problème remonte aux années 1980 et 1990, quand les privatisations donnent naissance à un marché de l'énergie oligopolistique dominé par les “Big Six”, qui versent à leurs actionnaires de juteux dividendes et à leurs patrons de gros salaires. L'État répond alors à la grogne provoquée par la hausse du prix de l'énergie en libéralisant davantage, avec à la clé un morcellement du marché. Certains des nouveaux acteurs innovent, comme Bulb, qui propose des applications permettant de suivre sa consommation, et Octopus, qui dissuade l'utilisateur de consommer lorsque la demande est forte grâce à la “tarification dynamique”. Mais la plupart ont peu de capitaux et ne produisent pas d'énergie, se contentant de l'acheter sur le marché de gros mondial pour la revendre. Et certains se soucient peu de garantir la continuité de l'approvisionnement ou de se prémunir contre la volatilité des prix.

Ce type de modèle économique a toujours été à la merci des contractions de la demande. Or les risques se sont accrus en 2017, avec la fermeture d'un important site de stockage gazier qui a ramené les réserves de la Grande-Bretagne à 2 % seulement de sa consommation annuelle, quand d'autres gros importateurs peuvent en stocker de 20 à 30 %.

Tous les ingrédients d'une crise majeure se sont réunis cet été. À mesure que les restrictions sanitaires s'allégeaient, la demande mondiale d'énergie repartait à la hausse. L'approvisionnement de gaz en provenance de Russie, gros pays producteur, a été perturbé, et une météo anormalement calme a empêché

**Ces dix dernières années, le gouvernement a autorisé des nouveaux venus à s'emparer d'une part notable du marché de détail de l'énergie.**



↑ Dessin de Gillian Blease, Royaume-Uni.

les éoliennes britanniques de tourner. En août, l'Ofgem, le régulateur de l'énergie britannique, a annoncé que le plafond tarifaire allait être relevé de 12 % à compter d'octobre. Or, entre-temps, le prix du gaz payé par les fournisseurs britanniques sur le marché de gros a bondi de plus de 70 %. Résultat : les compagnies britanniques, liées par contrats, se retrouvent à devoir fournir du gaz aux ménages à un prix très inférieur à celui auquel elles l'achètent. [Dix] d'entre elles ont déjà déposé le bilan depuis le mois d'août, et des experts estiment que, sans intervention de l'État, des dizaines d'autres leur emboîteront le pas.

Certaines entreprises particulièrement énergivores ont été contraintes de se mettre en pause. Le fabricant d'engrais américain CF Industries a cessé sa production sur ses deux sites britanniques, expliquant que cela n'était plus rentable. L'onde de choc s'est propagée sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Le dioxyde de carbone commercial, un sous-produit de la production d'engrais, sert à conditionner les produits frais et à préserver la chaîne du froid pendant le transport. Le 21 septembre, le gouvernement a

**Contexte**

**UN MIX ÉLECTRIQUE DÉCARBONÉ D'ICI À 2035**

Outre l'argument stratégique, l'impératif écologique rend plus pressante encore la réduction de la dépendance britannique au gaz. À moins d'un mois de la COP26, organisée à Glasgow du 1<sup>er</sup> au 12 novembre, le Premier ministre Boris Johnson a annoncé sa volonté de décarboner entièrement le mix électrique dès 2035. "Pour l'heure, contextualise **The Guardian**, les énergies fossiles, gaz en tête, génèrent 40 % de la production d'électricité." Par quoi les remplacer ? "Je ne vois qu'une solution, le nucléaire, tranche Ben Wright, journaliste économique au **Daily Telegraph**, qui permettrait au Royaume-Uni d'atteindre son objectif ambitieux de zéro émission tout en fournissant un approvisionnement en électricité stable." De son côté, le **New Scientist** insiste sur la nécessité de privilégier le renouvelable, avec "d'autres solutions que les chaudières à gaz, comme les pompes à chaleur, à faibles émissions de CO<sub>2</sub>". Seulement voilà : dans le cas du nucléaire, "la plupart des réacteurs doivent prendre leur retraite bientôt". Et en construire de nouveaux sera long et coûteux. La seconde option s'annonce elle aussi onéreuse : le Comité pour le changement climatique britannique évalue à 200 milliards de livres (235 milliards d'euros) les investissements nécessaires "pour que le Royaume-Uni fonctionne à l'énergie renouvelable".

annoncé que, après concertation, CF Industries reprendrait sa production de CO<sub>2</sub>. Le subventionnement des prix de l'énergie coûtera "des millions", a reconnu George Eustice, ministre de l'Environnement.

L'État peut s'attendre à devoir déboursier beaucoup plus encore. Quand un fournisseur fait faillite, l'Ofgem fait basculer sa clientèle vers un autre. Or, cette année, les rescapés rechignent à l'idée de prendre des clients qui risquent de venir s'ajouter aux millions d'autres qui ne sont pas rentables. L'État envisage donc de prendre à sa charge les pertes liées aux clients transférés, ou de créer une entité publique temporaire – et déficitaire – pour assurer leur approvisionnement cet hiver. Dans un cas comme dans l'autre, la facture sera salée. Son montant exact dépendra du nombre de fournisseurs défaillants, mais aussi du délai dans lequel les prix du gaz vont grimper et jusqu'à quel niveau. Au gouvernement, on espère que le coût pour le contribuable se chiffrera, au maximum, "en milliards".

Après avoir négligé la sécurité de l'approvisionnement énergétique pendant dix ans, il va falloir payer la note.—

Publié le 25 septembre

**À la une**



**POUTINE TANCE L'EUROPE**

"Agitation et revirement en Europe", annonce la une du quotidien économique russe **Vedomosti**, qui résume l'intervention du président russe lors d'un conseil sur l'énergie. "Le marché énergétique mondial ne supporte pas l'agitation et les revirements. Les plans d'investissements doivent porter sur le long terme. Les actions irréfléchies peuvent produire de graves déséquilibres, tels que nous les observons aujourd'hui sur le marché énergétique européen", a-t-il déclaré. Une offre russe plus importante est possible. "Que les Européens parlent avec Gazprom. Nous n'avons pas besoin d'agitation spéculative", a précisé Vladimir Poutine.



**Vu de Russie**

**Gazprom tire son épingle du jeu**

● "Fin septembre, alors que Gazprom refusait d'augmenter le débit du gaz qui transite par l'Ukraine tant que le gazoduc Nord Stream 2 ne serait pas opérationnel, les prix du gaz se sont envolés", écrit le quotidien russe **Novyé Izvestia**. "Les dirigeants politiques européens accusent Gazprom d'avoir fait grimper les prix. Pourtant, les fournisseurs européens tout comme le consortium russe ont prouvé qu'ils avaient augmenté [jusqu'en septembre] les livraisons de 30 %. Gazprom ne peut pas être la source de la hausse des prix. Cette source, c'est l'Asie, mais l'Europe n'ose pas l'accuser", explique Artiom Touzov, de la société d'investissement Univer Kapital.

Avec la reprise économique, la demande mondiale en gaz s'est brusquement accrue en 2021, tirée par l'Asie, remise des conséquences de la pandémie bien avant l'Europe. Les livraisons de gaz naturel liquéfié ont battu des records en Asie, et l'Europe s'est retrouvée face à une pénurie, explique Viatcheslav Koulaguine, directeur du Centre d'étude des marchés énergétiques mondiaux à l'Académie des sciences de Russie. D'autre part, après un hiver assez froid, les stocks européens sont tombés en avril à 24 % de leurs capacités. Gazprom a alors augmenté ses livraisons, permettant aux réservoirs de se remplir à 70 %. Mais c'est encore loin des 80-85 % requis. Et en septembre, le marché intérieur est devenu prioritaire pour Gazprom, car le froid précoce en Russie centrale a nécessité la mise en route du chauffage. Les raisons de la situation actuelle sont à chercher du côté de la réforme du marché du gaz européen, il y a dix ans, poursuit le journal russe. De nombreux pays ont alors renoncé aux contrats à long terme avec leurs fournisseurs (la Russie, les États-Unis, le Qatar). S'ils les avaient maintenus, le gaz aurait été réservé. Par ailleurs, l'Europe pouvait auparavant compter sur une source d'énergie de substitution : le charbon, à laquelle de nombreux pays ont renoncé. Selon l'expert, le déficit de gaz en Europe pourrait être résorbé avec la mise en route du gazoduc russe Nord Stream 2, dont la construction s'est achevée le 10 septembre et dont le remplissage a commencé le 4 octobre.

Cependant, la certification de l'UE prendra plusieurs mois. Les experts russes espèrent que le dossier Nord Stream 2 sera bientôt "dépolitisé" et que "l'économie réelle et les besoins des consommateurs repasseront au premier plan". Mais même lorsque les vannes seront ouvertes, ils doutent que les prix baissent rapidement. En cause, le choix européen de la décarbonation intensive, qu'ils jugent prématuré. Quoi qu'il en soit, la crise énergétique ne se résorbera pas avant le printemps, avec la fin de la saison de chauffage. "En attendant, les Européens vont devoir se serrer la ceinture", conclut **Novyé Izvestia**.



**Vu de Hongrie**

**De l'eau dans le gaz entre Budapest et Kiev**

● Le 27 septembre, Budapest fâchait Kiev en annonçant la signature d'un contrat gazier de quinze ans avec le géant russe Gazprom. Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre, il prévoit la livraison de 3,5 milliards de mètres cubes par an par le biais du gazoduc TurkStream, qui relie la Russie et la Turquie par la mer Noire, ainsi que 1 milliard transitant via l'Autriche. Le tarif sera le même pendant toute la durée du contrat, ce qui "garantit à la Hongrie l'accès à une quantité suffisante d'énergie, même en cas de pénurie comme aujourd'hui, à des prix plus prévisibles que celui du marché", explique un politologue au quotidien de droite **Magyar Hírlap**. L'Ukraine sollicite l'arbitrage de Bruxelles afin de déterminer si cet accord entre le gouvernement Orbán et le régime de Vladimir Poutine respecte les règles européennes. "Ce pacte sert les intérêts de Moscou car les Russes ont dépensé des dizaines de milliards de dollars pour contourner l'Ukraine, projet activement appuyé par la Hongrie", note le journal d'opposition **Népszava**. L'affaire envenime les relations, déjà tendues, entre Budapest et Kiev. D'aucuns agitent le spectre d'une vengeance contre la minorité magyare de Transcarpatie, région de l'Ouest ukrainien. "Les Ukrainiens savent que la Hongrie et les Hongrois de Transcarpatie ne sont pas responsables de cet état de faits. [...] Mais cibler les Magyars semble politiquement payant aux yeux de Kiev", estime un ancien diplomate dans une tribune publiée par le site **Index**.

## EN CHINE, L'INQUIÉTUDE GRANDIT À L'APPROCHE DE L'HIVER

Des coupures d'électricité massives frappent la Chine, du nord au sud, affectant sérieusement le quotidien de la population et les entreprises. Ce site de Shanghai critique la gestion de la crise par les autorités locales. Avec la prudence et la langue de bois qui s'imposent.

— Pengpai Xinwen (The Paper)  
Shanghai

Récemment, plusieurs régions de Chine ont été frappées par des restrictions d'électricité, et des internautes se sont plaints des graves répercussions sur leur vie quotidienne des coupures de courant sans préavis. En certains endroits, l'électricité a été suspendue plusieurs fois par jour, et parfois plus de douze heures d'affilée.

Une telle situation suscite de nombreuses réactions au niveau local. Le 26 septembre, les autorités de la province du Liaoning [dans le nord-est, région industrielle où la température plonge au-dessous de zéro pendant quatre mois de l'année et atteint même  $-15^{\circ}\text{C}$ ] ont organisé une réunion de travail pour la garantie de l'alimentation en électricité; elles ont demandé aux responsables du secteur d'éviter de procéder à des arrêts brutaux ou à des restrictions d'électricité affectant la production, la vie quotidienne et les grands usagers. De son côté, la province du Jilin a tenu une réunion en visioconférence pour travailler au maintien d'un bon approvisionnement en électricité thermique afin d'assurer le chauffage des logements pendant

**On ne voit que les difficultés immédiates et leurs solutions les plus élémentaires, sans penser aux besoins des gens dans leur vie quotidienne.**

l'hiver [ $-17^{\circ}\text{C}$  de moyenne en janvier] et le bon fonctionnement de l'industrie, exigeant le maintien d'une puissance minimale pour couvrir les besoins de la vie quotidienne, du développement économique et de la sécurité. Enfin, Ma Xingrui, le vice-gouverneur de la province du Guangdong [province du sud de la Chine longtemps appelée "l'usine du monde"], s'est rendu dans les locaux de la société Réseau d'électricité du Guangdong pour mieux comprendre la situation. Il a exprimé à cette occasion le souhait que le système soit réexaminé pour lui permettre de "couvrir les besoins de la vie des gens, des installations publiques et des sites essentiels".

"La vie des gens", cette expression se retrouve sans que cela soit intentionnel dans les discours de ces différents responsables provinciaux. C'est une coïncidence qui n'en est pas une, car on peut dire que "couvrir les besoins de la vie quotidienne", c'est la base, c'est l'objectif que poursuit toute politique de développement, et c'est essentiel à la sécurité. Il est possible que certaines réactions d'internautes à ces coupures de courant soient parfois exagérées, mais elles reflètent néanmoins des problèmes de la vie quotidienne qui méritent d'être considérés et anticipés.

**Alertes tardives.** Si l'on veut montrer qu'on les prend au sérieux, il conviendrait dans la mesure du possible d'avertir les usagers, et de façon précise. Être informé, cela correspond à l'un des besoins de la vie quotidienne, tandis qu'avertir correspond à une opération de base pour couvrir ces besoins. Pour minimiser l'impact des coupures de courant sur la population, il faut améliorer autant que possible les prévisions et la réactivité des alertes, ainsi que le mécanisme de communication sur les perturbations, afin de donner aux gens suffisamment de temps pour s'y préparer.

Ainsi, la province du Liaoning a exigé des fournisseurs d'électricité qu'ils "diffusent plus tôt leurs prévisions concernant les baisses de charge du réseau d'électricité encadrée et le passage aux différents niveaux d'alerte, et élargissent le champ de leur communication". Ce n'est qu'en s'assurant que les informations parviennent rapidement et correctement au public visé que l'on évitera des situations chaotiques ou dangereuses.

Il n'y a pas que l'information, il faut aussi que l'action suive. Il y a toujours des solutions en réponse aux difficultés.

D'abord, il faut augmenter l'offre en électricité par tous les moyens pour pouvoir en garantir la bonne distribution. À ce propos, les autorités du Jilin ont souligné qu'il fallait coûte que coûte augmenter l'offre en charbon "de marché" [l'électricité thermique étant, elle, vendue à prix partiellement régulé par l'État] et s'assurer de disposer de réserves suffisantes pour ne pas avoir de coupures d'électricité en période de chauffage à cause des centrales à charbon. Les responsables du Guangdong ont, quant à eux, appelé à "tout mettre en œuvre pour augmenter la capacité de production électrique".



OPINION



SOURCE



PENGPAI XINWEN  
(THE PAPER)

Shanghai, Chine  
thepaper.cn

Le site web et l'application mobile ont été créés en 2014 par le journal Dongfang Zaobao, de Shanghai, dans le but de créer le numéro un chinois en matière d'actualités politiques et sociales. Sur les 300 salariés, environ 60% viennent du Dongfang Zaobao. Pengpai s'est très rapidement imposé chez les internautes chinois. Cependant, son ADN gouvernemental fait douter de son indépendance.

Par ailleurs, il convient de bien évaluer et hiérarchiser le niveau d'urgence et d'importance des besoins en électricité afin de donner, autant que possible, la priorité au maintien de bonnes conditions de vie, hors de toute situation de danger.

Il faut également veiller à davantage d'équité dans la distribution, en évitant que, dans une même ville, un quartier soit privé d'électricité pendant plus de douze heures, alors qu'un autre continue à être alimenté normalement. Ce n'est pas une simple question d'équité formelle, mais c'est aussi parce que, concrètement, les brèves coupures de courant sont plus faciles à supporter par la population que les longues suspensions, susceptibles de poser de nombreux problèmes.

À noter que le 26 septembre également, la compagnie municipale des eaux de Jilin, craignant de ne plus pouvoir alimenter ses usagers en eau à cause des coupures de courant, a fait savoir que "les coupures ou baisses soudaines et sans préavis d'électricité vont durer jusqu'en mars prochain. Comme les coupures d'eau, cette situation va devenir fréquente." Cette déclaration a déconcerté et inquiété les habitants, ce qui a forcé la société à présenter ses excuses en promettant de sanctionner l'auteur de ces propos.

Il s'agit typiquement d'une situation où, après avoir fait passer les besoins de la population au second plan, on essaie de se rattraper en invoquant de prétendues "maladresses de langage" ou "inexactitudes", qui cachent en fait des façons incorrectes de travailler et de penser.

On ne voit que les difficultés immédiates et leurs solutions les plus élémentaires, sans penser



aux besoins des gens dans leur vie quotidienne, cette ligne rouge à ne pas franchir. Pourtant, il faut absolument prendre conscience de leur importance pas seulement en matière d'électricité, mais dans tous les domaines et en permanence. Cela mérite toute l'attention des prestataires de services publics, qui doivent prodiguer tous leurs

efforts pour les couvrir. Cette vague de coupures de courant, par-delà le défi qu'elle pose quant à l'offre et à la répartition de l'énergie, constitue surtout un test de la capacité à assurer les besoins quotidiens des citoyens.

—Ma Shangping  
Publié le 6 octobre

← Dessin d'Otto paru dans le supplément éducation du Times, Londres.

## Décryptage

### Un mauvais mix électrique

●●● Non, la situation de pénurie que vit actuellement la Chine ne relève pas d'une demande accrue, soutient Luo Zhiheng, directeur de la recherche en macroéconomie de la société Yuekai Securities, cité par le site économique **Caixin Wang**. "Il n'a pas été observé de forte augmentation de la demande en électricité", affirme-t-il. Au cours des huit premiers mois de 2021, la Chine a consommé 5,5 milliards de mégawatts, soit une augmentation de 7 % sur deux ans. L'industrie absorbe 66,8 % du total, précise Luo. Le problème, c'est le mix électrique. En effet, l'électricité chinoise est à 72 % d'origine thermique, après quoi vient l'hydraulique (14 %, en baisse de deux points par rapport à 2019), puis l'éolien (6,7 %) et le solaire. Or "la production hydraulique montre des signes de faiblesse, tandis que le thermique connaît un léger rebond", relève-t-il, ajoutant : "le charbon est irremplaçable à court terme". Problème : il n'y en a pas assez sur le marché, et il est difficile d'en extraire davantage en respectant des normes de production de plus en plus exigeantes en matière de sécurité et d'impact sur l'environnement. De fait, "Xi Jinping a récemment insisté sur la nécessité d'accélérer la transition vers une 'énergie verte',

avec un pic d'utilisation du charbon en 2030 et la neutralité carbone en 2060", souligne le quotidien singapourien **Lianhe Zaobao**. Donc, pour l'heure, les prix du charbon augmentent, sans que cette hausse puisse être répercutée sur le prix de l'électricité, encadré par l'État. "L'activité de l'électricité thermique est dans l'ensemble dans le rouge", souligne Luo. Le 5 octobre, la Commission chinoise de régulation de l'assurance et de la banque a d'ailleurs prié les banques de renflouer le secteur, selon l'agence officielle **Xinhua**. Auparavant, le gouvernement central avait intimé aux provinces l'ordre de réduire leur consommation d'énergie, provoquant de massives coupures de courant. L'autre solution est une augmentation des importations. Selon l'hebdomadaire russe **Expert**, la Chine a demandé à la Russie d'augmenter ses livraisons d'électricité. La compagnie énergétique russe Inter RAO va doubler ses livraisons en octobre (par rapport à octobre 2020). Depuis 2012, Inter RAO livre à la Chine 3 milliards de kilowattheures par an. De son côté, pour passer l'hiver, la compagnie pétrolière Sinopec prévoit d'acheter plus de gaz naturel liquéfié, même à un prix supérieur au marché, indique le **Lianhe Zaobao** le 1<sup>er</sup> octobre.



Vu  
d'Inde

### Les réserves de charbon sont dangereusement basses

● L'Inde risque-t-elle d'être momentanément plongée dans le noir? "Les centrales électriques n'ont plus que quatre jours de charbon en stock", avertissait, dimanche 3 octobre, le journal anglophone **The Indian Express**. Rarement les réserves de charbon, utilisé pour produire environ 70 % de l'électricité en Inde, n'avaient été aussi basses. Elles "ont chuté à 8,1 millions de tonnes, soit quatre jours de stock, au 1<sup>er</sup> octobre, contre 24 millions de tonnes, ou treize jours de stock, au début du mois d'août". Le quotidien précise : "Sur les 135 centrales électriques que compte le pays, 72 possèdent des réserves de moins de trois jours alors qu'il est recommandé qu'elles aient des stocks de quatorze jours." Les réserves de charbon ont atteint un point critique en raison d'"une hausse sans précédent de la demande d'électricité liée à la reprise économique de l'Inde", estime le quotidien économique **Mint**. La croissance indienne a en effet bondi de plus de 20 % entre avril et juin par rapport à la même période de l'année précédente. "Les fortes pluies du mois de septembre ont également affecté la production et l'acheminement du charbon", tandis qu'"une hausse des prix du charbon importé" a dissuadé les exploitants de centrale électrique de stocker, détaille **Mint**. L'Inde est à la fois le deuxième consommateur, producteur mais aussi importateur de charbon du monde. "Ce n'est pas une crise de l'énergie", a néanmoins affirmé le ministre de l'Énergie indien, R. K. Singh, cité par **New Delhi Television**. "Nous répondons à la totalité de la demande du pays", a-t-il affirmé au micro de la chaîne locale, qui précise qu'un comité ministériel a été créé pour surveiller quotidiennement les réserves de charbon dans le pays. Dans un autre entretien à l'**Indian Express**, le ministre juge ainsi que la situation ne lui laissera que peu de répit au cours des cinq à six prochains mois.

# trans- versales.



## économie

Environnement .. 38  
Signaux ..... 39

# Le transport maritime essuie la tempête du siècle

**Commerce.** Partout dans le monde, les ports sont engorgés, et les conteneurs de plus en plus chers. La crise des échanges par cargo sonne-t-elle le glas d'une certaine mondialisation ?



—The Economist (extraits)  
Londres

Un porte-conteneurs géant coincé dans le canal de Suez, des coûts de fret qui battent des records, des armadas de navires qui attendent à l'entrée des ports, des arrêts de l'activité dus au Covid... Le transport par conteneurs a rarement connu année aussi agitée que 2021.

Le tarif d'envoi moyen d'un grand conteneur standard (un "équivalent 40 pieds" ou EQP [l'unité de mesure d'un conteneur standard, d'un volume d'environ 67 m<sup>3</sup>]) a passé la barre des 10 000 dollars [8 650 euros]. Soit quatre fois plus qu'il y a un an. Quand l'expédition de ce conteneur de Shanghai à New York revenait en 2019 à 2 500 dollars environ [2 160 euros] sur le marché spot [où les prix sont fixés au jour le jour], il faut aujourd'hui déboursier près de 15 000 dollars [près de 13 000 euros]. Pour une expédition de dernière minute sur la route la plus demandée, qui va de la Chine à la côte ouest du continent américain, comptez 20 000 dollars.

Certaines entreprises en viennent à prendre des mesures désespérées. Le fabricant de vélos d'appartement haut de gamme Peloton passe au transport aérien. Pourtant, les coûts

sont astronomiques, et les capacités, fournies pour moitié en temps normal par les vols de passagers, sont aujourd'hui réduites par les restrictions sur les vols internationaux. Home Depot et Walmart, deux acteurs américains de la grande distribution, se mettent à affréter eux-mêmes des navires. L'exploitation à marche forcée de bateaux inadaptés s'est cependant révélée calamiteuse. En juillet, un vraquier chargé de conteneurs [alors que ce type de bateau n'est pas conçu pour ça] a dû faire demi-tour en catastrophe pour cause de chargement mal arrimé. En Asie, de plus en plus de conteneurs sont acheminés par le rail. Pour contourner l'embouteillage dans les ports chinois, certains chargements de Chine vers le continent américain feraient même le voyage en poids lourd vers l'Europe, où ils sont alors embarqués pour traverser l'Atlantique.

Le train, l'avion et le camion ne peuvent pas tout, et encore moins pour des marchandises appelées à faire la moitié du tour du monde. Les porte-conteneurs transportent un quart des biens échangés dans le monde, en volume, et même les trois cinquièmes en valeur. Le choix est très simple aujourd'hui : soit vous payez plus cher et supportez l'allongement des délais, soit

vous renoncez à importer. Dans le monde, 8 millions de conteneurs EVP (équivalents 20 pieds) sont dans des ports, vides ou en attente de déchargement, soit 10 % de plus que l'année dernière. À la fin d'août, 40 porte-conteneurs étaient à l'ancre au large de Los Angeles et de Long Beach – convertis de facto en parkings à conteneurs, explique Eleanor Hadland, du cabinet de conseil Drewry – pour éviter de congestionner des ports qui manquent déjà de trains ou de camions pour expédier les marchandises et vider des entrepôts portuaires pleins à craquer. C'est "l'ensemble de la chaîne logistique" qui est devenue "un goulet d'étranglement", dit-elle.

### Très chers conteneurs

Coût global du fret par conteneur\*  
(en milliers de dollars par conteneur EQP d'environ 67 m<sup>3</sup>)



\* Sur la base de huit grandes routes maritimes.

SOURCES : "THE ECONOMIST", DREWRY

Longtemps, le transport maritime a été la panacée des chaînes d'approvisionnement et la clé de la mondialisation. Le fret "ne coûtait rien, au point qu'il se faisait oublier", résume David Kerstens, de la banque Jefferies. Mais une perturbation chassant l'autre, la réputation de fiabilité et de moindre coût de ces gros caissons métalliques s'est trouvée bien écornée. Et pour la plupart des spécialistes, la situation a peu de chances de s'améliorer avant le début de l'année prochaine. Les tensions sont telles qu'elles pourraient même accélérer la réorganisation du commerce mondial.

Si le transport maritime est en crise, c'est notamment parce que le secteur, qui d'ordinaire alterne courtes périodes fastes et marasmes plus longs, vivait juste avant la pandémie un de ses rares moments de bon sens. Stephen Gordon, courtier maritime au sein de Clarkson, se souvient de 2019 comme d'une période d'autodiscipline, marquée par des capacités maîtrisées et des commandes raisonnables de navires neufs. Et puis le Covid-19 a déboulé. Les compagnies maritimes, projetant un effondrement du commerce, ont mis à l'arrêt 11 % de la flotte mondiale. Or les échanges n'ont pas faibli, et les tarifs du fret ont commencé à grimper. C'est là

**Soit vous payez plus cher et acceptez de longs délais, soit vous renoncez à importer.**

que les Américains, grâce aux plans de relance, se sont mis à dépenser.

Au cours des sept premiers mois de 2021, selon le Baltic and International Maritime Council (Bimco), une association mondiale d'armateurs, le volume transporté entre l'Asie et l'Amérique a bondi de 27 % par rapport à son niveau d'avant la pandémie. Au premier trimestre 2021, le trafic portuaire aux États-Unis avait augmenté de 14 % par rapport à 2019. Il a peu progressé ailleurs dans le monde – et même diminué de 1 % en Europe du Nord. Pourtant, les tarifs ont explosé sur l'ensemble des routes maritimes, parce que les navires ont été concentrés sur le lucratif commerce transpacifique, au détriment des autres routes.

Quand un système est ainsi poussé dans ses retranchements, c'est "l'effet domino", constate Eytan Buchman, de Freightos, une Bourse de fret en ligne. Des changements de routage et de calendrier auraient pu, naguère, atténuer les conséquences de la fermeture partielle en mai de Yantian, l'un

← Dessin de Roy Scott,  
États-Unis.



IKON IMAGES

de la flotte marchande mondiale risque fort d'être moins rapide que par le passé. Les chantiers navals sont moins nombreux – 120 aujourd'hui contre 300 environ en 2008. Par ailleurs, le transport maritime, responsable de 2,7% des émissions mondiales de dioxyde de carbone, est pressé de réduire son empreinte sur l'environnement. Des réglementations plus strictes devraient entrer en vigueur en 2023.

Quoi qu'il en soit, le secteur "gardera son fonctionnement cyclique", mais en se stabilisant à des niveaux d'activité plus élevés, prédit Soren Skou, de Maersk. Quant aux conséquences de la flambée des coûts, elles varient selon les produits concernés. Les importateurs d'articles encombrants et bon marché, comme le mobilier de jardin, vont devoir prendre leur mal en patience. Selon Eytan Buchman, de Freightos, les prix spot peuvent enchérir de 1 000 euros un canapé expédié de Chine vers les États-Unis. Pour l'heure, cependant, les répercussions sur les prix à la consommation ne se font pas encore sentir : environ 60% des marchandises font l'objet de contrats de long terme, aux tarifs négociés à l'avance, contre 40% qui subissent l'envolée des prix spot, au comptant.

Pour la plupart des produits, cependant, le transport représente une fraction modique du coût global. À en croire le patron d'un grand fabricant mondial qui siège en Europe, les prix exorbitants du moment sont "supportables". Et ils ne devraient pas augmenter beaucoup plus, même si les tensions perdurent. La CMA CGM, [un groupe français] numéro trois mondial du transport maritime par conteneurs, a surpris tout le monde le 9 septembre en annonçant qu'elle gelait ses taux de fret spot. Son concurrent et numéro cinq mondial Hapag-Lloyd lui a rapidement emboîté le pas.

La décarbonation du transport maritime se traduira, à terme, par

des tarifs plus élevés qu'avant la pandémie. Cependant, selon une étude de l'armateur Maersk, les clients ne devraient pas trop en subir les conséquences. Même si un carburant moins polluant revient trois fois plus cher que le fioul lourd, le surcoût par conteneur représenterait 1 200 dollars [1 040 euros] pour une traversée du Pacifique : sachant qu'un caisson contient, par exemple, 8 000 paires de baskets, la hausse du coût du transport serait quasi indolore pour le consommateur.

### Une fois le nouvel an chinois passé, en février, il y aura peut-être un retour à la normale.

En revanche, la remise en question de la fiabilité de ce mode de transport pourrait pousser les entreprises à repenser leur fonctionnement. Au "juste à temps" pourrait succéder le "juste au cas où", avance Peter Sand. Pour se prémunir des ruptures d'approvisionnement, les entreprises constituent déjà des stocks bien plus importants qu'avant la pandémie. Fiabilité et efficacité pourraient aussi beaucoup gagner d'un recours accru aux technologies dans un secteur qui s'y est longtemps montré rétif.

Pour l'heure, il n'y a pas de vraie tendance à la relocalisation, hormis dans l'automobile, juge Soren Skou. Mais entre guerre commerciale, géopolitique tourmentée et Covid-19, le commerce mondial pourrait prendre ses distances avec la Chine. Certaines entreprises chinoises, ainsi que leurs clients, délocalisent la production dans des pays à plus bas coût afin de diversifier la chaîne d'approvisionnement et de contourner les barrières commerciales. Comme le fait remarquer David Kerstens, de la banque Jefferies, après que l'Amérique de Trump a imposé des barrières douanières à Pékin, le volume de biens importés

depuis la Chine vers les États-Unis a chuté en 2009 de 7%, mais les importations américaines sont dans l'ensemble restées stables, avec une bascule vers le Vietnam et la Malaisie notamment.

De leur côté, les compagnies de fret tentent de régionaliser leurs activités. Pour preuve, les carnets de commandes explosent pour les porte-conteneurs de 13 000 à 15 000 EVP, plus modestes que les géants des mers qui ne peuvent rentrer que dans les plus grands ports. Le Vietnam a inauguré en janvier un nouveau port en eaux profondes qui peut accueillir tous les cargos, sauf les plus gros.

Il reste cependant difficile de trouver de nouveaux fabricants, en particulier pour les produits les plus complexes. Pour autant, l'idée de la démondialisation commencerait à faire son chemin, dit-on, chez les fabricants de prêt-à-porter bon marché et de biens de grande consommation. Si les coûts exorbitants et les retards persistent, certains ne tarderont pas à conclure qu'il vaut mieux se rapprocher de ses fournisseurs qu'acheter moins cher et plus loin. Faute d'option face au transport maritime, la seule solution sera de déplacer les usines. —

Publié le 4 octobre

#### SOURCE



#### THE ECONOMIST

Londres

Hebdomadaire

1 583 955 exemplaires (2020)

economist.com

Grande institution de la presse britannique, *The Economist*, fondé en 1843 par un chapelier écossais, est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale. Ouvertement libéral, il défend généralement le libre-échange, la mondialisation, l'immigration et le libéralisme culturel.

des plus grands ports de Chine, puis celle de Ningbo en août, dues toutes deux à des cas de Covid-19.

Mais quand les capacités sont saturées, c'est impossible. "Tous les navires en état de naviguer sont en service", insiste Soren Skou, le patron de Maersk, le [groupe danois] numéro un mondial du transport maritime. Les conteneurs vides sont tous au mauvais endroit. Les congestions portuaires immobilisent des navires. Et le délai moyen d'expédition de porte à porte du fret maritime est passé de quarante et un jours il y a un an à soixante-dix jours, précise-t-on chez Freightos.

Pour certains spécialistes du secteur, il faudra sans doute attendre que soit passé le nouvel an chinois, en février prochain, pour voir un retour à la normale. Pour Peter Sand, du Bimco, les perturbations pourraient durer une année encore.

Du côté de la demande, l'activité aux États-Unis sera un facteur décisif. Si les ventes au détail ont reculé en juillet, elles restent en

hausse de 18% par rapport à avant la pandémie, souligne le cabinet Oxford Economics. Mais quand bien même les consommateurs américains mettraient la pédale douce, les entreprises, elles, vont devoir reconstituer leurs stocks asséchés par la fièvre d'achats et préparer les fêtes de fin d'année. Sans compter que la demande en Europe semble repartir à la hausse.

Sur cet océan d'incertitude, un phare demeure. Le secteur, qui a accumulé les bénéfices, réagit plutôt sainement, constate Peter Sand : sur les huit premiers mois de l'année, il a battu son record annuel de nouvelles commandes, mesurées en capacité de transport. Mais avec des délais de mise en service de deux à trois ans, cette soupape ne fera pas effet avant 2023. Et le renforcement

### Il n'y a pas encore de vraie tendance à la relocalisation, hormis dans l'automobile.

LES  
MOTS  
DES  
AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de *Courrier international*.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

# Au Chili, une économie fragile

**Croissance.** Si la crise due au Covid-19 semble passée, l'inflation menace, en raison notamment de l'autorisation donnée aux Chiliens de puiser dans leurs fonds d'épargne retraite privés.



—El País América Mexico

La pandémie n'est plus le principal danger pour l'économie chilienne, qui, au cours des trois dernières décennies, a été l'une des plus stables de la région.

Des économistes de tous bords politiques s'accordent à dire que le problème tient à une sortie désordonnée de la crise. En effet, les Chiliens ont été autorisés à puiser dans leur épargne retraite [privée], ce qui a des répercussions considérables sur le système financier.

En cette année électorale où le Congrès débat d'un quatrième retrait de 10 % des fonds de pension [approuvé le 28 septembre], contre l'avis du gouvernement de Sebastián Piñera, la Banque centrale a pris ces dernières semaines des mesures inédites pour enrayer l'inflation, qui a atteint 4,7 % durant les derniers mois. L'institut monétaire a décidé une hausse du [principal] taux d'intérêt de 75 points de base, la plus élevée en vingt-trois ans, pour le porter à 1,5 %.

“Le plus grave, c'est qu'une grande partie de nos problèmes sont auto-infligés, et c'est alarmant”, s'inquiète l'économiste Rodrigo Valdés, ancien ministre

des Finances du deuxième gouvernement socialiste [2014-2018] de Michelle Bachelet. L'économie chilienne, qui, par le passé, a connu des crises provoquées par des chocs externes, subit aujourd'hui une sorte de séisme local, et “ressemble à celle de pays émergents à forte instabilité”, assure-t-il.

En mars 2020, quand la région a été frappée par la crise du coronavirus, le Chili sortait à peine des révoltes sociales d'octobre 2019. La crise politique et sociale a fait vaciller l'économie, qui a été ensuite ébranlée une deuxième fois par la pandémie. Durant cette période de presque deux ans, l'exécutif n'est pas parvenu à reprendre la situation en main, et le Congrès – où même les partis politiques traditionnels ont perdu toute autorité – a voté des mesures très contestables. Dans le cadre de la crise du Covid-19, le Parlement a autorisé trois [désormais quatre] retraits des fonds de pension, permettant aux Chiliens

**“Il n'y a rien de plus inhumain dans l'économie que l'inflation.”**

**Mario Marcel**, PRÉSIDENT DE LA BANQUE CENTRALE

de récupérer à chaque fois jusqu'à 10 % de leur épargne.

Les députés, tant d'opposition que de droite, cherchaient à donner un coup de pouce aux familles sur fond de crise sanitaire. Même si une partie d'entre eux – surtout dans l'opposition – espèrent à terme la disparition d'un système de retraite [d'inspiration néolibérale] pionnier dans le monde [il remonte au début des années 1980], fondé sur la capitalisation individuelle et fortement délégitimé dans l'opinion publique par la faiblesse des pensions de retraite [l'objectif de ses opposants étant de le remplacer par un système plus équitable].

Les retraits ont entraîné une hausse sans précédent de la consommation, qui a augmenté de 33 % au deuxième trimestre et pourrait continuer de croître, car il reste sur les comptes bancaires des Chiliens quelque 23 milliards de dollars venus des fonds de pension, prêts à être dépensés. Cela représente 9 % du PIB.

Cette énorme quantité d'épargne disponible a une incidence sur la perception de l'économie. D'après l'un des principaux baromètres de ce pays d'Amérique du Sud, l'enquête du Centre d'études publiques, 31 % des personnes interrogées considèrent que leur situation économique personnelle est bonne ou très bonne, soit le taux le plus élevé depuis 2007. En revanche, les Chiliens voient d'un tout autre œil la situation économique du pays : 18 % seulement la jugent bonne ou très bonne, selon la dernière édition de l'enquête, publiée le 15 septembre.

Le Chili a pu surmonter la récession liée à la crise du Covid-19, si bien que la croissance du PIB en 2021 devrait atteindre 11,5 %, selon les projections de la Banque centrale. Mais le gouvernement a dû céder aux pressions de tous les partis politiques et renforcer les aides de l'État, comme le revenu familial d'urgence (IFE Universal), prolongé jusqu'à la fin de 2021. Le renforcement des mesures budgétaires, la hausse de la consommation et les énormes liquidités disponibles font craindre au gouvernement de plus fortes pressions inflationnistes.

“L'économie tourne à plein régime, et si la politique budgétaire reste expansionniste jusqu'à la fin de l'année, nous devons au moins réduire l'intensité de l'accélération”,

explique le président de la Banque centrale, Mario Marcel, un économiste de gauche qui a été attaqué par une partie de sa propre famille politique en raison des mesures qu'il a prises.

Ainsi le Parti communiste, qui aspire à conquérir la Moneda [siège de la présidence] sous les couleurs de son candidat Gabriel Boric, député du Frente Amplio [coalition de gauche], a accusé cet organisme autonome d'être “un fléau”. Mais Mario Marcel a défendu sa politique. “Il n'y a rien de plus inhumain dans l'économie que l'inflation”, a-t-il affirmé.

**Quelque 31 % des Chiliens jugent leur situation économique personnelle bonne ou très bonne.**

Une grande partie des économistes chiliens reconnaissent que les perspectives vont devenir encore plus compliquées avec le quatrième retrait des fonds de pension. L'économiste Ricardo French-Davis, du courant progressiste de l'opposition, a commenté sur Twitter : “Aujourd'hui l'économie chilienne est radicalement différente de ce qu'elle était en 2020. Avant, le pouvoir d'achat était insuffisant. Aujourd'hui, il est reparti à la hausse, avec un IFE très amélioré”. Le ministre des Finances, Rodrigo Cerda, a quant à lui lancé cette mise en garde : “Ces mesures peuvent avoir un impact énorme, nous devons donc être extrêmement prudents.”

## Contexte

●●● Après la révolte sociale d'octobre 2019, parfois violente, sans leader identifié ni slogans unitaires, l'État chilien avait accepté de lancer la rédaction d'une nouvelle Constitution. Après avoir été élus au suffrage universel direct en mai dernier, les 155 constituants ont pris leurs fonctions le 4 juillet. Ils ont un an pour écrire le texte, qui devra ensuite être soumis à un référendum. Ce que cette élection a confirmé, c'est le renouvellement complet de la classe politique, avec l'échec

↳ Dessin de Pavel Constantin, Roumanie.

La hausse des prix touche déjà différents secteurs de l'économie nationale, notamment celui des voitures d'occasion, dont les prix augmentent à vue d'œil. Par ailleurs, on observe une pénurie de certains appareils ménagers.

Quant aux taux d'intérêt sur les crédits à long terme, par exemple les prêts immobiliers, ils ont augmenté cette année de deux points de pourcentage, en grande partie à cause des retraits sur l'épargne retraite, selon l'ancien président de la Banque centrale José de Gregorio.

Parallèlement, le Chili est confronté à des changements importants, comme la rédaction de la nouvelle Constitution, qui devrait être prête au plus tard en juillet 2022. En outre, les Chiliens sont appelés une nouvelle fois aux urnes le 21 novembre, pour les législatives et la présidentielle. Les deux principaux candidats, Gabriel Boric pour la gauche et Sebastián Sichel pour la droite, ont des points de vue différents sur le nouveau retrait des fonds de pension : le premier y est favorable, le second est contre.

Quoi qu'il en soit, aucun des deux hommes ne bénéficie d'un soutien important dans l'électorat, d'après l'enquête du Centre d'études publiques. Gabriel Boric rassemble 13 % d'intentions de vote, contre 11 % pour Sebastián Sichel, et 65 % des Chiliens n'ont toujours pas décidé à qui ils allaient donner leur voix. À deux mois seulement des élections.

—Rocío Montes

Publié le 19 septembre

de partis traditionnels comme les sociaux-démocrates et la démocratie chrétienne. “La droite est isolée, le centre gauche, exsangue, et les indépendants ont effectué une forte percée”, résumait à l'époque **El País América**. Un bouleversement qui risque de durer. La nouvelle maire de Santiago, élue le 28 juin, est une figure du Parti communiste. Et le candidat pour l'instant favori des sondages pour la présidentielle du 21 novembre fait partie d'une coalition de gauche radicale.



Mettez une note de légèreté dans votre matinée

**CHRISTIAN MORIN**

de **9h30** à **12h**

**RADIO  
CLASSIQUE**



En direct et en replay sur [radioclassique.fr](http://radioclassique.fr) et l'application Radio Classique

**Et votre journée devient plus belle**

ENVIRONNEMENT



# Il faut sauver l'arbre dragon

**Écologie.** À Socotra, la dernière forêt mondiale de *Dracaena cinnabari* est menacée de disparition. Mais la population et les scientifiques se mobilisent.



—Le Temps Genève

Sur les plateaux montagneux de Dixam, sur l'île de Socotra [au Yémen], des vautours d'Égypte tournoient dans le ciel. Certains se posent sur les corps déchirés d'arbres dragonniers aux écorces grisées par la mort. Megh et Chapala, les deux cyclones de 2015, ont arraché des centaines de milliers de spécimens.

Ahmed Suliman Abdullah, ornithologue socotri, enjambe avec peine les troncs et branches des *Dracaena cinnabari* abattus. L'homme touche, caresse de sa paume. Sa main s'arrête sur un dragonnier à l'horizontale. "Celui-là, ses feuilles poussent encore, mais plus pour longtemps", se désolé-t-il. Des cimetières comme celui-ci, l'île en compte de plus en plus. Le réchauffement climatique a multiplié la fréquence des cyclones depuis le début des années 2000. Certains font irruption dans l'archipel, parfois même hors saison des grands vents, entre mai et juin.

*Dam Al-akhawayn*, de son nom arabe qui signifie "le sang des deux frères", fait partie intégrante de l'environnement de Socotra. C'est l'un des rares arbres de l'île. Il produit de l'ombre, des fruits, de la fraîcheur et de la rosée pour

les animaux, dont les insectes. C'est aussi un refuge pour les nids d'espèces d'oiseaux endémiques à l'île, comme la buse, le hibou petit duc ou encore l'étourneau de Socotra.

Sur une île où les précipitations se concentrent d'octobre à décembre et où les périodes de sécheresse s'intensifient année après année, l'arbre dragonnier est indispensable pour la survie de la faune et de la flore de l'archipel. Grâce à son feuillage en forme de champignon et à ses branches tentaculaires, le végétal parvient à absorber les précipitations horizontales, comme les nuages ou l'humidité dans l'air, et en fait bénéficier les espèces animales.

Debout face au précipice d'un des canyons de Dixam, Ahmed Suliman observe au loin la dernière forêt mondiale de *Dracaena*. Celle-ci, nommée en socotri "Firmihin" ("les Femmes"), est cernée et protégée par de célestes falaises marquées par les cascades qui s'écoulent durant la saison des pluies. Clairsemée comme une soirée d'invités timides, Firmihin compte environ 28 000 arbres adultes âgés de 500 à 1 000 ans. En 2015, 4 200 spécimens ont été déracinés par les cyclones, soit 13 % de la forêt.

"Le lieu est très dur d'accès pour les éleveurs et reste protégé des vents", affirme Ahmed. S'ils sont une réelle menace pour les arbres dragonniers, les cyclones ne sont pas la seule cause de leur disparition. "Les bergers ne respectent plus les traditions de transhumance. Nos ancêtres savaient comment gérer leurs troupeaux pour que les terres se régénèrent. Les anciens Socotris respectaient des lois très précises. Ce n'est plus le cas maintenant", se désolé-t-il.

**Transhumance.** Chèvres et moutons sont aujourd'hui laissés libres par les éleveurs dans les montagnes et les plaines de l'île. Les troupeaux broutent ainsi frénétiquement chaque bourgeon ou petite pousse des plantes endémiques de l'archipel. Une catastrophe pour la biodiversité de Socotra et pour la régénération des populations d'arbres dragonniers à la croissance très lente. Il faut en effet une centaine d'années à un *dam Al-akhawayn* pour arriver à l'âge adulte.

Importés sur l'île lors de la première véritable migration, il y a 11 000 ans, les troupeaux de chèvres et de moutons ont longtemps servi au commerce du ghee, le beurre clarifié. "Traditionnellement, la reproduction était gérée de manière à maximiser les naissances pendant ou après les pluies, quand les parcours de transhumance étaient riches, mais les jeunes mâles étaient tués au cours des premières semaines de leur vie. Une pratique en déclin, car les animaux sont élevés de plus en plus pour leur viande plutôt que pour leur lait, ce qui a entraîné sur l'île une augmentation incontrôlée du cheptel de ruminants", écrit dans un rapport [publié en 2011] Kay van Damme, chercheur [en biologie] à l'université de Gand, en Belgique.



Ce dernier estime qu'il y aurait à Socotra cinq fois plus de chèvres que d'humains, soit environ 480 000 bêtes pour 100 000 habitants. L'homme arpente l'archipel depuis vingt-deux ans et constate que "seules les traditions des Socotris ont pu préserver toutes ces espèces uniques. Mais au cours des dernières décennies, une lente érosion culturelle a affecté le lien entre l'homme et la faune, causant des répercussions importantes", assure-t-il.

La chute de la demande en ghee de Socotra, l'avènement d'extrêmes sécheresses, la création de nouvelles professions dans l'archipel, la dépendance accrue au tourisme et la migration de nombreux habitants de l'intérieur des terres vers les zones côtières ont précipité la perte des pratiques de transhumance. Aujourd'hui, chèvres et moutons sont élevés par les populations rurales pour leur chair uniquement.

Même si l'accès à Firmihin est rendu difficile par ses routes de pierre impraticables et ses dénivelés vertigineux, la forêt renferme un petit hameau de huttes

**"Une lente érosion culturelle a affecté le lien entre l'homme et la faune."**

Kay van Damme,  
CHERCHEUR EN BIOLOGIE

construites en pierre brute. Là, quelques villageois historiques régis par un cheikh chuchotent à l'oreille des dragonniers depuis les premières colonisations de l'archipel. De petits moutons bêlent à l'entrée d'une cahute protégée par une barrière de branches sèches. Une vieille femme, voile noir sur le visage ramené par sa main gauche, fait entrer les bêtes. Mitkel Amer ne sait pas vraiment quand elle est née mais une chose est sûre, les arbres dragonniers du bois étaient là avant sa naissance et celle d'un bon nombre de ses ancêtres. "Nous sommes tristes car les derniers cyclones en ont détruit tellement. Voir tous ces arbres morts, ça été un choc. Mais il n'y a rien que nous puissions faire..."

Quelqu'un se présente à la porte de la cahute. La vieille femme réajuste son voile et s'en va ouvrir de nouveau. Enturbanné, un homme au visage rougi par le soleil fait

Des enfants escaladent un dragonnier de Socotra sur le plateau de Dixam, dans le centre de l'île. Photo Peter Martell/AFP

son apparition. Il dit vouloir se reposer. Salem Hamdiah est l'un des assistants d'une équipe de chercheurs tchèques partie plus tôt dans la journée relever des données dans la forêt, pour analyser le phénomène de la disparition des dragonniers.

Le doctorant socotri à l'université de Ljubljana [Slovénie] a repéré plusieurs groupes de chèvres dans la forêt, mais il n'en veut pas aux villageois. "Leurs troupeaux dans la forêt sont leur seul revenu et leur seule source de nourriture..." Mitkel Amer réplique : "C'est la nourriture des chèvres, et elle se fait rare ces derniers temps."

**Pépinière.** Assisté par deux autres chercheurs locaux, Petr Madera se trouve plus haut dans la montagne. Le professeur tchèque de phytologie forestière à l'université Mendel de Brno relève la circonférence du tronc d'arbres dragonniers pour comparer les données qu'il a récoltées sur les mêmes *Dracaena*, onze ans plus tôt. Aidée par son téléphone, une carte et un GPS, l'équipe tente de retrouver les arbres marqués.

Beaucoup ont disparu ou sont à l'horizontale, les racines sorties du sol, les branches brisées. La première coordonnée indique un arbre, et quatre autres spécimens autour de lui, dans un rayon de 4 mètres. Un seul a survécu aux deux cyclones de 2015. Celui-ci présente une circonférence de 78,66 centimètres, soit une progression de 1,66 centimètre en onze ans. "C'est un arbre à la croissance très lente. Dans cent ans, 30 % à 40 % des arbres dragonniers de Socotra auront disparu. C'est une prédiction optimiste qui ne prend pas en considération l'avènement de cyclones, imprévisible."

Attristés par la disparition programmée de leur arbre symbole, des Socotris ont construit, sur les sommets de Dixam, une large pépinière protégée par de hauts murs de pierre. Encadrés par Petr Madera, les villageois y ont planté plusieurs centaines d'arbres dragonniers au début des années 2000. De petites pousses commencent seulement à émerger du sol. Dans une centaine d'années, une forêt de *Dracaena* verra le jour, et les nouvelles générations sauront que le sang des deux frères vaut la peine d'être versé.

—Quentin Müller  
Publié le 11 juin

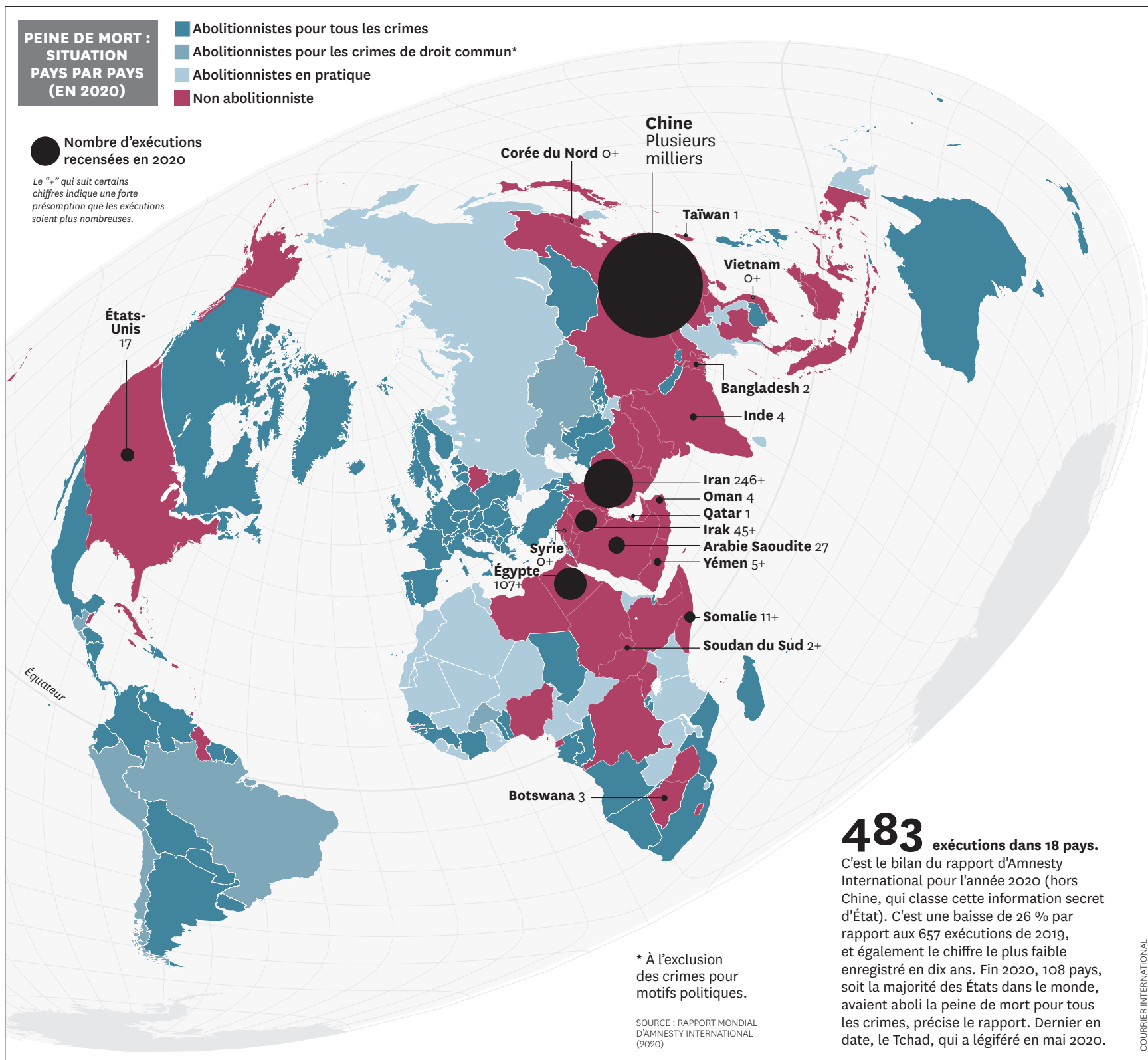


signaux

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

# La peine capitale recule lentement

En 2020, l'Iran, l'Égypte, l'Irak et l'Arabie Saoudite ont procédé à 88 % de toutes les exécutions recensées dans le monde.



La source

**COURRIER INTERNATIONAL.** Le 10 octobre 1981, la France a aboli la peine de mort. Cette carte, réalisée par les cartographes Thierry Gauthé et Philippe Godefroy, dresse l'état des lieux de la peine capitale dans le monde, quarante ans après cet événement

historique. Elle distingue les pays qui l'ont bannie de leur législation (les "abolitionnistes"), ceux qui ne la pratiquent plus et ceux qui continuent d'exécuter des condamnés - une catégorie surtout représentée en Asie et au Moyen-Orient.

## 360

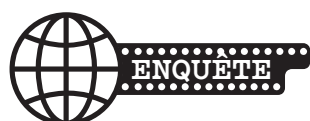


## MAGAZINE

Les chansons oubliées de Reuben T. Caluza • Culture .. 46  
 Le serment de Haïda Gwaii • Voyage ..... 48  
 L'African Theater, un pari new-yorkais • Histoire..... 50

# Roblox, terrain de jeu de l'extrême droite

**Le jeu vidéo Roblox permet aux joueurs de construire les univers dont ils rêvent. Certains créent des lycées pour sirènes, d'autres des utopies fascistes ou des reconstitutions de l'Allemagne nazie. Ces derniers jurent que tout est second degré et ironie. Mais cela peut-il vraiment n'être qu'un jeu ?**  
 —Wired [extraits]  
 San Francisco



**C**ela fait des heures que Ferguson, collégien résidant dans l'Ontario, au Canada, tape la même suite de caractères sur son clavier.  
 Z, Q, S, D.  
 Z, Q, S, D.

Le garçon, âgé de 11 ans, contrôle un avatar numérique, sorte de trouper aux allures de bonhomme Lego, qui fait des tours de piste sur un aérodrome futuriste. Ses doigts lui font mal, mais il pourrait continuer des heures. Car chaque pression sur ces touches le rapproche de son objectif : gravir les échelons d'un groupe dans le jeu vidéo Roblox.

Le groupe en question obéit à des règles. Des règles strictes. Des joueurs vêtus d'uniformes de pilotes ou de marines aboient des instructions dans des petites bulles de dialogue. Lorsqu'il ne fait pas des tours de piste, Ferguson est à l'exercice ou effectue des manœuvres – des trucs de soldat. Durant l'entraînement, "oui", "non" et "chef" sont les trois seuls mots qu'il emploie. Et le "chef" est généralement Malcolm, un adolescent qui règne en maître sur ce monde. "Son truc, c'était l'emoji clin d'œil, se souvient Ferguson. Il était charmant. Il était drôle. Il avait le sens de la repartie, c'était instantané. C'était un enfoiré."

À l'époque, en 2009, Roblox n'existe que depuis deux ans, mais il a déjà séduit plusieurs millions de joueurs, notamment des enfants et des adolescents. Il s'agit moins d'un jeu que d'une confluence de mondes virtuels interconnectés : une immense salle d'arcade plutôt qu'un simple jeu façon *Street Fighter II*. Dans Roblox, les joueurs se voient offrir une série d'outils basiques pour façonner l'environnement qu'ils veulent, qu'il s'agisse d'un village du manga *Naruto*, d'un lycée pour sirènes ou d'un endroit comme celui proposé dans *Somewhere, Wales* ["Quelque part au pays de Galles", un jeu qui permet d'administrer une ligne de chemin de fer fictive dans le pays de Galles des années 1930]. Les utilisateurs ont inventé toutes sortes de jeux allant de l'apiculture → 42



SOURCE



**WIRED**

San Francisco, États-Unis

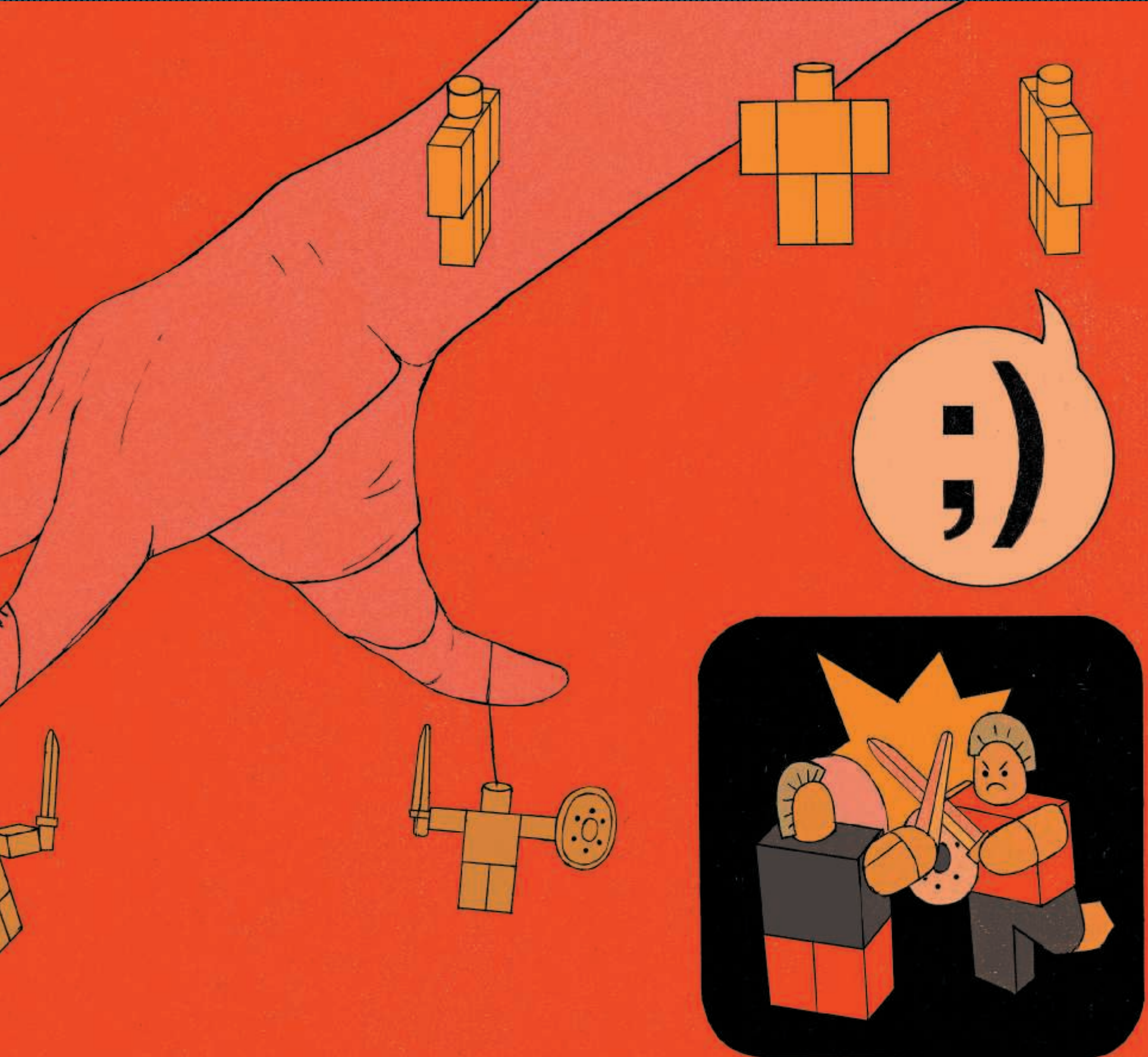
Mensuel, 870 000 ex.

wired.com

Fondée en 1993, cette revue à la maquette détonante est une référence internationale

de la culture technophile. "Câblé" couvre sans complaisance l'actualité internationale en mettant l'accent sur les nouvelles technologies et les sciences. Le magazine a été décliné dans des éditions britannique, italienne et japonaise.

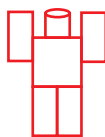
↓ Dessin de **Toma Vagner** paru dans **Wired**, San Francisco.



40 ← à la gestion d'un parc d'attractions, en passant par l'art de retourner les pizzas, de pelleter de la neige, d'utiliser des toilettes publiques ou de se jeter dans des escaliers. Ils ont également érigé des lieux où se retrouver et se glisser dans la peau de divers personnages, suivant différents scénarios : devenir membre d'une fraternité ou d'une sororité étudiante, intégrer la police de Washington.

Ferguson, lui, était attiré par les jeux aux structures plus militaires. Aujourd'hui âgé de 23 ans, il a demandé à n'apparaître que sous son pseudo en ligne – qu'il entend plus souvent que son vrai nom. Il ne souhaite pas que ses informations privées soient livrées en pâture. Il était, de son propre aveu, un enfant difficile. Il n'aimait pas l'école, n'avait pas de hobbies, pas d'ambition, pas d'ami. *"J'étais littéralement un zéro"*, résume-t-il. Son manque de confiance en lui et son anxiété le rendaient fébrile, il était difficile d'établir le contact avec lui. Mais peu importait. Chaque jour en rentrant de l'école, il jouait à *Roblox*. Là, se souvient-il, *"je pouvais être le roi de ce putain de monde"*.

Ou, en tout cas, le larbin du roi. Car dans ce premier groupe – recréant un univers de science-fiction inspiré du jeu de guerre *Halo* –, où Malcolm se trouve également, Ferguson démontre sa loyauté, exerce après exercice, tour après tour. Malcolm (le nom a été changé) ne réclame pas le pouvoir : il se comporte simplement avec la certitude absolue de toujours le posséder. *"C'était comme si on formait une petite unité militaire"*, explique Ferguson. *L'opinion de cette personne était importante pour moi. Je m'efforçais de faire de mon mieux. Et je me mesurais en permanence à l'aune de ses standards.* Ferguson finit par devenir un fidèle lieutenant de Malcolm.

 **Le groupe obéit à des règles. Durant l'entraînement, "oui", "non" et "chef" sont les seuls mots autorisés.**

Pour accroître leur influence, les garçons lancent des raids sur d'autres groupes, donnant l'assaut lorsque Malcolm hurle sur Skype les paroles de *Chop Suey!*, une chanson de System of a Down. Ils attirent d'autres utilisateurs dans des jeux de rôles qu'ils ont créés : dans l'un, ils incarnent des Sith de l'univers de *Star Wars*; dans un autre, ils sont soldats américains au Vietnam; dans un autre encore, ce sont des nazis pendant la Seconde Guerre mondiale.

C'est en découvrant les forums sulfureux de 4chan [très populaire forum, où les contributions sont anonymes] que Malcolm a commencé à s'intéresser au nazisme, poursuit Ferguson. Il s'est passionné pour les mêmes antisémites et les inversions de l'histoire. Sur *Roblox*, il a construit un village allemand, où les membres de son groupe peuvent faire des reconstitutions historiques et s'emparer du drapeau de l'adversaire – en portant des armes et des uniformes SS. Malcolm se fait alors appeler "Führer".

Ferguson se présente lui-même comme *"un petit con anarchiste"*. Un trait de caractère qui s'est d'abord exprimé par une forme d'irrévérence. À laquelle a succédé le goût de la cruauté. Il a enfin trouvé sa tribu et,



au sein de celle-ci, est parvenu à un certain degré d'autorité. Ça ne le dérange pas de marcher sur les autres pour se faire une place. D'autant qu'il est [à l'époque] convaincu que Malcolm agit surtout par esprit de contradiction et n'est pas réellement fasciste. Il se moque des *"conversations sur les fours"* de Malcolm et des blagues antisémites que celui-ci lance au cours de leurs appels nocturnes. *"Mouais, 6 millions"* est l'une des répliques préférées de Malcolm – une référence railleuse au nombre de victimes de l'Holocauste. *"C'était à une époque où, sur Internet, on se demandait : 'Attends, est-ce qu'il le pense sérieusement ?' explique Ferguson. Il ne peut pas vraiment y croire. Ce serait complètement fou."* (C'était *"un numéro typique de troll, rien de très sérieux"*, affirme Malcolm.)

En 2014, raconte Ferguson, Malcolm regarde la série *Rome* diffusée sur HBO – le récit de la transformation violente (et apparemment très sexualisée) de la République romaine en Empire romain. Inspiré, Malcolm dit à son lieutenant de troquer leurs uniformes pour des toges. Ensemble, ils créent alors ce qu'ils considèrent comme leur plus grande réussite sur *Roblox* : un groupe baptisé Le Sénat et le peuple de Rome [en référence à la devise latine *Senatus populusque Romanus*, SPQR]. Une communauté dont le nom évoque les grands idéaux de la démocratie représentative, mais qui fonctionne comme un véritable État fasciste, avec troupes d'assaut, esclavage et loi sur les "dégénérés" [en référence à la qualification d'"art dégénéré" appliquée par le régime nazi à l'art moderne ou à toute œuvre juive ou communiste]. Malcolm prend le pseudonyme de YourCaesar ("votre César"). En 2015, au faite de leur popularité, Ferguson et Malcolm disent avoir exercé leur emprise dystopique sur plus de 20 000 joueurs.

Aujourd'hui, *Roblox* n'est plus le jeu "bac à sable" [ou *sandbox*, un jeu qui évolue sans scénario préétabli, selon les décisions des joueurs] pratiquement sans aucune limite qu'il était. L'entreprise à qui il appartient est entrée en Bourse en mars dernier et est valorisée à 55 milliards de dollars. Des dizaines de millions de personnes y jouent quotidiennement, surtout depuis la récente pandémie. Les règles d'utilisation sont plus strictes, et des employés humains ainsi que des outils d'intelligence artificielle veillent à les faire respecter. Il



est interdit de qualifier quiconque d'"esclave". Interdit d'arborer des svastikas. Tout insigne de l'Allemagne de 1939-1945 est globalement banni.

Reste que le *Roblox* d'aujourd'hui n'est pas non plus qu'un repaire pour sirènes et pizzaiolos. Trois anciens membres du groupe Le Sénat et le peuple de Rome affirment que la plateforme est toujours infiltrée par des militants d'extrême droite. Début mai, Daniel Kelly, directeur associé du Center for Technology and Society de l'Anti-Defamation League (ADL), a découvert deux reconstitutions du massacre de la mosquée de Christchurch [qui a fait 51 morts en 2019, en Nouvelle-Zélande]. Elles ont depuis été supprimées de la plateforme. Et on y trouve toujours des jeux pour les admirateurs du régime nazi. L'un d'eux, baptisé *Innsbruck Border Simulator*, a enregistré plus de 1 million de visites depuis le milieu de l'année 2019 – jusqu'à ce que la plateforme le supprime, peu de temps après que nous avons interrogé certains de ses représentants à ce sujet.

**P**ar quels mécanismes ces communautés influentes sur le développement des jeunes joueurs ? On a longtemps affirmé que *Donjons et Dragons* [un célèbre jeu de rôle papier] transformerait les enfants en adorateurs satanistes, ou que [le jeu de tir] *Call of Duty* en ferait d'implacables machines de guerre. *"On observe le même phénomène à propos du recrutement des groupes d'extrême droite"*, explique Rachel Kowert, directrice de recherche pour Take This, une association pour la santé mentale des joueurs et des



←↙ Parthia se présente sur Roblox comme une reconstitution de l'Antiquité. Mais l'organisation est celle d'un État fasciste. Captures d'écran YouTube



développeurs de jeux vidéo. On souligne que les membres de ces groupes jouent aussi à des jeux vidéo. Ou que telle chose se passe dans un jeu vidéo." Mais il n'est pas si simple de dire que ces personnes se comportent de telle manière parce qu'elles jouent à des jeux vidéo. "Il existe des travaux étudiant la façon dont les jeux renforcent certaines dynamiques de groupe, poursuit-elle. Certains jeux reposent sur un mécanisme d'antagonisation : eux contre nous. Tout cela forme un terreau fertile pour les recruteurs de groupes radicaux. Mais quant à savoir si c'est effectivement ce qui se passe, personne ne peut vraiment l'affirmer."

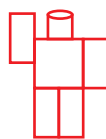
Ferguson, qui se repent aujourd'hui du rôle qu'il a tenu dans Le Sénat et le peuple de Rome, dit vouloir informer les gens, les aider à comprendre et, pourquoi pas, à faire disparaître ce genre de jeux. Mais d'abord, il faut en connaître les rouages. "Enfant, j'ai commencé à jouer à ce jeu et, du jour au lendemain, je me suis retrouvé entouré de nazis à bâtir une république fondée sur l'esclavage, explique-t-il. Mais personne ne comprend comment ça s'est fait. C'est juste un jeu."

Il y a quelques semaines, Ferguson m'a montré "sa Rome". Ou plutôt un de ses avant-postes baptisé Parthia, un lieu qui reste à ce jour ce que Malcolm a constitué de plus abouti dans le jeu. Mon avatar apparaît derrière les murs de la colonie, à côté d'un groupe d'entrepôts en béton. Le mot "étranger" flotte au-dessus de mon personnage. Ferguson trotte dans les environs, coiffé d'un chapeau de cow-boy orné de bois de cerf. Je saute par-dessus une rangée de métiers à tisser, et le rejoins.

Tout semble désert. En 2014 ou 2015, m'explique Ferguson depuis le chat Discord [un service de messagerie prisé des gamers], c'est là que l'on aurait trouvé des "gamins" occupés à fabriquer des armes et des outils. "Là-bas, fait-il en désignant des bâtiments de pierre dans le lointain, on serait tombé sur des légionnaires en train de s'exercer aux manœuvres et de surveiller

les barbares." Les barbares étaient tous les joueurs ne faisant pas partie de la communauté très hiérarchisée de Parthia. À l'intérieur de la colonie, les catégories sociales s'échelonnaient entre plébéiens, étrangers, serviteurs, patriciens, légionnaires, commandants, sénateurs et magistrats.

Ferguson, qui détenait le titre d'édile [deuxième rang des magistratures dans le cursus honorum de la Rome antique], était chargé des marchés et des esclaves. "Techniquement, ce ne sont pas des esclaves, fait-il observer. En un sens, ils acceptent simplement de participer à un système où on leur dit tout ce qu'ils doivent faire." (Z, Q, S, D.) Avec le temps, les esclaves pouvaient devenir des citoyens, soit grâce à leur travail, soit en s'engageant comme gladiateurs. Un jour qu'un employé de Roblox était venu visiter le jeu, Ferguson avait aidé à mettre en scène un combat entre deux esclaves dans l'arène.



**Malgré ses efforts, la plateforme Roblox est toujours infiltrée par les militants d'extrême droite.**

Alors que nous marchons sur les chemins de terre menant jusqu'aux immenses portes de Parthia, Ferguson me parle des feuilles de calcul exhaustives, sur tableur, que le groupe conservait à propos de son système économique, de sa stratégie militaire, de ses politiques et de ses citoyens. Contrairement à d'autres jeux Roblox de l'époque, Parthia conservait les inventaires entre deux sessions, ce qui signifie que les joueurs retrouvaient ce qu'ils avaient obtenu ou fabriqué au fil du temps. Cette caractéristique apparemment avant-gardiste leur plaisait, mais c'est essentiellement la culture du groupe qui les incitait à revenir.

Un autre disciple de Malcolm, que nous appellerons Chip, avait 14 ans lorsqu'il a rejoint le groupe. Il aimait ces interactions sociales cadrées, les rangs bien définis, que tout soit clair. "J'ai toujours préféré les environnements de jeux plutôt sérieux", explique-t-il. Collégien habitant le Texas, il avait le sentiment d'être un programme à qui il manquait un morceau de code – il ne savait jamais vraiment "comment être normal, comment interagir avec les gens, comment ne pas être bizarre".

Parthia était le produit des idées de plus en plus extrémistes de Malcolm et de son insatiable besoin de contrôle, expliquent trois anciens membres. La colonie était régie par des lois qualifiant le mélange des races, le féminisme et l'homosexualité comme des "formes de dégénérescence". Elles exigeaient également que tout joueur de confession juive dans la vraie vie porte "la tunique de Judée ou soit arrêté à vue". Dans la cité, des groupes de vigiles patrouillaient dans les rues. "Nous aurions été arrêtés sur la base de la couleur de notre peau", précise Ferguson (mon avatar a une peau couleur olive). Les joueurs avaient voté à une écrasante majorité pour autoriser Malcolm à exécuter qui bon lui semblait.

**N**ous approchons des portes de Parthia, situées de l'autre côté d'un pont en bois. Ferguson s'arrête en face de moi et tend le bras. "Si tu étais un étranger, on t'accueillait comme ça", dit-il en bloquant le passage à mon avatar. Au-dessus de lui, la bulle de dialogue s'affiche : "Étrangers non autorisés". Les portes étant fermées, nos avatars franchissent les murs de la cité en faisant des doubles sauts. J'aperçois alors Parthia pour la première fois.

Ferguson et Malcolm avaient convaincu un talentueux architecte Roblox de concevoir leur monde. Tout était très, très grand – des bâtiments publics à colonnades aux aqueducs dressant leur silhouette au loin, en passant par une multitude de bâtiments bruns et rectangulaires abritant une myriade de minuscules pièces. Après une brève visite, nous grimpons par une échelle vers une coupole en dôme. "Si tu étais riche ou célèbre, tu t'installais là, explique Ferguson. Tu n'avais plus qu'à t'admirer toi-même, ton succès, et à mépriser les barbares, en bas." Les habitants passaient leur temps ensemble à discuter, à se faire une réputation et, selon la formule de Ferguson, "à se faire mousser".

Le club le plus envié à Parthia était celui de la garde prétorienne, l'armée personnelle de Malcolm. Certains membres se souviennent qu'il leur demandait parfois de lire des ouvrages SS ou d'écouter un podcast d'extrême droite sur un tireur dans une école. "C'était juste des bavardages entre amis", se défend Malcolm. Chip avait créé une division d'Einsatzgruppen – les escadrons de la mort nazis –, en partie pour rigoler, dit-il, en partie pour faire plaisir au César. Dans une vidéo YouTube, on peut voir des hommes de main de Malcolm exécuter quelqu'un pour avoir dit qu'il "n'était pas fan" de Cleopatra, la copine de l'architecte [dans le jeu].

Chip est convaincu que pour nombre de gens, le fascisme commence d'abord comme une blague. "Jusqu'au jour où toute ironie disparaît, poursuit-il. Il y a un jour où ils se mettent à débattre sérieusement et pensent sincèrement ce qu'ils disent." À propos des tendances fascistes de Malcolm, Chip se dit "prêt à jurer, à la barre d'un tribunal, qu'il pensait sincèrement toutes ces choses". L'intéressé, qui se définit comme "un libertarien seulement en théorie", s'en défend. "Ça a toujours été histoire de troller les gens ou de rester dans mon personnage, affirme-t-il. Je suis simplement fêru d'histoire. Je n'ai pas vraiment envie

que [ces idées] soient appliquées dans le monde réel.” Chip et Ferguson estiment qu’un tiers des 200 et quelques joueurs chargés de diriger Le Sénat et le peuple de Rome – la plupart des jeunes adultes – étaient d’authentiques fascistes. Faire appliquer les règles draconiennes de ce monde “était le but du jeu”, explique Ferguson. En d’autres termes, ils aimaient faire ça.

**V**oici une méthode de recrutement possible utilisée par l’extrême droite : Bobby fait la queue pour un match sur [le jeu de tir en arène] *Fortnite* et se retrouve en équipe avec Ryland, un gros skinhead [dans la vraie vie]. Ryland a entre deux et vingt minutes pour faire son pitch à Bobby en lui parlant au casque ou par messages avant que Sally, leur adversaire, ne leur loge une balle dans la tête à tous les deux. Si les propos de Ryland ont aiguisé la curiosité de Bobby, peut-être celui-ci acceptera-t-il sa demande d’amitié sur *Fortnite*. Dans ce cas, ils refont quelques matchs ensemble et approfondissent leur relation sur Discord. Après des semaines ou des mois à lui rebattre les oreilles de propos extrémistes, Ryland a rendu l’idéologie fasciste parfaitement normale aux yeux de Bobby, qui finit par se radicaliser. Autre scénario tout aussi probable : Bobby se dit que ce type est taré, joue comme un pied et n’accepte pas la demande d’amitié de Ryland.

Le recrutement de groupes extrémistes par l’intermédiaire des jeux vidéo est un sujet complexe. D’une part, toutes les informations utiles concernant les profils de Ryland et de Bobby sont enfermées dans des serveurs d’entreprises privées. D’autre part, on parle ici d’un mal aux causes incroyablement multiples. En mars dernier, le ministère américain de l’Intérieur a organisé un forum en ligne intitulé “Prévention du terrorisme et des violences ciblées dans les jeux vidéo et l’e-sport”. L’objectif était de mettre en lumière la façon dont “les militants extrémistes violents manipulent les environnements vidéo-ludiques pour recruter et radicaliser”. Daniel Kelley, de l’ADL, figurait parmi les intervenants et a fait entendre un discours plus mesuré que l’intitulé de l’événement ne le laissait croire. Il s’est référé au rapport officiel du gouvernement néo-zélandais sur l’attentat des mosquées de Christchurch. Le tueur jouait effectivement à des jeux vidéo, mais il était également un utilisateur de Facebook, Reddit, 4chan et 8chan [ces deux derniers forums étant réputés pour la faiblesse de leur modération]. Et il citait YouTube comme “une source d’information et d’inspiration majeure”.

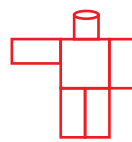
Les caractéristiques souvent associées aux gamers – des hommes, jeunes, blancs, issus de la classe moyenne, quelque peu marginaux – recouvrent plus ou moins celles que l’on retrouve parmi les candidats à la radicalisation. Évidemment, sur les 3 milliards d’amateurs de jeux vidéo, peu correspondent à ce stéréotype. Le terme *gamer* évoque ces caractéristiques car pendant longtemps, c’est ce segment de marché que les entreprises comme Nintendo ont pris pour cible. Au fil des années, cette catégorie de consommateurs est devenue une faction culturelle passionnée, pour ne pas dire obsessionnelle.

En 2014, quand a explosé le scandale du Gamergate – une campagne de harcèlement sexiste fondée sur une théorie du complot –, une partie de ces joueurs s’est recroquevillée sur une identité réactionnaire. Des provocateurs professionnels comme Milo Yiannopoulos [un ancien contributeur du site ultraconservateur *Breitbart News*] se sont engouffrés dans la brèche, voyant dans le “stéréotype du mâle frustré” une occasion de recycler

un certain ressentiment en mouvement culturel. Dans l’esprit des croisés du Gamergate, les jeux vidéo et la culture *gamer* étaient la propriété d’un certain type de personnes, et ces personnes se voyaient menacées dans leur identité. “Les combattants de la justice sociale” [social justice warrior en anglais, ou SJW] étaient en train d’envahir leurs jeux pour changer leur culture. Les joueurs dilettantes, ou du moins ceux qui ne leur ressemblaient pas, ont été rebaptisés “normies”, “e-girls”, “Chads” ou “PNJ” [“personnages non jouables”].

“Ce groupe, essentiellement masculin, constitue une excellente cible qui est souvent sujette à radicalisation”, explique Julia Ebner, experte en contre-terrorisme pour les Nations unies. Ebner a infiltré plusieurs groupes extrémistes – en ligne et dans le monde tangible –, dont des mouvements djihadistes, néonazis ou antiféministes. Elle a pu observer l’évolution de certaines sous-cultures apparues sur 4chan – des trolls dont l’engagement n’était d’abord pas explicite – vers des discours de plus en plus politiques et finalement extrémistes. Avec le temps, les contenus intrinsèquement extrémistes et présentés comme des satires deviennent la norme. Et le mouvement devient réel. Ce sont les gens comme Malcolm qui en sont les vecteurs, explique-t-elle. “Recruter” n’est pas toujours le terme adéquat, poursuit Ebner. On parlerait parfois plus justement de “conditionnement”. “Les ‘recrues’ ne savent pas toujours très bien de quel collectif elles adhèrent”, souligne-t-elle.

De son point de vue, les jeux vidéo ne sont pas un instrument de radicalisation à grande échelle. Elle a toutefois vu certains extrémistes se servir des jeux vidéo ou de principes de ludification comme méthodes de recrutement, en partie à cause des qualités associées aux gamers typiques. “Il y a beaucoup de problèmes d’isolement social dans la communauté des gamers, fait-elle observer. Et on trouve aussi un certain besoin de stimulation, de divertissement.”



**Chip est convaincu que, pour beaucoup, le fascisme commence comme une blague. Puis l’ironie disparaît.**

Ebner est d’avis qu’il devrait exister davantage de programmes faisant intervenir des psychologues et d’anciens militants extrémistes auprès de ces communautés isolées sur Internet. Toutefois, avant cela, la société doit changer sa façon de parler des jeux vidéo et du recrutement de l’extrême droite. Certains condamnent des communautés entières en les jugeant “complètement extrémistes, alt-right ou radicales”, dit-elle. Mais les extrémistes “piègent certains membres de ces sous-cultures pour les attirer dans leurs réseaux politiques”. C’est un problème complexe et diffus, et le débat qui l’entoure “n’est pas assez nuancé”.

Le Sénat et le peuple de Rome est tombé en 2015. Mais ce n’est pas sous les assauts de Wisigoths aux allures de bonshommes Lego ou sous l’effet des forces parasites et dégénérées. En réalité, l’architecte de *Parthia* était tombé amoureux de Cleopatra, qu’il a donc épousée dans le jeu et à qui il a donné ses codes d’accès. Sauf

↔ **Innsbruck Border Simulator, un jeu de rôles nazi, a été fermé par Roblox à l’été 2021. Il avait enregistré plus de 1 million de visites. Captures d’écran YouTube**



que Cleopatra était un imposteur qui s’est empressé de faire fuir le code source de *Parthia*. Résultat, n’importe qui a pu copier l’empire de Malcolm et y régner en maître. Le César, de plus en plus paranoïaque, a commencé à exiler des joueurs. Il a ensuite tenté de bâtir une nouvelle dystopie fasciste, sans succès. Rome s’est effondrée. En 2016, Ferguson et Malcolm ont cessé de passer du temps dans les mêmes groupes.

Pourtant, un an plus tard, sur le célèbre forum /pol/ de 4chan, certains internautes évoquaient encore la grande époque du Sénat et du peuple de Rome. Baptisé /pol/ pour “politiquement incorrect”, ce canal est célèbre pour être une caisse de résonance de l’extrême droite, relayant propos haineux et provocations de trolls. Un utilisateur a noté que la plupart des responsables de *Parthia* étaient également des “/pol/tards” – des commentateurs prolifiques sur 4chan. De nombreux messages remerciaient Malcolm pour leur avoir “offert la pilule rouge” [cette allusion dévoyée à la scène du film *Matrix*, où le protagoniste, après avoir avalé une gélule rouge, découvre pour la première fois la réalité du monde, est devenue récurrente dans les milieux complotistes et masculinistes]. L’un d’eux expliquait même qu’après “avoir joué à cette simulation de vie sous le fascisme”, à l’âge de 14 ans, il était devenu un “partisan convaincu” de ce système. (Malcolm affirme que “ce culte de la personnalité est entièrement l’œuvre de trolls”.)

Après le rassemblement extrémiste Unite the Right de Charlottesville, en Virginie, en 2017 [au cours duquel une militante antifasciste a été tuée], le collectif de gauche Unicorn Riot a mis la main sur des centaines de milliers de messages de groupes d’extrême droite utilisant les serveurs de Discord. Leur existence tend à démontrer que d’autres communautés comme *Parthia* existent ailleurs que sur Roblox. Dans un serveur de jeu /pol/, un membre baptisé Lazia Cus souhaitait la bienvenue à de nouveaux arrivants. “Là, nous avons lancé un projet ‘red pill’ [“pilule rouge”] pour les jeunes, en cours sur Roblox. Nous avons créé un clan pour mener des raids et



PLUS DE VIDÉOS



des opérations de défense et, à partir de là, nous étendre sur d'autres plateformes." (Ce clan était une "légion romaine du futur", mais pas nécessairement inspirée de la Rome de Malcolm ou de ses nombreux imitateurs.)

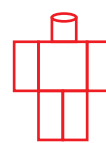
Ferguson ne sait toujours pas bien s'il a participé à une campagne de recrutement fasciste. C'était un jeu. Certes, la structure du Sénat et le peuple de Rome normalisait le fascisme et le transformait en jeu. Et il y avait des gens comme Malcolm qui imposaient leurs idées extrémistes à des gamins. "Je n'ai jamais été en contact avec des gens qui disaient ouvertement : 'Ok, on va créer davantage de néonazis', déclare Ferguson. Mais j'ai le sentiment que c'est une conséquence indirecte inévitable." Puis il cite un jeu Roblox dans lequel des joueurs officient comme agents de police sur la frontière américano-mexicaine. Près de 1,1 million d'utilisateurs y ont déjà joué. "Ce n'est pas un jeu à caractère fondamentalement raciste, avance Ferguson avec une bonne dose d'ironie. Ils font seulement semblant d'être des agents de police qui ont un lourd passé d'actes extrêmement racistes et xénophobes." Selon un porte-parole de Roblox, "toutes les images, tous

les fichiers audio et vidéo sont examinés par du personnel avant d'être mis en ligne".

Plusieurs membres de l'ancienne garde prétorienne de Malcolm se sont engagés dans l'armée ou dans l'Agence fédérale pour la sécurité des transports [TSA, créée après les attentats du 11 septembre 2001], sont devenus des officiers de police ou ce que Ferguson appelle "de vrais nazis". De son côté, Malcolm a créé un nouveau jeu inspiré de Star Wars, comptant 16 000 membres. Pour devenir citoyen de cette communauté, les joueurs doivent s'abonner à ses réseaux sociaux. "Gloire à l'empire", notait un commentateur avec un emoji clin d'œil.

Un peu plus tôt cette année, sur Roblox, Ferguson m'a fait visiter le grand-plateau de recrutement du groupe. L'endroit était rempli de guichets occupés par des avatars. À côté d'un groupe Star Wars apparaissait un stand pavoisé de rouge, blanc, bleu, où se trouvait un homme barbu en complet-veston. Le poster derrière lui représentait un drapeau confédéré. On pouvait y lire : "(Nous ne sommes pas racistes, nous sommes juste une unité militaire). 5<sup>e</sup> régiment d'infanterie du Texas, États confédérés. Nous sommes en guerre avec le groupe USA." Un lien Discord était noté en dessous.

Je me suis approché du stand et l'avatar qui l'occupait m'a expliqué qu'il s'agissait d'un jeu de rôles sur la Confédération. "Pourquoi écrivez-vous que vous n'êtes pas raciste ?" ai-je demandé. "Nous sommes juste un groupe militaire qui célèbre la fierté du Sud", me répond-il. Un autre bonhomme carré, arborant des lunettes d'aviateur et une tunique d'officier d'empire, est venu seconder son camarade en complet-veston. "Comment est-ce que ça n'est pas raciste ?" ai-je insisté. L'homme en complet-veston a sauté par-dessus la table pour se mettre face à moi. "Vous ne pouvez pas qualifier toute une nation de raciste, dit-il. C'est injuste."



Plutôt que de recrutement, il faudrait parler de conditionnement. Il n'y a pas de radicalisation à grande échelle.

Ferguson et moi avons ensuite mis le cap sur un autre jeu : une simulation de Washington, DC. Avec 60 joueurs, le serveur était presque plein. Mon avatar est apparu juste à côté du mémorial honorant les soldats américains morts pendant la Seconde Guerre mondiale. Le mot "visiteur" était inscrit au-dessus de ma tête. Ferguson, lui, était assis dans une voiture de police. Un agent braquait son arme sur lui. "Tu devrais monter", me dit-il.

Alors que nous nous dirigeons vers une prison fédérale, Ferguson m'explique qu'à l'instar du Sénat et le peuple de Rome, ce jeu est régi par une stricte hiérarchie entre sénateurs, agents du FBI et de la NSA, etc. Nous sortons du véhicule alors qu'il effectue un triple tonneau à côté d'un groupe de personnes occupées à discuter. Nous sommes escortés jusqu'à l'intérieur, et je vois un représentant du ministère de la Justice portant des tresses africaines demander à un homme enturbanné ce qu'il pense du mouvement Black Lives Matter. On nous pousse dans une salle d'interrogatoire. Là, l'interrogateur – notre chauffeur – saute sur la table et nous demande de quelle race nous sommes. Washington, DC, était apparemment en guerre contre la Corée du Sud.

Dans la vraie vie, Ferguson sillonne l'Ontario, vivant parfois chez son père, parfois ailleurs; enchaînant les petits boulots manuels là où il peut. Il a enseigné ses méthodes d'infiltration à des jeunes, explique-t-il, afin qu'ils puissent mener l'enquête sur des groupes Roblox soupçonnés d'extrémisme. Ils peuvent ainsi signaler ces groupes ou en prendre le contrôle. Cela fait plusieurs années qu'il anime un groupe baptisé Cult, qu'il qualifie de "groupement d'amis désireux de protéger les jeunes", notamment sur Roblox. À l'heure actuelle, les membres de Cult lui versent entre 100 dollars et 1 000 dollars par mois [entre 86 et 860 euros] pour le remercier de ses efforts. Ils représentent plus que sa propre famille à ses yeux.

Ferguson se dit désolé d'avoir mis en contact tant de gens avec Malcolm et se repent de sa propre intolérance. Les valeurs de son groupe se situent aux antipodes de tout cela, dit-il. Il enjoint à ses disciples de lire *Desiderata*, un poème en prose de l'auteur américain Max Ehrmann, sur les "âmes douces et bienveillantes". À l'heure actuelle, il vit dans une ferme où il fait pousser de la roquette, explique-t-il. Il espère pouvoir un jour acheter des terres et les cultiver avec les membres les plus dévoués de Cult. Il a un jour eu une épiphanie : "Si on transférait progressivement toutes les actions que l'on fait en ligne vers le monde réel, on ne serait plus jamais seul."

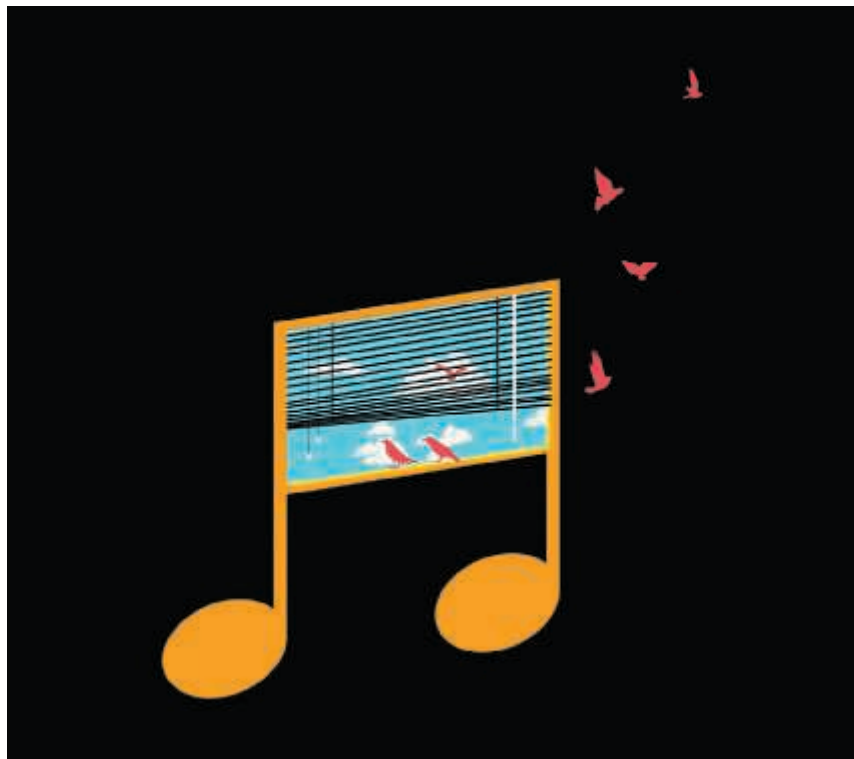
— Cecilia D'Anastasio

Publié le 10 juin

# culture.



↳ Dessin de Tang Yau Hoong, Malaisie.



## Les chansons oubliées de Reuben T. Caluza

Ce compositeur sud-africain (1895-1969) a mis en musique les maux du peuple noir, avant de tomber dans l'oubli. La pandémie de Covid-19 a offert à ses compatriotes l'occasion inattendue de redécouvrir son œuvre.

—Sunday Times (extraits)  
Johannesburg

**I**nfluenza est une chanson écrite par Reuben Tholakele Caluza, l'un des compositeurs les plus prolifiques et les plus populaires d'Afrique du Sud dans les années 1920 et 1930. Les paroles en zoulou sont les suivantes : "En 1918, une épidémie de grippe [la grippe espagnole] s'est répandue comme une traînée de poudre dans tout le pays. Elle a emporté avec elle de nombreuses vies. Nos mères, nos pères, nos sœurs et nos frères bien-aimés sont morts. Dans certains foyers, personne n'a été épargné."

Lorsque le compositeur Philip Miller, originaire du Cap, a lu un article sur cette chanson, pendant les premiers mois du confinement de 2020, il n'avait jamais entendu parler de Caluza. Il se sentait particulièrement seul après la mort de sa mère au début du confinement, et son programme



de concerts, habituellement dense, s'était brusquement arrêté. Il a été intrigué. Il a cherché à trouver un enregistrement du morceau de Caluza, ce qui n'a pas été sans mal à cause des restrictions sanitaires.

Lui et le chanteur ténor Tshogofatso Moeng, avec qui il avait déjà collaboré, ont écouté la chanson et commencé à réfléchir à un moyen de la revisiter dans le contexte actuel de la pandémie de

### MUSIQUE

Covid-19. Miller se souvient avoir été frappé musicalement par la façon dont la composition de Caluza "relevait d'un langage harmonique choral traditionnel", même si "ce sont vraiment les paroles qui ont retenu [son] attention".

Avec Moeng et un petit groupe de chanteurs et de musiciens durement éprouvés par la pandémie, ils ont réarrangé la chanson et, grâce aux portables et à WhatsApp, les différentes parties ont pu être enregistrées et assemblées pour une sortie

en mai 2020. Le titre et la vidéo qui l'accompagne, qui souligne le lien entre les paroles traduites du zoulou et l'époque actuelle [le clip montre des Sud-Africains confinés chez eux], ont été utilisés pour collecter des fonds pour #MusoReliefSA, une cagnotte créée par Miller pour tenter d'aider les musiciens à surmonter les difficultés financières liées au confinement.

À mesure que l'argent récolté a permis de couvrir les besoins, l'envie de poursuivre l'exploration du catalogue de Caluza a grandi. Miller et Moeng pensaient que l'expérience *Influenza* s'arrêterait là, mais les autres musiciens de l'ensemble sont venus vers eux et leur ont dit : "Pourquoi ne pas essayer une autre chanson ?" Ils ont alors créé *Reuben T. Caluza. The B-Side*, un album de reprises de chansons de Caluza. Parmi elles, *Umthetho We Land Act*, une composition sur le sujet délicat de la propriété foncière, que Caluza a écrite en réaction à la loi sur l'acquisition des terres de 1913 [la première disposition légale visant à la partition ethnique]. Comme l'observe Moeng, "ce qui est marquant dans la plupart des musiques de cet album, ce sont les paroles, car elles sont toujours d'actualité aujourd'hui. On pourrait les appliquer à notre époque plus d'une fois."

Miller puise son inspiration dans les racines du patrimoine musical africain. Un processus qui lui laisse une plus grande marge de manœuvre pour le revisiter et le réinterpréter, notamment quand il existe peu d'enregistrements ou de partitions annotées. Dans le cas de Caluza, le compositeur a surtout été attiré par "le message politique des chansons". "Nous avons cherché à l'insérer dans un contexte plus large. Nous avons ainsi compris, par exemple, que la chanson sur les rickshaws à Durban [Ixhegwana], n'avait pas qu'une visée comique. C'est en fait un appel à la mobilisation des travailleurs, ça parle d'exploitation et ça va encore plus loin. Nous adorons cette chanson", confie-t-il.

Il a également été intéressé par l'aspect subversif des chansons de Caluza, un thème dont il a beaucoup parlé avec l'anthropologue et historien de la musique David Coplan. "Elles ressemblaient à de jolis gospels ou à des hymnes missionnaires de l'Église anglicane, mais en fait les paroles étaient très critiques à l'égard de ce qui se passait. Les Blancs ne pouvaient pas savoir ce qui était chanté [en zoulou] et trouvaient simplement les airs jolis."

Caluza est né en 1895 à Edendale, dans ce qui est aujourd'hui la province du KwaZulu-Natal [sur la côte est de l'Afrique du Sud]. Il a étudié au lycée Ohlange, fondé par John Dube [un philosophe et éducateur, fondateur du parti qui allait devenir le Congrès national africain (ANC)] sur le modèle du légendaire Institut Tuskegee créé par Booker T. Washington aux États-Unis [pour favoriser la promotion sociale des Africains-Américains]. Il a poursuivi

ses études aux États-Unis, à l'université de Hampton puis à l'université Columbia, avant de rentrer en Afrique du Sud, où il est retourné à Ohlange enseigner la musique. Nombre de ses compositions incorporent des influences américaines comme le jazz et le ragtime.

Il était associé au New African Movement, qui regroupait des écrivains et des intellectuels tels que Sol Plaatje et H. I. E. Dhlomo. Caluza a également entretenu une correspondance avec le célèbre intellectuel et écrivain afro-américain W. E. B. Du

**Les Blancs ne comprenaient pas ce qui était chanté en zoulou, mais ils trouvaient les airs jolis.**

Bois [l'un des premiers penseurs de la question raciale aux États-Unis]. Avant de mourir, en 1969, Caluza a consacré une grande partie de son temps à faire campagne pour la préservation du patrimoine de la musique traditionnelle.

Pour Miller, Caluza était un pionnier de la musique de son époque, il accumulait les tubes et ses partitions se vendaient comme des petits pains. C'était également un très bon homme d'affaires. Il a connu de grands succès et il est même allé enregistrer à Londres parce que la maison de disques – la Zonophone Record Company – s'était aperçue qu'il y avait de l'argent à gagner. C'était la première fois que les maisons de disques envisageaient l'Afrique comme un continent où l'on pouvait gagner de l'argent en allant y dénicher des artistes. De ce voyage a résulté *Caluza's Double Quartet*, le seul album d'enregistrements connu de Caluza. Il comprend 20 chansons parmi lesquelles Miller et Moeng ont fait leur sélection.

Bien que Caluza soit mentionné dans le programme de certains départements de musique des universités sud-africaines, l'importance de son travail n'est guère reconnue en Afrique du Sud. Alors "qu'à l'étranger il y a des universités où l'on étudie sa musique. Ici, les gens étaient fous de joie quand ils ont découvert que nous allions reprendre ses chansons", confie Moeng. Ce dernier espère que l'album [qui est accessible en ligne gratuitement sur [philipmiller.bandcamp.com](http://philipmiller.bandcamp.com)] va aider les auditeurs à prendre conscience "de la richesse de la musique africaine dont, la plupart du temps, il n'y a pas de trace écrite, ce qui fait perdre beaucoup de choses intéressantes". Il ajoute : "Nous avons tous la responsabilité de faire vivre cette musique et de la faire connaître, mais aussi ne pas avoir peur de l'arranger et de la revisiter. Il y a beaucoup de musiques qui méritent d'être écoutées en ce moment."

—Tymon Smith

Publié le 26 septembre

# Le rendez-vous des Echos dédié à l'économie des start-up.

Chaque jour sur lesechos.fr, suivez l'actualité :  
Innovations • Levées de fonds • Portraits exclusifs  
• Tendances et évolution du monde des start-up



Pour ne rien manquer de cette actualité,  
inscrivez-vous aussi à la newsletter quotidienne Start-up.

[newsletters.lesechos.fr](https://newsletters.lesechos.fr)



**Les Echos**  
Prenez un temps d'avance

# Le serment de Haïda Gwaii

Cet archipel canadien invite ses visiteurs à signer un engagement à respecter les lieux et les habitants, membres de la première nation haïda.

—The Globe and Mail Toronto

**A** lors qu'elle se tenait sur un sentier soigneusement tracé par des coquillages dans le village de K'uuna Llnagaay, Deedee, dont la mission en tant que gardienne sur Haïda Gwaii [littéralement "les îles du peuple haïda", anciennement les îles de la Reine-Charlotte] consiste à renseigner les visiteurs et à protéger le patrimoine naturel et culturel de sa communauté, me raconte l'histoire d'un totem qui avait un jour disparu. "Il y a plusieurs années, un bateau à moteur américain au comportement suspect a été arrêté par la police locale, qui a trouvé à bord un mât de maison, caché sous des bâches." Même si le totem, retrouvé, a finalement été placé dans le musée local, l'histoire me trotte dans la tête.

Les touristes présents sur les fameuses îles Haïda Gwaii, au large de la côte nord-ouest de la Colombie-Britannique, ne leur veulent pas toujours que du bien. Le président de la nation haïda, Gaagwiis, alias Jason Alsop, explique que son peuple a été victime de vols et d'actes de violence avec la bénédiction de l'État, et a dû supporter un bon lot de touristes horribles. Jusqu'en avril dernier, avant que Haïda Gwaii ne ferme ses frontières pendant la pandémie, les visiteurs désireux d'échapper à la surpopulation urbaine y affluaient en nombre.

"C'était du pur égoïsme. Ils ne pensaient pas du tout à nous", regrette John Gladstone, en soulignant que certains de ces hôtes indésirables avaient exposé les personnes âgées et les membres de sa communauté à des risques de contamination, tout en mettant à rude épreuve leurs ressources sanitaires et alimentaires limitées, et avaient laissé plein de déchets sur des



Devant les mâts totémiques du village de SGang Gwaay.  
Photo Diane Selkirk & Evan Gatehouse

lieux de camping sauvage. John, qui est guide culturel haïda à bord de la *Cascadia*, un navire de micro-expédition géré par la société de Victoria Maple Leaf Adventures, est néanmoins heureux d'avoir repris le travail, même s'il reste préoccupé par les conséquences du tourisme sur son île natale, fragile maintenant qu'elle leur est de nouveau ouverte.

Nous abordons justement la question de ces conséquences au cours d'une discussion de groupe pendant l'une de mes activités préférées à bord de la *Cascadia*. J'ai embarqué sur le bateau pour un périple de six jours dans les îles Haïda Gwaii. Chaque soir, après un programme chargé de visites à terre et en mer à la découverte de villages, de forêts ou de colonies d'oiseaux de mer, les vingt-deux invités s'installent dans le grand salon où John Gladstone et Greg Shea, le chef de l'expédition, commentent avec leur savoir les activités de la journée.

C'est à ce moment-là que John Gladstone nous présente le Haida Gwaii Pledge [l'Engagement pour Haïda Gwaii], un nouveau dispositif de gestion du tourisme qui prévoit de demander aux visiteurs de

s'engager à traiter Haïda Gwaii avec respect et attention. Mis en place en juillet, cet engagement a été élaboré sur les conseils des chefs héréditaires, des gardiens du savoir, d'autres membres de la communauté, ainsi que des autorités sanitaires. Il s'inspire de modèles réussis dans d'autres pays, en particulier en Nouvelle-Zélande (avec la Tiaki Promise [Promesse Tiaki], lancée en 2018) et aux Palaos (avec le Palau Pledge [l'Engagement pour Palaos], lancé en 2017). Par l'intermédiaire d'un site web, il enseigne aux visiteurs les valeurs traditionnelles haïdas qui dictent le comportement à adopter lorsqu'on pénètre sur le territoire de quelqu'un d'autre, notamment *yahguudang* (se montrer respectueux à l'égard de tous les êtres vivants) *till yahda* (agir de manière responsable) et *ahl kyáanang tláagang* (demander d'abord la permission).

"Yahguudang est une loi qui est au cœur de notre culture", souligne John Gladstone, alors que notre bateau danse gentiment sur les flots dans l'une des criques protégées de la réserve du parc national Gwaii Haanas. Il nous explique que, dans sa communauté, on apprend aux gens que le respect se gagne si on prend soin de la terre, de l'eau et de l'air, ainsi que des autres. "C'est pourquoi, lorsque nous, les Haïdas, nous voyons des déchets laissés par les touristes, nous les ramassons, afin qu'ils ne nuisent pas à la terre ou à l'océan."

Des engagements comme le Haida Gwaii Pledge ont pour objectif de définir les attentes concernant le comportement des visiteurs à partir d'une nouvelle approche. Plutôt que d'attendre que les gens agissent mal pour réagir – ce qui, selon Jason Alsop, est source de conflits –, on encourage les visiteurs à considérer les lieux en se mettant à la place des habitants (et donc en ramassant leurs propres déchets). "Nous

avons profité de la pandémie pour remettre à plat les pratiques touristiques dans l'intérêt du mode de vie des Haïdas, explique Jason Alsop. Les gens ont envie de bien faire, et c'est pour nous une manière de leur enseigner en douceur nos valeurs."

En apprenant à mieux connaître la culture haïda, les touristes ont la possibilité de créer des liens plus authentiques. "Si nous nous sentons respectés, nous serons plus enclins à accueillir les visiteurs en les intégrant plus profondément dans la vie de l'île", dit Jason Alsop.

**Dans cette vieille perle trouvée sur la plage, notre guide voyait l'histoire de ses ancêtres.**

Retour à K'uuna, où Deedee (alias Carol Crosby) a invité notre groupe à découvrir les plages avant de retourner sur la *Cascadia*. En suivant le tracé de la marée haute, je repense à une scène évoquée par Deedee, celle d'une époque où, lorsque les canoës des îles voisines s'arrêtaient ici, leurs occupants jetaient des poignées de perles de commerce en signe de paix et pour montrer leur richesse.

J'ai encore cette vision en tête quand j'aperçois un petit morceau de verre rouge. Après en avoir enlevé le sable, je me rends compte que je viens de trouver une vieille perle de commerce. L'envie de glisser dans ma poche l'ancien bibelot me traverse l'esprit, mais je réfléchis et me dis : "Prendre cette perle cassée, aussi insignifiante qu'elle puisse paraître, est-ce que cela ne revient pas au même que de ramasser un totem apparemment abandonné? Et puis j'ai fait une promesse..."

Après avoir bien observé cette perle meurtrie par le temps, je l'ai finalement apportée à John Gladstone, en la lui donnant non pas comme un cadeau, mais comme un objet lui appartenant et que j'avais retrouvé par hasard. En voyant l'expression de son visage pendant qu'il étudiait la modeste petite perle, j'ai compris qu'il avait des liens avec elle que je n'aurais jamais eus. Dans les fissures à la surface de l'objet, il voyait l'histoire de ses ancêtres, qui ont toujours accueilli les étrangers dans leur environnement d'une extraordinaire richesse, et ces étrangers ont en retour, précise-t-il, toujours pris beaucoup plus que ce qui leur était donné.

En remettant la perle à son propriétaire légitime, j'ai tenu ma promesse. Ce n'était pas grand-chose, mais cela venait de m'apprendre la notion de *gin wáadluwaan gud ahl kwáagiidang*, c'est-à-dire que "tout dépend de tout le reste". Autrement dit, je suis tenue de ne prendre que ce dont j'ai besoin et de ne garder que ce que l'on m'offre.

—Diane Selkirk  
Publié le 31 août







↳ L'acteur Ira Aldridge (ici dans *Titus Andronicus*, de Shakespeare) fit ses débuts à l'African Theater.

Photo Library of Congress via The New York Times



## L'African Theater : un pari risqué au cœur de New York

**1821 — États-Unis**

Il y a deux cents ans, William Alexander Brown ouvrait un théâtre avec une troupe d'acteurs noirs. Une gageure, alors que l'esclavage est encore pratiqué à New York et que les œuvres jouées appartiennent au répertoire classique.

—The New York Times (extraits)  
New York

Il y a tout juste deux cents ans, le *Richard III* de Shakespeare était joué pour la première fois sur une scène new-yorkaise. Le roi faisait face à un public noir. Et il était joué par un acteur noir. Il était la vedette d'une production de l'African Theater, aujourd'hui considéré comme le premier théâtre noir aux États-Unis. Si ce lieu n'a pas existé très longtemps – deux ou trois ans seulement –, son fondateur, ses comédiens et ses productions ont toutefois laissé leur marque dans l'histoire du théâtre américain.

L'histoire de l'African Theater commence avec William Alexander Brown. Homme noir et néanmoins libre, Brown achète en 1816 une maison au 38, Thomson Street, à Manhattan, qui ne tarde pas à devenir un lieu de rassemblement pour tout le quartier. Les dimanches se prêtent particulièrement au divertissement. Au sortir de la messe, les communautés noires de New York partent en quête de distractions. Dans son jardin, Brown lance ce que l'on surnomme vite l'"African Grove" : un lieu où les visiteurs viennent écouter chanter James Hewlett, un de ses amis, tout en dégustant du brandy, du gin, du vin, des gâteaux et des glaces.

**Auteur noir.** Hewlett est rapidement rejoint par d'autres artistes et devient l'acteur principal de ce que l'on appellera l'African Theater. Le 17 septembre 1821, il incarne Richard III. Le spectacle n'a rien de fastueux : le roi est joué par un ancien esclave drapé dans un simple rideau, et la pièce a été adaptée à une troupe réduite. Le succès est pourtant au rendez-vous. Hewlett reprend ensuite le rôle de Richard et déclamera des monologues de Shakespeare sur des scènes dans tout le pays, devenant ainsi le premier acteur shakespearien noir. Un autre membre de la troupe, Ira Aldridge, traversera ensuite l'océan pour faire carrière et devenir un acteur shakespearien internationalement reconnu.

Pour la modique somme de 25 cents, l'African Theater a permis à des centaines de New-Yorkais noirs de découvrir des œuvres classiques ou originales, ainsi que des ballets et des opéras, comme *Othello* et d'autres œuvres moins connues. Brown écrit lui-même *The Drama of King Shotaway*, récit d'une révolte de Noirs des Caraïbes considéré comme la première pièce de théâtre d'un auteur noir – bien que le texte ait été perdu.

La popularité croissante de l'African Theater finit par attirer un public blanc, ce qui ne lui épargne toutefois pas les difficultés. Lorsque Brown ose faire concurrence à un théâtre blanc en présentant lui aussi une pièce de Shakespeare, la police le harcele et envahit son théâtre. Ses comédiens sont agressés. Il doit changer le nom et l'adresse de son théâtre à plusieurs reprises, ouvrant, fermant et rouvrant jusqu'à la faillite.

Puis une épidémie de fièvre jaune se déclare à New York et le public déserte. En octobre 1822,

le journal *National Advocate* annonce la fermeture du théâtre à cause de la maladie. Hewlett, acteur principal de la troupe, part quelques mois plus tard. On ignore ce qu'il advint de Brown et à quel moment le théâtre cessa réellement ses activités. La dernière affiche connue de l'African Theater date de juin 1823.

L'histoire de Brown et de l'African Theater est trop souvent méconnue dans les milieux américains du théâtre. Exclusivement noir à l'origine, l'African Theater devient progressivement un lieu plus ouvert, et un fossé apparaît alors entre les attentes des spectateurs blancs et noirs.

**La vue d'acteurs noirs jouant des œuvres classiques allait à contresens des préjugés des spectateurs blancs.**

Le public noir, issu de la classe moyenne, venait voir des œuvres classiques comme Shakespeare, mais les spectateurs blancs, issus des classes populaires, espéraient plutôt voir des spectacles comiques et moins sophistiqués correspondant à leur idée de ce que devait être une production artistique réalisée par des Noirs.

La vue d'acteurs noirs jouant des œuvres classiques allait à contresens des préjugés des spectateurs blancs, explique Marvin McAllister, auteur d'une histoire de l'African Theater. *"William Brown a été confronté à ce que bon nombre de personnalités noires ont dû affronter par la suite et qui constitue une dichotomie complexe : il était un artiste noir au début des années 1820, sur une scène new-yorkaise qui le réclamait autant qu'elle le rejetait, résume McAllister. Les gens voulaient voir ce que l'African Company allait faire... et en même temps ils voulaient lui nier la possibilité de faire certaines choses, notamment du Shakespeare."*

C'est pour cette raison que les critiques ont rapidement pris le pas sur la curiosité initiale suscitée par ce théâtre, confirme Douglas Jones, professeur d'anglais à l'université Rutgers. *"Cela contredisait tout ce que l'on affirmait à propos de l'infériorité intrinsèque des Noirs, poursuit-il. S'ils pouvaient interpréter ces œuvres de la culture de l'élite, cela signifiait que les justifications de l'esclavage et de l'infériorité des Noirs ne tenaient pas."*

Le 200<sup>e</sup> anniversaire de l'African Theater coïncide, cette année, avec un moment important dans l'histoire de Broadway : la totalité des productions originales lancées cet automne – sept au total – ont été écrites par des auteurs noirs. C'est un événement qu'il faut célébrer. C'est aussi l'occasion de reconnaître toutes les difficultés qu'ont rencontrées les artistes noirs pour se frayer un chemin sur scène et dans l'histoire de ce pays. N'oublions pas que Brown a créé le premier théâtre noir des États-Unis, et que l'expérience n'a pas duré longtemps.

—Maya Phillips

Publié le 22 septembre

# NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Ressources, technologies, alliances...

La rivalité entre les États-Unis et la Chine dessine un nouvel ordre mondial.

Les décryptages de la presse étrangère.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier international**

# Notre engagement, c'est de ne pas vous en demander.

**Nouveau  
forfait mobile  
sans engagement  
5G/120 Go  
14€99\*  
/mois  
Pendant 12 mois  
puis 26,99 €/mois pour  
clients Pack Open<sup>(1)</sup>**

**\* Soit 12€/mois remboursés pendant 12 mois pour les nouveaux clients<sup>(2)</sup>.**

**5G** : accessible en France métropolitaine avec offre et équipement compatibles, uniquement dans les zones déployées (611 communes couvertes au 01/09/2021). Débit maximum théorique de connexion en réception jusqu'à 2,1 Gbits/s dans les zones couvertes en 3,5 GHz avec agrégation des quatre bandes de fréquences 4G et jusqu'à 615 Mbits/s pour les zones couvertes en 2,1 GHz utilisée pour la 4G. Couverture 5G détaillée et différenciée selon les fréquences utilisées sur [reseaux.orange.fr](https://reseaux.orange.fr)

 **Kit mains-libres recommandé.**

**Offre promotionnelle soumise à conditions, valable en France métropolitaine sur réseaux et mobile compatibles du 07/10/2021 au 17/11/2021. Offre 120Go 5G en version seule sans engagement de durée.**

**10€ de frais d'activation de la carte SIM pour la souscription d'un forfait seul.**

**(1)** Tarif réservé aux particuliers, dans la limite de 4 forfaits mobile par Pack Open, incluant une remise sur le tarif du forfait 120 Go à 32,99€/mois. Perte du remboursement en cas de : changement d'offre, résiliation du Pack Open, demande de suppression du remboursement par le client Pack Open.

**(2)** Offre de remboursement différé de 12€ sur facture pour les nouvelles ouvertures de ligne, sous réserve de n'avoir pas résilié d'offre Orange au cours des trois derniers mois à compter du 07/07/2021. Offre de remboursement non cumulable. Détails et formulaire sur [orange.fr](https://orange.fr)

